Affaires mondiales Canada | Global Affairs Canada

Canada

Rapport au Parlement sur L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE du gouvernement du Canada

La Croix-Rouge canadienne

2017-2018

Rapport au Parlement sur

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE

du gouvernement du Canada

2017-2018

MESSAGE DE LA MINISTRE

À titre de ministre du Développement international, je suis heureuse de déposer le Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada 2017–2018.

La Politique d'aide internationale féministe du Canada a été rendue publique en juin 2017 et a aidé à positionner le Canada comme un leader mondial dans la promotion du développement durable sous l'angle de l'égalité des genres. Elle vise à éradiquer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. S'appuyant sur des données probantes, le Canada reconnaît que la promotion de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles sont les moyens les plus efficaces pour atteindre cet objectif. La politique et ses objectifs témoignent du solide engagement du Canada à l'égard du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement pour le développement, qui visent conjointement à éradiquer la pauvreté d'ici 2030.

En vertu de la Politique d'aide internationale féministe, le Canada met en œuvre une approche ciblée et transversale de l'égalité des genres. Cela nous permet de mettre l'accent sur les initiatives qui luttent contre la pauvreté et les inégalités en soutenant l'égalité des genres et en défendant les droits des femmes et des filles, en particulier leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive. En 2017–2018, j'ai été fière d'annoncer plusieurs nouveaux investissements à cette fin, notamment un investissement de 150 millions de dollars pour soutenir les organisations et les mouvements locaux de défense des droits des femmes dans les pays en développement, et un investissement de 100 millions de dollars pour aider les petites et moyennes organisations à fournir des résultats d'aide internationale concordant avec la Politique d'aide internationale féministe et à mettre en œuvre des programmes innovants en partenariat avec les organisations locales. Il s'agit d'un ajout aux 650 millions de dollars sur trois ans consentis pour soutenir la santé et les droits sexuels et reproductifs annoncés par le premier ministre en mars 2017.

J'ai également eu le plaisir de lancer la Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe, qui renforcera la coopération avec les partenaires de la société civile, rehaussera leur capacité dans des domaines clés et rendra les résultats de l'aide internationale plus efficaces et ses effets plus grands.

Le gouvernement a pris d'importantes mesures pour renforcer la mise en œuvre de la nouvelle Politique d'aide internationale féministe et l'engagement envers le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au moyen du Budget de 2018, notamment l'annonce d'une aide internationale supplémentaire de 2 milliards de dollars sur cinq ans à compter de l'exercice 2018–2019.

Le Budget de 2018 a prévu des investissements clés pour appuyer l'innovation en matière d'aide internationale canadienne. À compter de 2018–2019, un montant de 1,5 milliard de dollars sur cinq ans sera affecté à deux nouveaux programmes : le Programme d'innovation en aide internationale et le Programme de prêts souverains. Ces deux nouveaux programmes compléteront les instruments de développement du Canada et renforceront sa capacité à tirer parti de l'aide internationale canadienne pour débloquer les fonds supplémentaires à l'appui du développement durable. En février 2018, le Canada a lancé son Institut de financement du développement, FinDev Canada, afin de continuer à élargir et à diversifier son éventail de mécanismes de collaboration avec le secteur privé pour appuyer les priorités de développement international.

Le Budget comprenait également un engagement à améliorer la transparence des programmes d'aide internationale du Canada. Cet engagement prévoit une réforme et une meilleure communication de la structure de financement de l'aide internationale du Canada, comme la création de réserves de fonds distinctes consacrées à l'aide humanitaire et à l'aide au développement de base. Il s'agit d'améliorer la production de rapports sur l'aide internationale du Canada et les communications avec la population canadienne et les autres intervenants. Nous continuerons à œuvrer à la concrétisation de cet engagement au cours de l'année à venir.

Je suis également fière des contributions que les Canadiennes et Canadiens et les partenaires de la société civile ont apportées à l'action humanitaire grâce au Fonds de secours pour la crise au Myanmar, créé par le gouvernement du Canada. En 2017–2018, le Canada a fourni plus de 38 millions de dollars pour soutenir les centaines de milliers de personnes touchées au Bangladesh et au Myanmar par la violence qui ravage ce pays. Ce soutien prévoit une somme de 12,5 millions de dollars équivalente aux généreuses contributions versées par les Canadiennes et les Canadiens aux organismes de bienfaisance enregistrés en vertu de l'initiative du

Fonds de secours pour la crise au Myanmar. Je les remercie de leur générosité. Le gouvernement du Canada cherche toujours à atténuer les effets de cette crise persistante : en mai 2018, il a engagé une somme supplémentaire de 300 millions de dollars sur trois ans pour contribuer à répondre aux besoins en aide humanitaire, en développement et en stabilisation de manière coordonnée et opportune.

Le présent rapport met l'accent sur les activités d'aide au développement officielle du Canada et sur les résultats pour l'exercice 2017–2018. J'aimerais aussi donner un aperçu de ce que nous avons accompli plus récemment et qui sera couvert dans le prochain rapport (2018–2019) :

- Du 31 mai au 2 juin 2018, j'ai accueilli mes homologues du G7 responsables du développement en vue de faire avancer les grands dossiers prioritaires en matière d'égalité entre les genres. Ces priorités incluaient le renforcement du pouvoir des adolescentes, la lutte contre l'exploitation sexuelle et les mauvais traitements et la promotion de l'égalité entre les genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans le cadre de l'aide humanitaire. L'accélération de l'innovation au service du développement est également une priorité. Pour la première fois, de jeunes femmes leaders se sont assises à la même table que des ministres du G7.
- J'ai également codirigé, avec l'honorable Bill Morneau, le ministre des Finances du Canada, la toute première réunion des ministres du Développement et des Finances du G7 pour mettre en commun notre expertise individuelle et tenter de trouver des approches novatrices pour financer le développement durable international. Ces réunions des ministres du G7 ont contribué à jeter les bases de la Déclaration de Charlevoix des leaders du G7 sur l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement, assortie d'une somme de 3,8 milliards de dollars en investissements pour l'éducation des femmes et des filles dans les situations de conflit ou de crise. Les réunions ont également jeté les bases de l'Engagement de Charlevoix à l'égard du financement novateur pour le développement durable.
- En mai 2018, le gouvernement a lancé un appel à l'action à l'endroit des philanthropes et des acteurs du secteur privé afin qu'ils participent à la mise en place d'un nouveau Partenariat pour l'égalité entre les genres. Cette nouvelle initiative de financement, pour laquelle le Canada s'est engagé à verser jusqu'à 300 millions de dollars, vise à mobiliser des niveaux de ressources sans précédent afin d'offrir et de financer différemment des programmes de développement. Par exemple, l'initiative vise à combler les écarts de financement auxquels sont confronté des agents de changement, comme les défenseurs des droits des femmes et de l'égalité entre les genres dans les pays en développement.

- Le Canada est en outre impatient de tenir, en juin 2019, à Vancouver, la conférence « Women Deliver ». Cet événement important réunira des leaders, des activistes, des représentants des gouvernements, des parlementaires, des représentants d'ONG et des hommes et femmes d'affaires d'un peu partout dans le monde pour discuter de l'égalité entre les genres et de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Le Canada appuie fermement les efforts internationaux de défense des droits fournis par Women Deliver, et est fier d'organiser cette conférence afin de tourner les projecteurs encore davantage vers ces enjeux essentiels.

Le présent rapport, le dixième depuis l'adoption de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, est l'une des principales plateformes utilisées par le gouvernement pour promouvoir la responsabilisation et la transparence des programmes d'aide internationale du Canada. J'invite toutes les Canadiennes et tous les Canadiens à prendre connaissance de ce résumé des investissements consentis par le Canada par l'intermédiaire de son aide au développement officielle et de leurs retombées positives sur la vie des gens. J'espère que les récits d'engagement, d'espoir et de progrès, rendus possibles par les contributions suivies du Canada à l'éradication de la pauvreté et par les investissements dans un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère, vous inspireront.

L'honorable Marie-Claude Bibeau, c.p., députée
Ministre du Développement international

Ce rapport est le dixième rapport sur l'aide au développement officielle (ADO) du Canada depuis l'adoption de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (la Loi) le 28 juin 2008.

Ce rapport répond aux exigences en matière de rapports énoncées aux paragraphes 5(1) et 5(3) de la Loi.

Le rapport statistique prévu au paragraphe 5(2) de la Loi, qui contiendra des détails sur les décaissements considérés comme relevant de l'aide au développement officielle, sera publié d'ici la fin du mois de mars 2019 sur le site Web du gouvernement du Canada.

Le Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes requis en vertu du paragraphe 5(3) de cette même loi sera disponible sur le site Web du gouvernement du Canada.

On peut consulter la Loi à l'adresse suivante :
http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-2.8/page-1.html

Affaires mondiales Canada

Adresse postale :
Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2018

This document is also available in English under Report to Parliament on the Government of Canada's Official Development Assistance 2017-2018.

Papier :
FR2-14

PDF :
FR2-14F-PDF

Imprimé au Canada

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

Décaissements au titre de l'aide au développement officielle par ministère (2017-2018) 3

Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle 4

Politique d'aide internationale féministe du Canada 5

Soutien aux objectifs de développement durable 8

Champs d'action 10

- Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles 10
  - Lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre 11
  - Soutien et renforcement des organisations et mouvements de défense des droits des femmes 13
  - Promotion de la formulation de politiques et de la prestation de programmes fondés sur des données probantes en faveur de l'égalité des genres 14
- Dignité humaine 16
- Dignité humaine : santé et nutrition 16
  - Amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de santé pour les plus marginalisés 17
  - Accès accru à des services complets de santé et de droits sexuels et reproductifs 19
  - Amélioration de la nutrition tenant compte de l'égalité des genres pour les plus pauvres et les plus marginalisés 20
- Dignité humaine : éducation 22
  - Amélioration d'une éducation de qualité tenant compte de l'égalité des genres, des niveaux préscolaires à la fin des études secondaires, en particulier pour les filles 23
  - Amélioration de l'accès à un perfectionnement des compétences de qualité pour les jeunes et les adultes, en particulier pour les adolescentes et les femmes 25
  - Amélioration de l'accès à une éducation et à un perfectionnement des compétences de qualité pour tous, en particulier pour les filles et les femmes vivant dans des États fragiles et des situations de conflit et de précarité 27
- Dignité humaine : action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres 27
  - Satisfaction des besoins sexospécifiques des populations touchées par les crises 28
  - Mener les efforts internationaux visant à mettre sur pied un système d'aide humanitaire tenant compte des genres 32
  - Les femmes et les filles à titre de catalyseurs du changement dans les situations de crise humanitaire 33
- Croissance au service de tous 34
  - Promotion des droits économiques et du leadership des femmes 34
  - Promotion de marchés inclusifs et de l'entrepreneuriat 37
  - Promotion de la sécurité et de la résilience financières 40
- Environnement et action pour le climat 41
  - Renforcement de la gouvernance environnementale et amélioration de la participation des femmes aux prises de décisions 42
  - Investissement dans une économie à faibles émissions de carbone et résiliente aux changements climatiques 45
  - Adoption de pratiques environnementales qui favorisent des collectivités saines, adaptatives et résilientes 47
- Gouvernance inclusive 50
  - Promotion et protection des droits de la personne 50
  - Amélioration de l'accès équitable à un système de justice fonctionnel 52
  - Augmentation de la participation à la vie publique 53
  - Prestation de services publics qui fonctionnent pour tous 54
- Paix et sécurité 58
  - Amélioration de la gestion multilatérale des enjeux de paix et de sécurité 59
  - Appui à des activités de prévention des conflits violents, d'intervention en situation de crise et de paix durable inclusives et tenant compte de l'égalité des genres 60
  - Appui à une réduction des menaces pour la sécurité et à une réforme du système de sécurité tenant compte de l'égalité des genres 62

Innovation et efficacité 64

- Efficacité et efficience de l'aide 64
- Transparence de l'aide 65
- Promotion de l'innovation en développement 66
- Financement innovant pour le développement durable 69

Partenariats 71

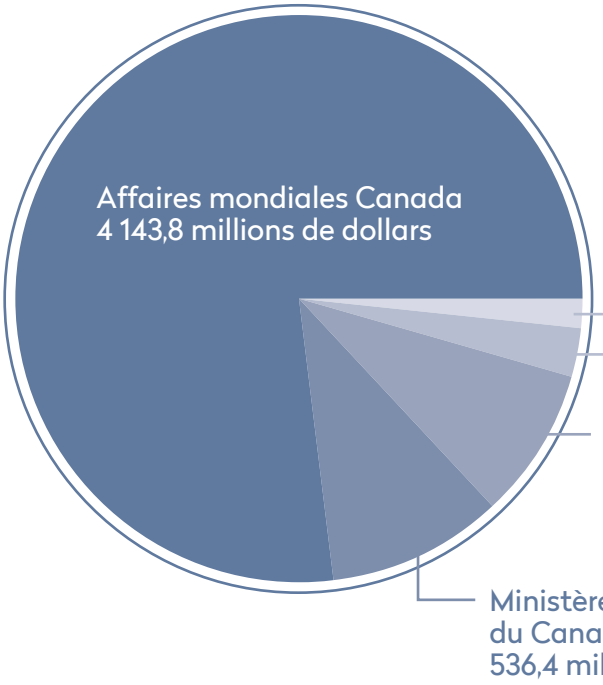
- Collaboration avec les organisations internationales 71
- Collaboration avec des partenaires canadiens 77
- Collaboration avec des partenaires locaux 78

Résultats dans le monde 80

Aide au développement officielle par ministère 82

Références 85

AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE DU CANADA DE 2017-2018 EN UN COUP D'ŒIL



LE CANADA A INVESTI

5,37

MILLIARDS DE DOLLARS

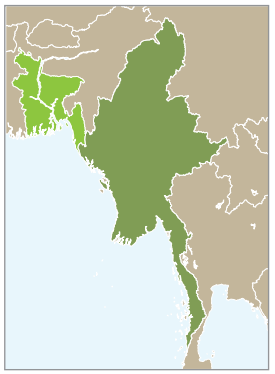
en aide au développement officielle (ADO)[1]

Le Canada a fourni son ADO en partenariat avec plus de

270

organisations de la société civile canadienne

L'aide humanitaire du Canada, qui s'élève à **852** millions de dollars, a contribué à sauver ou à améliorer la vie de **plus de 91 millions de personnes** dans **64 pays**, et a répondu à **22 catastrophes naturelles**.



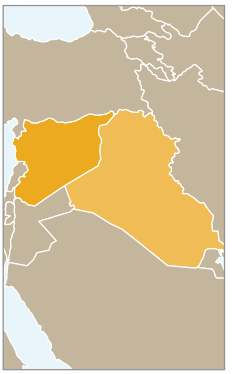
Au **Bangladesh** et au **Myanmar**, les

38 millions de dollars

d'aide humanitaire versés par le Canada ont répondu aux besoins des personnes touchées par la crise et des personnes déplacées, y compris les **Rohingyas**.

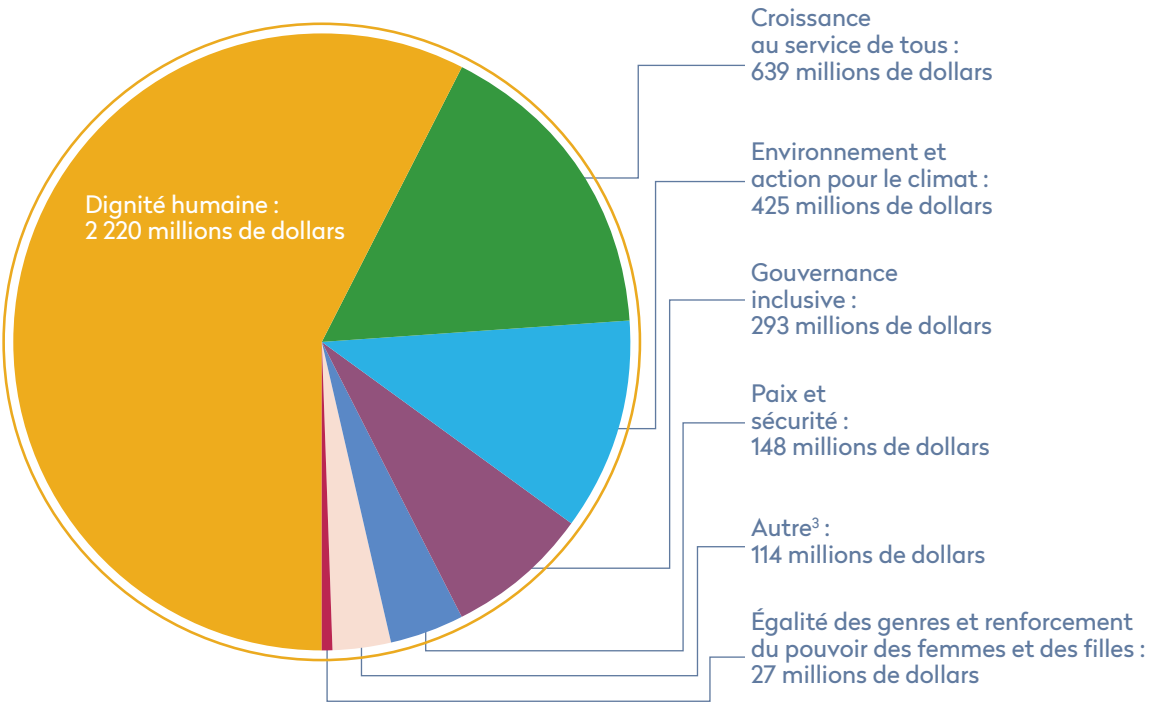
Le Canada a fourni

405 millions de dollars en aide humanitaire, en aide au développement et en fonds pour la paix et à la sécurité pour répondre aux besoins des populations touchées par la crise en **Syrie** et **Iraq**, ainsi que dans les pays voisins.[2]



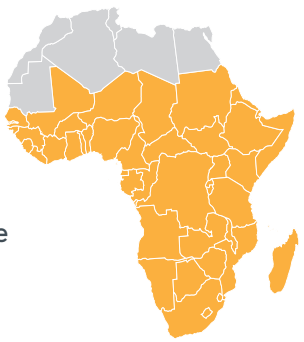
1. Tous les chiffres relatifs aux décaissements figurant dans le Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada sont préliminaires. Des informations finales et plus détaillées seront présentées dans le Rapport statistique sur l'aide internationale (exercice 2017-2018).
2. Un total de 429 millions de dollars en aide internationale a été versé pour la stratégie sur le Moyen-Orient, qui inclut un appui aux populations touchées par la crise en Syrie et en Iraq ainsi que de l'aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil dans les pays voisins tels que la Jordanie, le Liban et la Turquie. De ces 429 millions, 24 n'entrent pas dans la définition de l'aide au développement officielle.

CONTRIBUTIONS D'AFFAIRES MONDIALE CANADA



Le montant pour le champ d'action Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles ne reflète pas la programmation dans les autres champs d'action où le genre est ciblé ou intégré.

Affaires mondiales Canada a consacré **48 %** de son aide internationale au développement bilatérale à l'Afrique subsaharienne.



Plus de **155 projets d'aide internationale** soutenus par le Canada ont fait appel à des partenaires, des technologies ou des modèles d'affaires novateurs.

90 %

des investissements d'aide internationale au développement bilatérale d'Affaires mondiales Canada ciblaient ou intégraient l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.[4]

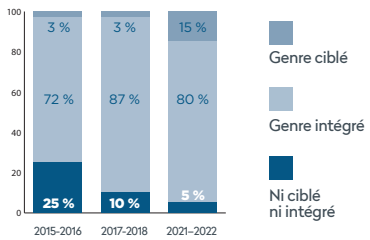
La Politique d'aide internationale féministe reconnaît l'importance de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles

APPROCHE PRÉCÉDENTE
L'égalité entre les hommes et les femmes

Analyse comparative entre les sexes (ACS+) associée à des investissements marginaux dans les programmes.

NOUVELLE APPROCHE
Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles

Défense de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles, notamment un soutien de 150 millions de dollars aux initiatives Voix et leadership des femmes visant à éliminer les obstacles qui limitent l'accès aux ressources et aux possibilités.



3. Principalement des contributions à des organisations internationales qui ne peuvent être attribuées à un champ d'action spécifique (par exemple, appui aux budgets généraux d'organisations telles que la Francophonie, le Commonwealth, les Nations Unies, etc.).

4. Cibler réfère à un investissement qui a pour objectif principal l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Intégrer signifie que l'investissement intègre l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles en tant qu'objectif important et délibéré, mais pas comme objectif premier. Les deux types d'investissements sont essentiels pour faire progresser l'égalité des genres.

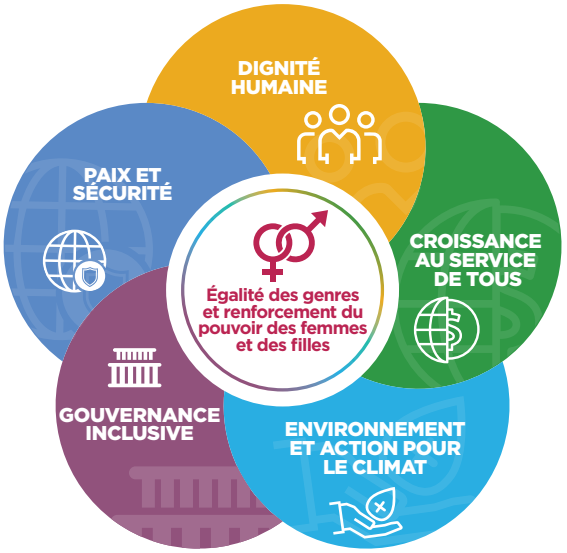
INTRODUCTION

Le présent rapport explique comment le gouvernement du Canada a dépensé ses fonds d'aide au développement officielle (ADO) du 1er avril 2017 au 31 mars 2018. Au cours de cette période, le gouvernement du Canada a déboursé 5,37 milliards de dollars en ADO dans plus de 130 pays, travaillant en collaboration avec de nombreux partenaires. Ces partenaires sont les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les organismes internationaux et les entités du secteur privé.

Ces activités d'ADO représentent les efforts de 19 ministères et organismes du gouvernement fédéral canadien. Conformément à la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO), ces initiatives :

- contribuent à la réduction de la pauvreté;
- tiennent compte des points de vue des personnes vivant dans la pauvreté;
- sont conformes aux normes internationales en matière de droits de la personne.

En juin 2017, le gouvernement du Canada a lancé une nouvelle politique d'orientation de l'aide internationale du Canada. Cette nouvelle politique est le résultat d'un examen détaillé de l'aide internationale réalisé au cours de l'été 2016. Affaires mondiales Canada a consulté ses partenaires et les intervenants au Canada et à l'étranger pour connaître leurs points de vue, et a bénéficié des contributions de plus de 15 000 personnes et de nombreuses organisations internationales dans plus de 65 pays. Affaires mondiales a publié, le 6 décembre 2017, un sommaire en ligne intitulé Ce que nous avons entendu.



La Politique d'aide internationale féministe vise à éliminer la pauvreté, promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, et contribuer à bâtir un monde plus inclusif, pacifique et prospère.

Le rapport sur la LRADO de cette année est structuré autour des six champs d'action interreliés de la nouvelle politique.

1. **Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles (champ d'action fondamental)**
2. **Dignité humaine, qui comprend :**
   - Santé et nutrition
   - Éducation
   - Action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres
3. **Croissance au service de tous**
4. **Environnement et action pour le climat**
5. **Gouvernance inclusive**
6. **Paix et sécurité**

La Politique d'aide internationale féministe du Canada oriente la mise en œuvre par le Canada du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le présent rapport illustre quelques-unes des contributions initiales du Canada à l'achèvement des 17 objectifs de développement durable du Programme à l'horizon 2030. Tout au long du présent rapport, vous découvrirez des exemples de la mise en œuvre de la politique dans différents pays, ainsi que les résultats obtenus. Le rapport examine la manière dont le Canada améliore l'efficacité de son aide internationale. Les sujets abordés sont le travail du Canada sur l'innovation et la recherche, la transparence de l'aide, le financement novateur pour soutenir le développement durable et l'établissement de nouveaux partenariats avec divers intervenants.

Reconnaissant l'importance du suivi et de l'établissement de rapports concernant les programmes d'aide internationale, Affaires mondiales Canada a réitéré sur le plan stratégique son engagement à l'égard d'un processus décisionnel fondé sur des données probantes.

Comme le souligne le Budget de 2018, le gouvernement s'engage à veiller à ce que les renseignements sur le financement de l'aide internationale du Canada soient ouverts et transparents. Le gouvernement continue à étudier les façons de perfectionner ses rapports sur l'aide internationale et de mieux communiquer ses efforts à la population canadienne, aux organisations non gouvernementales et à la communauté internationale. Le présent rapport un exemple de tels efforts, car il cherche à présenter les renseignements de manière plus engageante et simplifiée, en renvoyant plus fréquemment au contenu Web connexe. Le gouvernement continuera de chercher à améliorer ses rapports à l'intention de la population canadienne. Les commentaires sont les bienvenus.

INNOVATION

Mise en valeur de l'innovation dans les activités d'ADO du Canada

Le rapport de cette année souligne comment l'innovation a été intégrée dans les activités d'ADO du Canada dans divers domaines. L'icône de l'innovation apparaît à côté des résultats qui ont stimulé l'innovation en 2017-2018. Un aperçu complet des efforts déployés par le Canada pour stimuler l'innovation se trouve dans la section « Promotion de l'innovation en développement » du présent rapport.

Pays : Bengladesh © Maria De La Guardia

DÉCAISSEMENTS AU TITRE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE PAR MINISTÈRE (2017-2018)

Le gouvernement du Canada a décaissé 5,37 milliards de dollars en aide au développement officielle (ADO) en 2017-2018. Dix-neuf ministères et organismes gouvernementaux ont contribué à l'offre de cette aide. Même si le présent rapport fournit des chiffres préliminaires, des renseignements définitifs et plus détaillés seront présentés dans le Rapport statistique sur l'aide internationale du Canada (exercice 2017-2018). Le rapport statistique sera publié sur le site Web du gouvernement du Canada d'ici la fin du mois de mars 2019, une fois que tous les chiffres définitifs auront été reçus et vérifiés.

Le tableau 1 indique la somme décaissée par chacun des 19 ministères et organismes fédéraux.

Tableau 1 : Décaissements au titre de l'aide au développement officielle, par ministère et organisme (2017-2018)

Compilés par Affaires mondiales Canada au nom du gouvernement du Canada

MINISTÈRE OU ORGANISME	Décaissements[5] (en millions $ CA)
Affaires mondiales Canada	4 143,79
Ministère des Finances du Canada	536,37
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	462,92
Centre de recherches pour le développement international	148,65
Environnement et Changement climatique Canada	20,67
Gendarmerie royale du Canada	19,33
Ministère de la Défense nationale	6,14
Agence du revenu du Canada	2,99
Emploi et Développement social Canada	1,03
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	1,01
Parcs Canada	0,73
Ressources naturelles Canada	0,43
Agence spatiale canadienne	0,31
Postes Canada	0,27
Agence de la santé publique du Canada	0,20
Monnaie royale canadienne	0,15
Statistique Canada	0,11
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,08
Musée canadien de la nature	0,02
Total partiel	**5 345,2**
Services appuyant les activités d'Affaires mondiales Canada	22,22
TOTAL	**5 367,4**

5. Les montants figurant dans ce tableau excluent les remboursements des prêts et des contributions remboursables. Tous les remboursements seront indiqués séparément dans le Rapport statistique sur l'aide internationale (exercice 2017-2018). Tous les montants des décaissements sont préliminaires. Les données définitives figureront dans le Rapport statistique.

LOI SUR LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE

La Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO) est entrée en vigueur en 2008. Son objectif est de s'assurer que l'ensemble de l'aide au développement (ADO) soit axée sur la réduction de la pauvreté et reflète les principes de l'efficacité de l'aide et les valeurs canadiennes. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le texte complet de la LRADO (http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-2.8/TexteComplet.html).

Pour contribuer à assurer la responsabilisation et la transparence de l'aide internationale du Canada, la Loi exige la présentation au Parlement d'un rapport annuel qui résume les dépenses et les activités d'ADO du Canada. Le ministre du Développement international présente le rapport annuel au Parlement au nom du gouvernement du Canada.

Pour que l'aide internationale soit considérée comme une ADO aux termes de la Loi et comprise dans le rapport au Parlement, elle doit respecter trois critères. Plus particulièrement, l'aide doit :

1. **contribuer à la réduction de la pauvreté;**
2. **tenir compte des points de vue des personnes vivant dans la pauvreté;**
3. **être compatible avec les normes internationales en matière de droits de la personne.**

L'ADO du Canada peut également être axée sur l'aide humanitaire afin de contribuer à atténuer les effets des catastrophes d'origine naturelle ou humaine ou d'autres urgences survenant dans des pays en développement.

Lorsque le gouvernement du Canada a formulé sa Politique d'aide internationale féministe, il savait qu'il était nécessaire de veiller à ce que la politique reflète les objectifs de la Loi. S'appuyant sur des données probantes, le Canada reconnaît que la promotion de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles est l'approche la plus efficace pour éliminer la pauvreté.

L'ADO du Canada tient compte des points de vue des personnes vivant dans la pauvreté afin de veiller à ce que les besoins locaux soient adéquatement satisfaits. Le gouvernement canadien travaille en étroite collaboration avec les gouvernements partenaires, les organisations de la société civile et les destinataires des projets pour que les initiatives qu'appuie le Canada soient conçues et mises en œuvre avec efficacité.

En outre, il engage régulièrement le dialogue avec un vaste éventail d'intervenants, notamment des experts internationaux, des universitaires et des partenaires locaux, afin d'orienter ses efforts d'aide internationale. La mobilisation des intervenants joue aussi un rôle essentiel dans l'orientation de la politique et des méthodes de programmation canadiennes dans le contexte de pays particuliers.

Pour que les programmes du Canada respectent les normes internationales en matière de droits de la personne, il est nécessaire de démontrer, à tout le moins, que les initiatives ne porteront pas préjudice aux populations ciblées. Cela signifie qu'il faut exercer une diligence raisonnable afin d'éviter de porter atteinte aux droits de la personne dans le pays ou la communauté hôte.

De nombreux projets dirigés ou financés par le Canada vont au-delà de ce principe grâce aux activités visant spécifiquement la promotion et la protection des droits de la personne. Quelques-uns de ces projets sont présentés dans la section « Gouvernance inclusive » du présent rapport.

L'approche féministe du Canada, telle qu'énoncée dans la Politique d'aide internationale féministe, repose sur les droits de la personne. Le gouvernement canadien reconnaît que tout le monde doit pouvoir bénéficier des mêmes droits fondamentaux et des mêmes occasions de réussir, et ce, peu importe le sexe de la personne, sa race, ses origines ethniques, ses origines nationales, sa couleur, sa religion, sa langue, son orientation sexuelle, son identité de genre, son âge, ses habiletés, son statut de migrant ou de réfugié ou tout autre aspect de son identité.

En adoptant une approche fondée sur les droits de la personne, le Canada contribue à promouvoir les droits de la personne par l'entremise de son aide internationale. La démarche du Canada est orientée par les principes clés des droits de la personne, à savoir l'égalité et la non-discrimination, la participation et l'inclusion, ainsi que la transparence et la responsabilisation.

POLITIQUE D'AIDE INTERNATIONALE FÉMINISTE DU CANADA

La Politique d'aide internationale féministe du Canada, lancée en juin 2017, cherche à éradiquer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. S'appuyant sur des données probantes, le Canada reconnaît que la promotion de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles est le moyen le plus efficace pour réduire la pauvreté. Les femmes et les filles sont de puissants agents de changement. Elles ont la capacité de transformer leur ménage, leur société et l'économie de leur pays.

Cette nouvelle vision de l'aide internationale appuie le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La politique adopte une approche intégrée de l'aide au développement, de l'aide humanitaire ainsi que du soutien à la paix et à la sécurité, axée sur les six champs d'action suivants :

1. **Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles (champ d'action fondamental)**
2. **Dignité humaine :**
   - Santé et nutrition
   - Éducation
   - Action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres
3. **Croissance au service de tous**
4. **Environnement et action pour le climat**
5. **Gouvernance inclusive**
6. **Paix et sécurité**

Ces champs d'action tiennent compte de l'expérience et de l'avantage comparatif du Canada. Ils représentent des défis mondiaux interreliés qui, lorsqu'on les relève, peuvent changer le cours des choses dans la vie des citoyens les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles.

Pays : Éthiopie © Mike Goldwater / Alamy Stock Photo

Dans la Politique d'aide internationale féministe, le Canada a pris l'engagement de s'efforcer de maximiser l'efficacité de son aide internationale. Cela comprend les éléments suivants :

- fournir une aide plus réceptive et intégrée;
- investir dans l'innovation et la recherche;
- accroître la transparence;
- faire état des résultats de manière plus efficace;
- établir des partenariats plus efficaces;
- se concentrer sur les régions du monde où le Canada peut parvenir le plus efficacement à réduire la pauvreté et les inégalités, en particulier pour les femmes et les filles.

La priorité accordée à l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles représente une évolution majeure de la démarche d'aide internationale du Canada. En 2017-2018, Affaires mondiales Canada a pris d'importantes mesures pour réorienter ses programmes en vue de les harmoniser avec la Politique et ses objectifs. Par exemple, 99 % de la nouvelle programmation d'aide internationale bilatérale du Canada en 2017-2018 ciblait ou intégrait l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

Le Canada compte atteindre des résultats significatifs dans le domaine du développement, de l'aide humanitaire, de la stabilisation et de la

diplomatie au moyen des approches définies dans la politique. Voici les principaux domaines prioritaires où le Canada s'efforce d'avoir une incidence et d'obtenir des résultats :

- promotion de la participation des femmes et des filles comme agentes de changement;
- augmentation du nombre de femmes et de filles adolescentes qui peuvent accéder aux services en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris l'accès à la contraception;
- renforcement des organisations et des mouvements locaux de défense des droits des femmes;
- augmentation du nombre de filles qui terminent leurs études élémentaires et secondaires;
- amélioration de l'accès des femmes aux terres, à la main-d'œuvre et aux droits à l'héritage et à la propriété, et promotion de leur participation à l'économie et de leur pouvoir économique;
- amélioration de la réponse aux besoins des femmes dans les situations de crise humanitaire et réduction des incidents d'exploitation et de violence sexuelle;
- augmentation du nombre de femmes qui occupent des postes d'influence;
- renforcement de la résilience aux changements climatiques et soutien à une agriculture adaptée au climat;
- intensification des opérations de paix en vue de faire progresser les enjeux du Canada liés aux femmes, à la paix et à la sécurité, notamment le déploiement d'un plus grand nombre de femmes au sein des troupes de maintien de la paix et parmi les membres du personnel civil.

Le Canada réalise déjà de grands progrès dans ces domaines et a adopté un solide cadre de responsabilisation pour mesurer les résultats. Ce nouveau cadre renforcera aussi l'efficacité du développement grâce à l'expansion de l'information et des données probantes nécessaires pour évaluer les progrès et soutenir l'amélioration continue dans la mise en œuvre de la Politique.

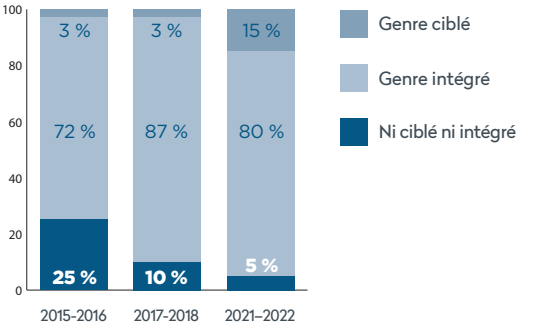
Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la Politique d'aide internationale féministe (http://international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/iap2-fra.pdf).

Pays : Pérou © Suco

SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

650 MILLIONS DE DOLLARS SUR TROIS ANS

Aide internationale au développement bilatérale d'Affaires mondiales Canada ventilée selon le niveau de considération pour le genre



En mai 2017, le Canada a lancé une nouvelle initiative de

VOIX ET LEADERSHIP DES FEMMES

150 MILLIONS DE DOLLARS sur CINQ ANS

Le Canada s'est engagé à verser **150 MILLIONS** de dollars sur cinq ans pour soutenir les **ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES**

100 MILLIONS DE DOLLARS SUR 5 ANS

de financement de petites et moyennes organisations **CANADIENNES** de la société civile

2,65 MILLIARDS DE DOLLARS

POUR AIDER LES PAYS LES PLUS VULNÉRABLES

à s'adapter aux changements climatiques d'ici **2020-2021**

SOUTIEN AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2015, les dirigeants du monde ont adopté un plan d'action mondial pour éradiquer la pauvreté et favoriser la paix mondiale dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) et les 169 cibles de ce programme sont intégrés et indivisibles. Ils assurent l'équilibre entre les trois dimensions du développement durable (sociale, économique et environnementale). Le Programme à l'horizon 2030 est de nature universelle, c'est-à-dire qu'on s'attend à ce que les pays en développement comme les pays développés le mettent en œuvre.

Les ODD sont étayés non seulement par 169 cibles, mais également par 232 indicateurs. Ces derniers ont été formulés par le Groupe d'experts interinstitutionnel indépendant de la Commission de la statistique des Nations Unies sur les indicateurs des objectifs du développement durable (GEII-ODD). Statistique Canada est membre du GEII-ODD et a joué un rôle clé dans l'élaboration du cadre mondial des indicateurs permettant d'assurer le suivi de la mise en œuvre des ODD à l'échelle internationale.

Sur le plan international, la mise en œuvre par le Canada du Programme à l'horizon 2030 sera dictée par la Politique d'aide internationale féministe qui a intégré les ODD. Le cinquième ODD (« Parvenir à l'égalité des genres et autonomiser toutes les femmes et les filles ») est au cœur de l'approche adoptée par le Canada pour mettre en œuvre le Programme à l'horizon 2030. Cela permettra aussi de faire des progrès en vue de réaliser les autres ODD.

Le Budget fédéral de 2018 a annoncé la création d'une unité dédiée aux ODD pour améliorer la coordination des efforts du Canada dans le contexte du Programme à l'horizon 2030 entre tous les ordres de gouvernement, les organisations de la société civile et le secteur privé. L'unité des ODD appuiera également le suivi et l'établissement de rapports au sujet des efforts nationaux et internationaux du Canada en vue de la réalisation des ODD d'ici 2030.

L'unité des ODD relève de la responsabilité de l'honorable Jean-Yves Duclos, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social. Elle mobilisera les efforts pour formuler d'une stratégie nationale visant à promouvoir la mise en œuvre des ODD, en collaboration avec tous les ordres de gouvernement, les peuples autochtones, la société civile et le secteur privé.

© Affaires mondiale Canada

Le ministre Duclos recevra à l'égard de ce travail l'appui de sept ministres :

- la ministre du Développement international;
- le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique;
- la ministre des Relations Couronne-Autochtones;
- la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail;
- la ministre de l'Environnement et du Changement climatique;
- la ministre de la Condition féminine;
- la ministre des Services aux Autochtones.

Le Canada a évalué les progrès initiaux accomplis dans la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 et a présenté son premier examen national volontaire à l'occasion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable des Nations Unies en juillet 2018.

Le Canada a rendu compte des mesures prises pour faire progresser la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 au cours des trois dernières années et des progrès accomplis dans la réalisation des ODD et des cibles pertinentes. Le Canada a présenté une approche pan-sociétale de la mise en œuvre des ODD. Pour ce faire, il s'est appuyé sur les contributions de tous les ordres de gouvernement, des peuples autochtones et des intervenants canadiens. Le rapport complet peut être consulté sur le site Web du Gouvernement du Canada (https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20306Canada_FRENCH_18122_Canadas_Voluntary_National_ReviewFRv7.pdf).

Mesure des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable

Statistique Canada participe activement à plusieurs groupes d'experts internationaux axés sur l'évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Cette participation a aidé tous les pays, y compris les pays en développement, à élaborer des mesures statistiques et des indicateurs rigoureux permettant d'évaluer les progrès dans la réalisation du Programme à l'horizon 2030.

En 2017-2018, Statistique Canada a également continué à prendre part à plusieurs groupes de travail à l'appui des ODD aux Nations Unies, tels que la Division de statistique des Nations Unies, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Grâce à une telle participation, Statistique Canada apporte une contribution considérable à l'élaboration d'indicateurs mondiaux de mesure des progrès accomplis vers la réalisation des ODD, y compris dans les pays en développement. Pour en savoir, plus, consultez le Carrefour de données liées aux objectifs de développement durable du gouvernement du Canada (https://www144.statcan.gc.ca/sdg-odd/index-fra.htm), hébergé par Statistique Canada.

CHAMPS D'ACTION

ÉGALITÉ DES GENRES ET RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES

En raison de l'inégalité omniprésente entre les genres, les femmes et les filles font encore face de façon disproportionnée à la violence, à la discrimination et à la marginalisation socio-économique. Le Canada aspire à faire progresser l'égalité des genres de manière durable et à accélérer les progrès accomplis dans tous les autres domaines prioritaires. Le Canada a investi dans des efforts résolus et concertés visant à relever les défis fondamentaux et multidimensionnels dans le domaine du renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

Pays : Colombie © Save the Children

L'égalité entre les genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles sont au cœur des champs d'action de la Politique d'aide internationale féministe. Ces éléments constituent également des volets stratégiques dans tous les champs d'action grâce à des investissements ciblés ou intégrés. Les initiatives prévues couvrent un éventail d'enjeux :

- la santé et les droits sexuels et reproductifs;
- l'éducation des filles et le développement des compétences des femmes;
- le renforcement du pouvoir économique et la participation politique des femmes;
- la contribution des femmes à la paix et à la sécurité;
- l'intervention humanitaire et la lutte contre les changements climatiques qui tiennent compte de l'égalité entre les genres.

En 2017-2018, le Canada a consacré 27 millions de dollars à des initiatives visant spécifiquement à régler les principaux obstacles intersectoriels dans le cadre du principal champ d'action. Ce montant continuera d'être bonifié à mesure que les initiatives s'intensifient au cours des prochaines années. Ces investissements ont notamment permis :

- de renforcer la capacité des organisations de femmes de susciter le changement dans leurs collectivités;
- de changer les mentalités et les lois au sujet de la violence sexuelle et basée sur le genre ainsi que sur le mariage des enfants, le mariage précoce ou le mariage forcé;
- d'améliorer les services d'assistance juridique et psychologique offerts aux femmes et aux filles vulnérables ou qui en sont victimes;
- d'étendre les connaissances et les perspectives au sujet des causes profondes des disparités et des inégalités entre les hommes et les femmes.

En ciblant ses efforts sur ce champ d'action fondamental, le Canada :

- lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre, y compris le mariage des enfants, le mariage précoce et forcé, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision;
- soutient et renforce les organisations et mouvements locaux de défense des droits des femmes;
- favorise l'élaboration de politiques et la prestation de programmes fondés sur des données probantes, en faveur de l'égalité des genres.

LUTTE CONTRE LA VIOLENCE SEXUELLE ET BASÉE SUR LE GENRE

La violence sexuelle et basée sur le genre comprend le mariage des enfants, le mariage précoce et forcé, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision. Cette violence est une violation et une atteinte aux droits de la personne des femmes et des filles. Il s'agit de l'un des obstacles les plus importants à l'atteinte de l'égalité des genres à l'échelle mondiale, et empêche les femmes et les filles de réaliser leur plein potentiel. La violence sexuelle et basée sur le genre met en danger la santé des femmes et des filles, a une incidence néfaste sur leur éducation et limite leur capacité de contribuer au développement de leur famille, de leur collectivité et de leur pays.

En 2017-2018, le Canada a mené tout un éventail d'activités pour lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre, contribuant à la fois aux activités de prévention et d'intervention dans ce domaine. Elles comprenaient :

- un appui aux services de santé et de consultation intégrés, aux services juridiques et aux perspectives économiques à l'intention des victimes de violence sexuelle et basée sur le genre;
- la promotion d'un changement positif des normes sociales pour mettre fin à la violence sexuelle et basée sur le genre et au mariage des enfants, au mariage précoce et au mariage forcé;
  - cette promotion a été assurée de concert avec les dirigeants communautaires et traditionnels et au moyen de campagnes de communication destinées aux parents;
- le renforcement de la capacité des organismes nationaux chargés de l'application de la loi de lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre;
- le soutien aux efforts de défense des droits visant à promouvoir l'adoption de stratégies nationales et de plans d'action;
- le soutien aux travaux innovants sur les initiatives de financement visant à mettre fin à la violence sexuelle et basée sur le genre.

L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR DES FEMMES ET DES FILLES : L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE DU CANADA

La Politique d'aide internationale féministe s'est engagée à faire en sorte que d'ici 2021-2022, au moins 95 % des investissements bilatéraux d'aide au développement du Canada cibleront ou intégreront l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. La politique stipule également que 15 % de tous les investissements bilatéraux d'aide internationale au développement viseront spécifiquement l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles d'ici 2021-2022.

Le Canada a déjà fait des progrès importants dans la réalisation de ces engagements. En 2017-2018, 99 % des nouveaux investissements bilatéraux d'aide internationale au développement ciblaient ou intégraient l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Ces nouveaux investissements ont relevé le pourcentage total de l'aide au développement d'Affaires mondiales Canada qui cible ou qui intègre l'égalité des genres à 90 % (soit 2,5 milliards de dollars), un grand bond en avant vers l'objectif de 95 % pour 2021-2022.

Le Canada accorde une attention considérable à la lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre. Par exemple, en 2017-2018, le Canada a continué à soutenir « Filles, pas Épouses », une initiative déterminée à mettre fin au mariage des enfants et à permettre aux filles de réaliser leur plein potentiel. Le soutien du Canada a aidé l'organisation à passer à 900 membres dans plus de 95 pays. Les efforts de défense des membres et des partenaires de « Filles, pas Épouses » ont contribué à l'adoption de stratégies nationales et de plans d'action visant à mettre fin au mariage des enfants en Afghanistan et au Ghana. Les efforts ont également entraîné des modifications législatives considérables permettant de lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre au Salvador, au Guatemala, au Honduras, en Inde, au Liban et au Malawi.

De concert avec ses partenaires, le secrétariat de « Filles, pas Épouses » a aidé Action mondiale des parlementaires à nouer des relations avec les protagonistes régionaux en vue de financer et d'organiser conjointement un forum sur le mariage des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes. Action mondiale des parlementaires, un réseau international de législateurs, s'efforce de créer un ordre international fondé sur des règles afin de bâtir un monde plus sécuritaire et démocratique. Le forum a vu le jour grâce à la collaboration du secrétariat avec l'Assemblée législative du Salvador, ONU Femmes : El Salvador et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Le forum a poussé les législateurs salvadoriens à mener à terme une réforme législative qui était

au point mort depuis longtemps et à établir à 18 ans l'âge légal du mariage, sans exceptions.

INNOVATION

En 2017-2018, le Canada a consenti d'importants investissements pour lutter contre la violence sexuelle et basée sur le genre ainsi que le mariage des enfants et le mariage précoce et forcé. Par exemple, GrOW est un programme de 17,5 millions de dollars sur cinq ans à l'appui du renforcement du pouvoir économique des femmes. Il est financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, en partenariat avec le ministère britannique du Développement international et la fondation William et Flora Hewlett. L'un des projets du programme GrOW, dirigé par l'organisation à but non lucratif de recherche et de politique Innovations for Poverty Action, a mis à l'essai au Bangladesh une démarche qui lutte contre le mariage des enfants au moyen de mesures incitatives financières. Ces mesures incitatives ont permis aux filles de continuer à fréquenter l'école, créé des possibilités de revenus et rehaussé le renforcement du pouvoir des femmes à la maison et dans la collectivité. Le programme a mené à des réductions substantielles du nombre de mariages d'enfants et de grossesses chez les adolescentes, améliorant ainsi la santé des filles et des femmes. En moyenne, les mariages ont été retardés de 6,6 ans et 3,6 années de scolarité supplémentaires ont été acquises.

INNOVATION

Au Ghana, un projet du gouvernement du Canada a aidé le ministère du Genre, des Enfants et de la Protection sociale à planifier et à mettre en œuvre son Cadre stratégique national pour la fin du mariage des enfants au Ghana 2017-2026. L'équipe de projet d'Appui au Programme pour la protection des enfants du Ghana a travaillé de concert avec les services d'éducation et les unités sur la santé sexuelle et reproductive. Ensemble, ils ont veillé à la mise en place de lois sur l'élimination du mariage des enfants et du mariage précoce et forcé. L'équipe de projet a collaboré avec les dirigeants communautaires et traditionnels pour lancer une campagne de communication innovante à l'échelle du pays au moyen de médias traditionnels et modernes. Grâce à cette campagne, le projet a prévenu 43 mariages d'enfants et a modifié les attitudes des dirigeants communautaires, des enseignants et des parents à l'égard du mariage des enfants.

En Haïti, 100 inspecteurs et 72 commissaires ont suivi en 2017-2018 à l'Académie nationale de police une formation sur les moyens de lutter contre la violence basée sur le genre. Le Canada a soutenu cet effort, en partenariat avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, CRC Sogema Inc., l'Université de Sherbrooke et le Collège de Maisonneuve. D'autres concepteurs de cours et instructeurs ont reçu une formation sur la lutte contre la violence basée sur le genre, afin d'élargir la portée de l'initiative. De plus, une politique sur la prévention et la résolution du harcèlement a été élaborée et mise en œuvre au sein de la Police nationale d'Haïti.

En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le Canada a contribué à l'ouverture d'un espace sûr pour les femmes et les filles victimes de violence basée sur le genre dans la vieille ville d'Hébron. Cette réalisation a été rendue possible grâce au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Le centre joue un rôle important dans la détection des cas de violence basée sur le genre. Il offre des services de consultation psychologique et facilite l'aiguillage des victimes de violence basée sur le genre vers d'autres services, et contribue à réduire les préjugés qui entourent la violence basée sur le genre.

En Afghanistan, le Canada a investi dans des programmes ayant pour objet de lutter contre la violence basée sur le genre parmi les personnes traumatisées par des années de conflit. L'un des projets s'appelle « Améliorer l'avenir de l'Afghanistan grâce au renforcement socio-économique ». Ce projet de 5,94 millions de dollars, qui reçoit l'aide de War Child Canada, renforce la capacité de la société civile et des institutions judiciaires de mettre en œuvre la Loi sur l'élimination de la violence envers les femmes. En 2017-2018, le projet a formé 590 membres du personnel juridique, représentants du gouvernement et dirigeants communautaires. Par la suite, toutes les personnes formées ont montré qu'elles connaissaient mieux la Loi sur l'élimination de la violence envers les femmes et les mesures d'intervention à prendre dans les cas de violence basée sur le genre. Des juristes ont fourni des services d'aide juridique à 1 775 femmes, notamment des victimes de violence basée sur le genre; ils les ont représentées au tribunal et ont réglé leurs affaires au moyen de processus de médiation communautaires. En outre, 1 750 victimes de violence basée sur le genre et autres membres de la collectivité ont reçu un soutien psychologique.

En 2017, le Canada a également contribué à la lutte contre la violence basée sur le genre dans la République démocratique du Congo. Ce soutien s'est manifesté sous la forme d'un projet appelé « Lutte contre

Pays : Cisjordanie © GAC

l'impunité et appui aux survivants de violences sexuelles ». Grâce au soutien du Canada, 5 823 victimes de violence sexuelle et basée sur le genre ont reçu un traitement médical et psychosocial. En outre, 2 158 cas de violence sexuelle ont été portés devant la justice, donnant lieu à 1 027 décisions judiciaires.

Au Pérou, le Canada est actuellement le président et le principal donateur de la Mesa de Género de la Cooperación Internacional (MESAGEN). Ce groupe de 26 ambassades et organisations multilatérales fait la promotion de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes, des filles et des adolescentes. Grâce au leadership et au soutien du Canada, MESAGEN a lancé une campagne nationale sur la violence envers les femmes et les filles : #AsíNoJuegaPerú. La campagne reçoit également le soutien du ministère de la Femme et des Populations vulnérables, du ministère des Affaires étrangères et du Bureau du défenseur public du Pérou. La campagne a touché plus d'un million de personnes grâce aux médias sociaux, et était un sujet chaud sur Twitter au Pérou. Elle est également passée à 11 émissions télévisées et a été mentionnée 20 fois dans les journaux. Une vidéo de la campagne est passée à l'écran au cours du match amical de la Coupe du monde du 29 mai 2018, et trois membres de l'équipe péruvienne de la Coupe du monde et d'autres faiseurs d'opinions ont soutenu la campagne.

L'Association internationale de développement est la section de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres du monde en offrant des prêts et des subventions afin de réduire la pauvreté. Au cours de discussions récentes concernant la reconstitution des ressources de l'association, les donateurs, dont le Canada, ont demandé à la Banque mondiale d'intensifier son soutien aux activités de prévention ou d'intervention en matière de violence basée sur le genre dans les pays membres. À cette fin, la Banque mondiale s'efforce d'augmenter le nombre de projets de l'association qui font de la prévention et de l'atténuation d'incidents d'exploitation et de violence sexuelle. Les résultats préliminaires sont positifs.

On peut aussi citer l'exemple de la région des Grands Lacs en Afrique orientale. Dans cette partie du monde, les conflits et la violence envers les femmes restent d'importants défis à relever. L'Association internationale de développement appuie des services de santé et de consultation intégrés, des services juridiques et des débouchés économiques pour les victimes de violence sexuelle et basée sur le genre. Entre 2014 et 2017, plus de 22 000 femmes de la région ont bénéficié de services de santé maternelle et reproductive et d'un soutien aux victimes immédiat et à long terme. Un autre projet se déroulant dans la République démocratique du Congo a fourni des services de santé à plus de 3 000 victimes de violence sexuelle. Le projet a également proposé des activités de sensibilisation et de défense des droits à l'intention de 58 627 membres de la collectivité, afin d'améliorer la prise de conscience et les connaissances à l'égard de la violence sexuelle et basée sur le genre.

Pays : Sénégal ©Valérie Potvin, 2018

Le Club des jeunes filles de Tomborontoko, au Sénégal

Investir en faveur des filles n'est pas seulement justifié, c'est également une stratégie efficace de transformation des filles en leaders capables d'exercer leurs droits et de participer pleinement au développement de leur collectivité. Le Club des jeunes filles de la municipalité de Tomborontoko, dans la région sénégalaise de Kédougou, offre aux adolescentes un endroit où parler. Il permet également à ses membres de mieux comprendre la santé reproductive, la nutrition, la bonne hygiène et la violence basée sur le genre. Avec le soutien de personnalités influentes comme le chef du village, l'imam et une marraine, elles sont aujourd'hui en mesure de s'exprimer devant l'assemblée villageoise. Une telle influence était impensable il y a quelques années. En peu de temps, les efforts du Club des filles se sont traduits par une augmentation du taux d'immunisation des enfants et des nouveau-nés. Les examens médicaux prénatals chez les femmes enceintes sont également en hausse. C'est le Canada qui a suggéré la mise sur pied du Club des filles, et l'idée a ensuite été retenue par le Projet intégré de nutrition dans les régions de Kédougou et de Kolda en 2017. Le projet est mis en œuvre par l'organisation phare du Canada, Nutrition internationale, en partenariat avec d'autres organismes. Grâce à ce projet, le Club a été en mesure d'intensifier les activités liées à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

SOUTIEN ET RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS ET MOUVEMENTS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES

Les organisations de défense des droits des femmes jouent un rôle essentiel. Elles préconisent le changement dans les lois, les attitudes, les comportements, les normes socioculturelles et les pratiques afin de promouvoir l'égalité des genres et les droits des femmes, de l'échelle communautaire à l'échelle internationale. Cependant, l'influence qu'elles sont en mesure d'exercer est souvent entravée par un manque de ressources financières, de capacité et de présence sur la scène politique.

Pays : Soudan du Sud © GAC

Le Canada soutient les organisations de défense des droits des femmes dans la réalisation de leurs programmes. Le Canada contribue à renforcer la capacité institutionnelle et la pérennité de ces organisations et cherche à amplifier leur voix, leur leadership et leur capacité d'innovation. Pour ce faire, il facilite les réseaux et les alliances entre les organisations de défense des droits des femmes et d'autres mouvements de justice sociale. Cet effort comprend également l'élaboration et la préconisation de nouvelles manières innovantes de collaborer.

En juin 2017, le Canada a lancé son nouveau programme de 150 millions de dollars sur cinq ans, Voix et leadership des femmes, dans le cadre de sa Politique d'aide internationale féministe. Le programme répondra aux besoins des organisations locales de défense des droits des femmes des pays en développement qui travaillent à promouvoir les droits des femmes et des filles ainsi que l'égalité des genres. Le Canada est actuellement l'un des principaux donateurs qui soutiennent les organisations de défense des droits des femmes dans les pays en développement.

Le 13 juin 2017, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé que le Canada accueillera la prochaine conférence « Les femmes donnent la vie », qui se tiendra du 3 au 6 juin 2019 à Vancouver. En outre, le Canada fournit à ce groupe international de défense des droits une aide de 20 millions de dollars sur trois ans pour soutenir le travail de mobilisation à l'échelle mondiale dans l'intérêt de la santé, des droits et du bien-être des filles et des femmes, en mettant particulièrement l'accent sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Ce groupe s'efforce de susciter l'engagement politique et les investissements financiers nécessaires à la réalisation du cinquième objectif des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies.

En 2017-2018, « Les femmes donnent la vie » a donné des conseils et a participé à 27 partenariats et initiatives clés axées sur divers enjeux afin de faire progresser la question de l'égalité des genres. Le groupe veille à ce que la santé, les droits et le bien-être des filles et des femmes, y compris leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, se trouvent au cœur des discussions. Il fait en sorte que des mesures concrètes soient prises pour faire progresser l'égalité des genres.

En 2017-2018, le Canada a continué à apporter un soutien précieux à la Concertation des collectifs d'associations féminines de la région des Grands Lacs d'Afrique. Il s'agit d'un réseau de 11 collectifs et de 1 861 organisations féminines communautaires dans trois pays : le Burundi, la République démocratique du Congo et le Rwanda. Grâce au projet de Lutte contre les violences faites aux filles et jeunes femmes dans la région des Grands Lacs, 10 273 victimes (des filles et des femmes) ont reçu un soutien holistique depuis le lancement du projet. Cela les a préparées à jouer un rôle actif dans la lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre dans leur collectivité et à devenir des modèles pour le renforcement du pouvoir individuel et la réintégration socio-économique.

PROMOTION DE LA FORMULATION DE POLITIQUES ET DE LA PRESTATION DE PROGRAMMES FONDÉS SUR DES DONNÉES PROBANTES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

Les institutions publiques jouent un rôle important dans la promotion de l'égalité des genres ainsi que dans la promotion et la protection des droits de la personne des femmes et des filles. Toutefois, elles sont nombreuses à rencontrer des difficultés dans l'exécution de ces mandats, ce qui s'explique en partie par le manque de statistiques différenciées par sexe et d'analyse par sexe.

Le Canada travaille de concert avec des protagonistes nationaux et infranationaux, tant gouvernementaux que non gouvernementaux, en vue de formuler les politiques et mettre en œuvre des programmes de façon plus responsable, efficace et fondée sur des données probantes, et en faisant progresser l'égalité des genres. Le Canada soutient l'expansion des connaissances et des perspectives au sujet des causes profondes de disparités et d'inégalités entre les hommes et les femmes, et facilite l'adoption de solutions innovantes et efficaces.

Affaires mondiales Canada a assuré le financement de base de nombreuses organisations multilatérales qui effectuent le suivi et produisent des rapports au sujet de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles. La Banque mondiale figure au nombre de ces organisations. Récemment, la Banque mondiale a publié l'ouvrage Les femmes, l'entreprise et le droit 2018. Il s'agit du

cinquième rapport d'une série de rapports bisannuels qui mesurent la discrimination fondée sur le genre dans le traitement juridique et en examinent les conséquences économiques. Le FNUAP et son rapport État de la population mondiale 2017 en sont un autre exemple. Il a mis en relief les effets négatifs que les inégalités incontrôlées et la non-protection des droits des femmes les plus pauvres, y compris de leurs droits sexuels et reproductifs, pourraient avoir sur la paix et les progrès vers les objectifs de développement mondiaux.

Affaires mondiales Canada a accordé une subvention de 15 millions de dollars au Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) du CRDI. Cette subvention a permis au Centre de devenir un acteur et un chef de file important dans la communauté mondiale de l'ESEC. En 2017-2018, le Centre a rassemblé les principaux experts internationaux, décideurs, universitaires et représentants de pays à l'occasion de deux événements sans précédent. Le premier était un rassemblement sur le genre et l'ESEC, et le deuxième était une conférence sur les innovations en ESEC. Ils se sont tous deux déroulés en février 2018. De plus, le Centre a :

- apporté son aide à l'établissement du premier Comité des registraires généraux de l'état civil africains;
- apporté une assistance technique au Sénégal et à la Guinée;
- créé un répertoire d'experts en ESEC pour aider les intervenants à renforcer les systèmes d'ESEC afin d'atteindre les objectifs de développement à l'horizon 2030.

En 2017-2018, le gouvernement du Canada a travaillé de concert avec l'Africa Enterprise Challenge Fund pour l'aider à atteindre son objectif, qui consistait à devenir un chef de file dans les investissements axés sur l'égalité des genres en Afrique. (Les investissements axés sur l'égalité des genres consistent à investir en vue d'obtenir un rendement financier tout en tenant compte des avantages pour les femmes.) Cette année, le Fonds a entrepris plusieurs activités en vue d'atteindre cet objectif. On a notamment procédé à l'embauche d'un conseiller en matière d'égalité des genres en affaires et au lancement d'un guichet de financement pour le renforcement du pouvoir économique des femmes, une section d'un fonds. Il a également rédigé une stratégie sur l'égalité des genres et formé le personnel et les membres du conseil d'administration sur le sujet de l'égalité des genres. Le soutien du Canada était transformateur, et le conseil d'administration et le personnel du Fonds ont applaudi son leadership.

En Colombie, le Canada dirige le Groupe thématique sur l'égalité des genres, qui réunit des donateurs internationaux, des agences des Nations Unies et le gouvernement de la Colombie afin de mettre l'accent sur les problèmes nationaux touchant l'égalité des genres en Colombie. En 2017, le Canada a mené un dialogue politique avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et les autorités gouvernementales pour préconiser une politique nationale relative aux femmes rurales. Le Canada a également travaillé avec le Congrès et les partis politiques de la Colombie pour promouvoir une participation accrue des femmes aux élections. Ensemble, ils ont formé plus de 200 journalistes dans cinq régions en vue d'améliorer les comptes rendus au sujet de la violence basée sur le genre et de réduire la revictimisation des victimes de violence sexuelle dans les médias.

Entre 2017 et 2020, Affaires mondiales Canada est en partenariat avec l'Overseas Development Institute, un centre britannique d'études et de recherches qui se penche sur les enjeux du développement international et la question de l'aide humanitaire pour appuyer les recherches sur la manière dont la discrimination fondée sur le genre marginalise les femmes dans les pays en développement. La recherche est axée sur le renforcement du pouvoir économique et la santé sexuelle et reproductive des femmes. Elle cherche à mettre en relief les normes sociales préjudiciables ou discriminatoires et examine de quelle manière elles limitent le potentiel des femmes et des filles par une exclusion sociale, une pauvreté et une vulnérabilité accrues. Les résultats en seront communiqués aux collectivités locales, aux gouvernements, aux organismes de recherche et aux organisations de la société civile, et définiront pour les politiques et les programmes des mesures efficaces pour atténuer ou éliminer les normes sociales préjudiciables et renforcer le pouvoir des femmes et des filles et l'égalité des genres.

DIGNITÉ HUMAINE

Dans tous les contextes, les plus pauvres et les plus marginalisés font face à des obstacles pour obtenir les ressources, le soutien et les services essentiels, comme la santé, la nutrition et l'éducation. En période de crise, ils deviennent encore plus vulnérables. Même quand ces services leurs sont accessibles, la violence et la discrimination les touchent, en raison de relations de pouvoir inégales profondément enracinées. En conséquence, ils sont incapables de réaliser leur plein potentiel et de briser le cycle de la pauvreté.

L'approche féministe de la dignité humaine du Canada est axée sur trois secteurs fondamentaux :

- la santé et la nutrition;
- l'éducation;
- l'action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres.

En 2017-2018, le Canada a investi 2,22 milliards de dollars dans des initiatives visant la dignité humaine, dont 1,04 milliard de dollars en santé et nutrition, 274 millions de dollars en éducation et 852 millions de dollars dans l'action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres. Le reste, soit 56 millions de dollars, touche les trois principaux secteurs visant à soutenir la dignité humaine.

Outre sauver des vies, une bonne santé et une nutrition adéquate sont essentielles au bien-être et au renforcement du pouvoir des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, en particulier les femmes et les filles. L'éducation joue aussi un rôle fondamental à l'égard du renforcement du pouvoir de ces personnes, en ce sens qu'elle leur permet d'acquérir les connaissances, les compétences et la formation dont elles ont besoin pour réussir dans le monde d'aujourd'hui. Une action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres s'impose dans les situations de crise, lorsque les vulnérabilités augmentent et les risques mortels s'intensifient rapidement. Cette aide contribue à sauver des vies, à alléger les souffrances et à soutenir la dignité et le renforcement du pouvoir des groupes vulnérables et marginalisés.

DIGNITÉ HUMAINE : SANTÉ ET NUTRITION

Les investissements dans la santé et la nutrition des personnes vivant dans la pauvreté créent un effet d'entraînement qui produit de multiples avantages. Le monde a accompli d'importants progrès vers l'allongement de l'espérance de vie, la diminution du taux de mortalité infanto juvénile et la réduction du nombre d'enfants mal nourris dans les pays en développement. De nombreuses maladies ont cédé du terrain, grâce à l'amélioration de l'hygiène, de la nutrition, des médicaments et des vaccins.

En 2017-2018, le gouvernement du Canada a investi 1,04 milliard de dollars dans les composantes[6] de la santé et de la nutrition du champ d'action de la dignité humaine. Entre autres, ces contributions ont eu pour résultat :

- le renforcement des systèmes de santé et l'amélioration de l'accès aux immunisations;
- la réduction du nombre de décès dus aux maladies diarrhéiques;
- l'amélioration de la protection de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et de l'accès des femmes aux services en la matière;
- la réduction du nombre de grossesses non planifiées;
- la réduction de la mortalité maternelle et infantile;
- la diminution des retards de croissance, qui s'explique par l'amélioration de la nutrition.

Dans le champ d'action de la dignité humaine, le Canada a axé ses efforts en matière de santé et de nutrition sur :

- l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de santé pour les plus marginalisés;
- l'augmentation de l'accès à des services complets de santé et de droits sexuels et reproductifs;
- l'amélioration de la nutrition tenant compte de l'égalité des genres pour les plus pauvres et les plus marginalisés.

6. Ce total comprend également la sécurité alimentaire.

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ ET DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES DE SANTÉ POUR LES PLUS MARGINALISÉS

Dans de nombreux pays en développement, certains n'obtiennent pas les mêmes services de santé que d'autres. Lorsqu'elles tentent d'accéder à ces services, les femmes et les filles sont confrontées à des obstacles particuliers liés à leur genre, mais aussi socioculturels et structuraux. Le gouvernement du Canada a soutenu l'expansion et l'amélioration des services de santé grâce au renforcement de systèmes de santé qui touchent les plus marginalisés et vulnérables et répondent à leurs besoins. La prévention, la prise en charge et le traitement des principales maladies forment le cœur de cet effort.

En 2017-2018, le Canada a consenti d'importants investissements pour contribuer à améliorer la qualité et l'accessibilité des services de santé. Par exemple, le soutien du Canada à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite a mené à de nouvelles démarches innovantes, comme le recours à des vaccinateurs communautaires, ces résidents locaux qui administrent les vaccins. On s'assure ainsi que tous les enfants sont vaccinés contre la polio, y compris ceux qui habitent dans des régions géographiquement inaccessibles, des zones densément peuplées et des régions où règne l'insécurité. Les investissements du Canada dans l'éradication de la polio contribuent à renforcer les systèmes nationaux d'immunisation et de santé et à tirer parti du rôle des femmes dans la santé. Les leçons tirées des progrès réalisés dans l'éradication de la polio sont appliquées à d'autres maladies, comme la rougeole et la maladie d'Ebola. Les efforts d'éradication de la polio ont également contribué à la réduction de la mortalité infantile due à d'autres interventions qui se sont déroulées parallèlement, notamment l'immunisation contre la rougeole et la distribution de savons, de moustiquaires de lit et de comprimés vermifuges.

En 2017-2018, le Canada a également apporté son soutien à Gavi, l'Alliance du Vaccin, grâce à une contribution de 120 millions de dollars. Le Canada s'est engagé à investir 520 millions de dollars sur cinq ans (2016-2020) pour appuyer le mandat de base de l'organisation. Les fonds aideront également Gavi à accroître les programmes innovants qui améliorent l'administration des vaccins. Gavi est un partenaire important pour accroître la couverture et assurer l'accès égal à la vaccination. Certains aspects des systèmes de santé en sont renforcés, notamment :

- en assurant un leadership, une gestion et une coordination à l'intérieur du pays;
- en encourageant une gestion efficace de la chaîne d'approvisionnement;
- en améliorant la qualité des données;
- en mobilisant la collectivité et en obtenant son adhésion.

Pays : Nigéria © UNICEF Nigeria / Jasmine Pittenger

ZULAIHATU, AGENTE DE MOBILISATION COMMUNAUTAIRE BÉNÉVOLE

Affaires mondiales Canada finance l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite. Au Nigéria, l'UNICEF a mis sur pied des programmes dans le cadre de cette initiative et a formé des agentes de mobilisation communautaire qui jouent un rôle essentiel dans la collectivité.

Zulaihatu Abdullahi est une agente de mobilisation communautaire bénévole dans l'état de Kaduna, au nord du Nigéria, qui fait du porte-à-porte pour sensibiliser les parents au à l'importance de la vaccination contre la polio.

Même si les programmes d'immunisation suscitent parfois la méfiance dans cette région, les gens reconnaissent le hijab bleu royal de l'UNICEF que porte Zulaihatu et lui font confiance. Au cours d'une telle séance de sensibilisation, une mère de 18 ans, son bébé et ses trois enfants en bas âge ont fait entrer Zulaihatu chez eux.

« Sœur Zulaihatu est la première femme que j'ai rencontrée lorsque j'ai déménagé ici. Avant, je refusais tous les vaccins, affirme la jeune mère, mais grâce à cette femme, Zulaihatu, j'ai décidé d'accepter. Elle est venue nous voir tous les jours. Elle m'a dit comment elle prenait soin de ses propres enfants. Elle m'a parlé de l'utilité des vaccins, et elle m'a convaincu de les accepter. Peu à peu, j'ai commencé à changer ma façon de penser. » La patience de Zulaihatu et les efforts qu'elle déploie pour gagner la confiance de la jeune femme en venant régulièrement la voir ont porté leurs fruits. Quatre enfants de plus, qui autrement seraient toujours exposés à un risque, sont désormais protégés contre la polio. Zulaihatu a également encouragé la jeune maman à recevoir des soins prénatals, et le cadet vient de recevoir ses vaccins de routine.

Gavi estime qu'en 2016 (la première année de la stratégie 2016-2020), 62 millions d'enfants ont été immunisés dans le monde et plus de 1,2 million de vies ont été sauvées. On doit ces résultats au soutien du Canada et d'autres donateurs.

INNOVATION

En partenariat avec l'UNICEF, le Canada a contribué à réduire la mortalité infantile au Mali grâce à sa contribution au Programme élargi de vaccination. Depuis le début du projet, le financement a permis d'équiper 704 centres de santé communautaires de réfrigérateurs solaires qui améliorent l'entreposage des vaccins, dans le cadre du projet Solutions de santé innovantes (SOLAR) au Mali. En prime, le projet a fait appel à l'énergie renouvelable. En 2017, le projet a permis d'immuniser quelque 900 000 enfants contre la tuberculose et de vacciner quelque 500 000 enfants contre la polio.

Au Nigéria, le Canada s'est associé à la Clinton Health Access Initiative dans un projet de 14 millions de dollars intitulé « Façonner les marchés locaux pour le traitement de la diarrhée ». Le partenariat a mis en place un programme à grande échelle visant à réduire la mortalité d'origine diarrhéique chez les enfants de moins de 5 ans. Le projet ciblait les États durement touchés par les maladies diarrhéiques. Il a fait appel à une stratégie innovante axée sur l'amélioration dans l'approvisionnement en zinc et en sels de réhydratation orale dans les secteurs public et privé. Le projet a réussi à multiplier la couverture par six, et on estime qu'il a permis d'éviter plus de 12 000 décès d'origine diarrhéique.

Par l'intermédiaire de l'UNICEF, le Canada contribue en Haïti à réduire l'incidence des maladies hydriques comme le choléra. Depuis 2016, 370 agents de santé communautaires généralistes ont reçu une formation sur la prévention du choléra. Le projet incite les particuliers et les collectivités à modifier leur comportement en ce qui a trait à la toilette et aux pratiques d'hygiène, tant les pratiques de défécation en plein air que les pratiques d'hygiène dans les écoles, les familles et les centres de santé.

En Amérique latine, le Canada facilite l'accès des communautés autochtones à des services de santé maternelle et néonatale. Par exemple, Canada collabore avec l'ONG Horizons d'amitié pour animer des formations, des discussions et des échanges sur l'apprentissage à l'intention des fournisseurs de soins de santé et des dirigeants communautaires. Ce faisant, le Canada travaille à réduire les taux de mortalité des mères et des enfants et à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans le département guatémaltèque de Totonicapán, où la population est principalement autochtone. Le projet contribue directement à améliorer la santé d'environ 240 000 personnes habitant dans le Totonicapán, y compris 140 000 femmes autochtones, 37 000 garçons et 39 000 filles. En outre, le Canada travaille en collaboration avec une autre ONG, CAUSE Canada, pour fournir des services de santé aux femmes enceintes et aux mères allaitantes dans plus de 100 communautés autochtones isolées au Guatemala et au Honduras. On s'attend à ce que le projet permette d'améliorer la santé de 68 400 femmes et enfants, y compris 13 800 filles et 13 300 garçons.

Pays : Pakistan © CRDI / Tom Pilston

Bibi attribue à Heartfile le mérite de lui avoir sauvé la vie

Bano Bibi est âgée de 73 ans et prend soin seule de ses jeunes petites-filles. Elle lutte chaque jour pour joindre les deux bouts et elle en vient à mendier au bord des routes d'Islamabad pour ramener de la nourriture ou de l'argent à la maison pour elles. Un jour, Bibi a été renversée par une voiture, dont le conducteur a pris la fuite après l'avoir heurtée. Elle a été transportée à l'hôpital, où on a constaté une fracture de la jambe au niveau de la hanche. N'ayant pas les moyens de payer pour une intervention chirurgicale, Bibi est restée alitée quinze jours durant, à souffrir terriblement. Sa situation semblait désespérée, jusqu'à ce que les médecins alertent Heartfile. Il s'agit d'un modèle de financement des soins de santé élaboré au Pakistan avec l'aide du CRDI. Des établissements de santé du secteur public y sont inscrits pour offrir une couverture de soins de santé aux plus pauvres en situation désespérée au moyen d'une interface de téléphone mobile qui évalue le niveau de pauvreté des patients et vérifie les demandes d'aide dans une base de données nationale. Bibi lui attribue son rétablissement, et même le mérite de lui avoir sauvé la vie.

Au Pakistan, le CRDI a contribué à la mise sur pied d'un modèle financier pour la prestation de soins et de services de santé à ceux qui n'ont pas les moyens de se les payer. Le modèle « Heartfile Health Financing » repose sur un processus d'interface de téléphone mobile qui évalue le niveau de pauvreté et vérifie les demandes d'aide par rapport à une base de données nationale. Le fonds a touché plus de 2 500 patients depuis sa mise en œuvre. Les mises à niveau fondées sur la recherche

apportées aux systèmes technologiques de ce modèle ont réduit les délais de réponse de 72 à 24 heures. Le fonds a élargi sa portée pour inclure les maladies chroniques à long terme, et a également étendu sa couverture à trois des quatre provinces du Pakistan.

Au Soudan du Sud et dans le nord de l'Ouganda, les conflits actuels et passés ont dévasté l'infrastructure des soins de santé, menant à une pénurie chronique de personnel médical formé. Une équipe de chercheurs s'efforce d'éduquer et d'habiliter les collectivités à repérer les cas à risque élevé et à les aiguiller vers les établissements de santé. Les chercheurs sont originaires de l'Hôpital Lacor de St. Mary en Ouganda, de l'Hôpital de l'État de Torit dans le Soudan du Sud et de l'Université de Montréal au Canada. L'équipe cherche également à supprimer les obstacles entre les hôpitaux et les collectivités grâce à la formation et à une collaboration étroite avec les agents de santé communautaires. Son travail est financé par l'initiative Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique. Ce programme de 36 millions de dollars sur sept ans est financé conjointement par les Instituts de recherche en santé du Canada, Affaires mondiales Canada et le CRDI.

ACCÈS ACCRU À DES SERVICES COMPLETS DE SANTÉ ET DE DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

La santé et les droits sexuels et reproductifs ont une incidence énorme sur la trajectoire des vies des femmes et des filles, sur leur santé et sur leurs possibilités économiques. Toutefois, des disparités demeurent. C'est pourquoi en mars 2017 le Canada a annoncé qu'il consacrerait 650 millions de dollars sur trois ans à l'amélioration de la santé et des droits sexuels et reproductifs pour toutes. Le Canada s'efforce de s'attaquer à l'éventail complet d'enjeux qui limitent la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Parmi ces enjeux, mentionnons la planification familiale, l'éducation sexuelle complète, les soins de base en santé reproductive, l'avortement sûr et les soins après l'avortement. La question de la violence sexuelle et basée sur le genre, qui comprend le mariage des enfants, le mariage précoce et forcé, de même que les mutilations génitales des femmes et l'excision, est également abordée.

En 2017, le Canada s'est joint à Family Planning 2020, un partenariat mondial. Cette organisation a contribué à assurer l'accès aux contraceptifs modernes pour 38,8 millions de femmes et de filles dans 69 pays depuis 2012. Le Canada s'est également joint au Partenariat de Ouagadougou en 2017, qui vise à renforcer les politiques et la défense des intérêts pour accélérer la planification familiale en Afrique occidentale francophone. Le Canada s'est activement engagé dans le mouvement « SheDecides » pour promouvoir l'égalité des genres et donner à toutes les femmes et les filles le pouvoir de faire des choix éclairés en matière de santé sexuelle et reproductive. La ministre du Développement international compte parmi les champions de ce mouvement et pour le soutenir, le Canada y a engagé 20 millions de dollars destinés aux organisations mondiales qui œuvrent dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Les récipiendaires comprennent Marie Stopes International, Population Services International, Ipas, International Planned Parenthood Federation et le programme UNFPA Supplies. L'appui du Canada a donné des résultats significatifs. Par exemple, grâce aux efforts du programme UNFPA Supplies, 1,8 million de personnes de plus en la République démocratique du Congo ont pu utiliser des contraceptifs en 2017.

Dans le Soudan du Sud, le Canada aide le FNUAP à répondre aux besoins urgents en services de santé reproductive de qualité. Plus de 400 nouvelles sages-femmes et infirmières (dont 56 % sont des femmes) reçoivent une formation grâce au projet Renforcer les services de sage-femme au Soudan du Sud. La formation met l'accent sur des soins axés sur la patiente et respectueux des droits et de la dignité des femmes et des filles vulnérables. Dans le cadre de l'initiative, 42 professionnels formés ont été envoyés aux établissements de santé des régions de Bahr el Ghazal et d'Equatoria, pour fournir des services et faire office de pairs éducateurs. En 2017-2018, ces établissements

PARTENARIATS POUR SA VOIX, SON CHOIX

Le programme Partenariats pour sa voix, son choix du gouvernement du Canada soutient la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Il fait partie d'un engagement de 650 millions de dollars sur trois ans annoncé en mars 2017 par la ministre du Développement international. L'initiative de 40 millions de dollars sur cinq ans financera jusqu'à 10 projets mis en œuvre par des organisations canadiennes. Au total, 60 % des projets seront réalisés en Afrique. Conformément à la Politique d'aide internationale féministe du Canada, cette initiative servira à réduire la pauvreté et à renforcer le pouvoir des femmes et des filles. Elle se décline en quatre volets :

- l'éducation sexuelle complète;
- les services de santé reproductive et les investissements dans la planification familiale et la contraception;
- la prévention de la violence sexuelle et basée sur le genre (dont le mariage des enfants et le mariage précoce et forcé, ainsi que les mutilations génitales féminines et l'excision), et les interventions à cet égard;
- les initiatives qui appuient le droit de choisir l'avortement en toute sécurité et légalité ainsi que l'accès à des soins postérieurs à l'avortement (y compris dans les milieux précaires et dans les situations de conflits).

de santé ont prodigué des soins prénatals ou assuré la présence d'une sage-femme qualifiée à l'accouchement à 95 902 femmes. Au total, le projet a permis à 1 131 d'entre elles de recevoir des soins et des conseils liés à la violence basée sur le genre.

Affaires mondiales Canada s'est associé à Plan International Canada pour réduire la mortalité maternelle et infantile parmi les femmes et les enfants vulnérables, y compris les adolescentes. Le projet de 55 millions de dollars est mis en œuvre en Haïti, au Bangladesh, au Ghana, au Nigéria et au Sénégal. Depuis 2016, un nombre plus élevé d'hommes, y compris des maris et des dirigeants communautaires, ont été persuadés de soutenir les décisions que prennent les femmes et les adolescentes au sujet de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs. Près de 200 000 séances de communication pour le changement social et comportemental ont été organisées à l'intention des adolescentes et des adolescents, des pères et des dirigeants religieux et communautaires. Les premiers résultats témoignent d'un accroissement de la mobilisation et de l'engagement des hommes à soutenir les femmes et les filles dans leurs collectivités et des dirigeants à travailler de plein gré à renforcer cet engagement.

Pays : Guatemala © NGM/Diego Martínez

Santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans le Totonicapán, au Guatemala

« J'habite dans un village isolé du Totonicapán et j'ai récemment donné naissance à mon bébé. Lorsque j'étais enceinte, une conseillère de Pies de Occidente est venue chez moi et m'a parlé des signes qui m'aideraient à reconnaître un risque de fausse couche. (Pies de Occidente est un partenaire local de l'organisme responsable de la mise en œuvre d'« Horizons d'amitiés », un projet de 11,4 millions de dollars. Financé par Affaires mondiales Canada, ce projet vise à réduire les disparités en matière de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans le Totonicapán.)

Trois semaines plus tard, j'ai ressenti une douleur insupportable au ventre. Je me suis souvenue que la conseillère m'avait enseigné qu'il s'agissait de l'un des signes de danger. J'ai demandé à ma grand-mère de m'emmener immédiatement à l'hôpital. Nous avons dû marcher pendant longtemps, je pleurais et j'y suis à peine parvenue. Lorsque nous sommes finalement arrivées, j'ai subi une césarienne d'urgence, mais mon bébé était sauvé. Si je n'avais pas reconnu les signes de danger, mon bébé et moi n'aurions pas survécu. Je suis reconnaissante au Canada de soutenir Pies de Occidente. Ils nous ont sauvé la vie. »

– Patricia Oxlaj, résidente de la région du Totonicapán, au Guatemala

AMÉLIORATION DE LA NUTRITION TENANT COMPTE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES POUR LES PLUS PAUVRES ET LES PLUS MARGINALISÉS

Les femmes font sans cesse face à des obstacles lorsqu'il s'agit d'obtenir une nutrition adéquate pour elles-mêmes et pour leurs enfants. Ces obstacles augmentent les risques de carences nutritionnelles. Cela met en danger non seulement leur vie et leur subsistance, mais également la vie de leurs enfants. Grâce à ses interventions nutritionnelles, Affaires mondiales Canada contribue à augmenter la capacité du système de santé et de ses travailleurs à fournir des services nutritionnels. Le Ministère veille également à ce que les femmes, les adolescents, les enfants et les nouveau-nés en particulier puissent obtenir des aliments nutritifs et des micronutriments nutritifs.

Le Canada joue un rôle de chef de file dans le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), une plateforme intergouvernementale pilotée par des dirigeants gouvernementaux et des partenaires de développement. Ce mouvement fait avancer des priorités telles que les politiques de nutrition tenant compte de l'égalité des genres et s'efforce de mettre fin à toute forme de malnutrition dès la naissance, et jusqu'au terme de la vie. La ministre du Développement international est membre du Groupe principal SUN. Par l'intermédiaire de ce groupe, le Canada s'engage à œuvrer de concert avec les intervenants du mouvement au renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Cela comprend :

- mettre en évidence les liens entre la nutrition et la santé et les droits sexuels et reproductifs;
- préconiser l'accroissement des investissements internationaux en nutrition;
- collaborer avec les principales organisations en vue de rejoindre les personnes les plus vulnérables grâce à des interventions nutritionnelles efficaces.

Le Canada est un donateur de premier plan dans le secteur de la nutrition mondiale. Il s'est associé à Nutrition International – une

organisation à but non lucratif – pour approvisionner et soutenir des programmes de supplémentation en micronutriments.

En 2017, le Canada a contribué à la réalisation des interventions suivantes :

- 266 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois ont reçu au moins une dose de vitamine A;
- 11 millions d'enfants de moins de 5 ans ont reçu du zinc et des sels de réhydratation oraux pour le traitement de la diarrhée;
- 141 000 femmes enceintes ont reçu assez de suppléments de fer et d'acide folique au cours du premier trimestre de leur grossesse pour améliorer les chances de donner naissance à un bébé en santé;
- plus de 1,1 million d'adolescentes en âge scolaire ont reçu des suppléments de fer et d'acide folique chaque semaine pour réduire l'anémie ferriprive et améliorer leur productivité à l'école.

En Éthiopie, la malnutrition reste un problème grave, et bon nombre de femmes et d'enfants ne consomment pas assez d'aliments nutritifs régulièrement pour rester en bonne santé. Le projet du Canada intitulé « Approche intégrée de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants en Éthiopie rurale » leur apporte toutefois de l'aide. Par l'intermédiaire d'Aide à l'enfance Canada, qui a dirigé ce projet, le Canada a cherché à améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes ou qui allaitent. En 2017-2018, près de 35 000 femmes enceintes ou qui allaitent, ou celles qui donnent des soins aux enfants, ont reçu une formation sur la nutrition, et plus de 900 enfants touchés par la malnutrition aiguë ont reçu de l'aide. En matière de sécurité alimentaire et de subsistance, le projet a fourni des semences potagères à plus de 3 000 personnes. En outre, 28 systèmes d'approvisionnement en eau à petite échelle tenant compte de l'égalité des genres sont en cours de construction, et la réfection ou modernisation des installations d'approvisionnement en eau existantes se poursuivent. Cela profite à plus de 64 000 personnes. Ce projet réalise des interventions propres à la nutrition en tenant compte de la nutrition et encourage une démarche innovante et multisectorielle de lutte contre la malnutrition.

Le Canada a également contribué à relever le défi des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et à améliorer le bilan nutritionnel des femmes enceintes en Éthiopie. Le Canada a soutenu le projet Cultiver la nutrition chez les femmes et les enfants, mis en œuvre par CARE Canada. Le projet vise à profiter directement à 85 500 personnes de tout âge, y compris des filles, des garçons, des femmes, des hommes, des membres des autorités locales et des dirigeants communautaires. En 2017-2018, les interventions nutritionnelles comprenaient des démonstrations de cuisine à l'intention de plus de 15 000 personnes pour améliorer les connaissances et maximiser l'apport nutritionnel et l'utilisation de denrées alimentaires nutritives que l'on peut se procurer localement. En outre, des semences

Le parcours de Mercy de la vie dans la rue à son rôle de dirigeante communautaire au Ghana

Après avoir perdu ses parents alors qu'elle était adolescente, Mercy n'a pas pu poursuivre ses études. Elle s'est retrouvée sans abri et forcée à faire de menus travaux pour survivre. Elle est devenue enceinte et ne savait pas quoi faire ni vers qui se tourner.

« J'étais très amère et malheureuse, parce que mon rêve s'était brisé. »

Pendant sa grossesse, elle a travaillé dans une ferme, où elle soulevait des charges lourdes et vendait des produits frais dans les rues, et n'a pas eu le temps de consulter un professionnel de la santé. Elle a fini par accoucher à la maison, péniblement, dans de grandes douleurs, sans la présence d'une sage-femme qualifiée.

Après son accouchement, Mercy a reçu le soutien du projet Améliorer les résultats liés à la santé des femmes et des enfants, parrainé par le Canada et mis en œuvre par Plan International Canada. Mercy s'est inscrite à une formation de perfectionnement des compétences en couture, et a également reçu des services de planification familiale visant à prévenir une autre grossesse imprévue. Mercy est désormais une dirigeante adolescente et fait partie de l'association villageoise d'épargne et de crédit de sa collectivité.

« Je n'ai plus peur d'exprimer mon opinion et je ne dois plus effectuer toutes les tâches ménagères. Grâce au club pour adolescents, je suis maintenant une adolescente changée et je prends plaisir à la vie », dit-elle.

Edem, le père du bébé de Mercy, s'est également joint à un club de pères pour en apprendre davantage au sujet de la santé reproductive et contribuer à éliminer les stéréotypes sexistes dans sa collectivité. « J'ai remarqué un changement positif chez Edem depuis que nous l'avons poussé à se joindre au club des pères, explique Mawuli, un ami et membre du club des pères. Il a maintenant commencé à aider sa conjointe à effectuer les tâches ménagères. »

de cultures vivrières et des chèvres ont été distribuées aux familles pauvres. À la suite de ce projet, plus de 84 000 enfants de moins de 5 ans ont fait l'objet d'une évaluation de santé. De plus, 46 installations d'approvisionnement en eau ont été complètement remises en état, et une formation a été fournie concernant l'entretien et la promotion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans la collectivité.

À Cuba, en 2017-2018, le gouvernement du Canada s'est allié au Programme alimentaire mondial pour augmenter la sécurité alimentaire, en particulier pour les femmes, les hommes et les enfants appartenant à des groupes vulnérables. Ces efforts ont entraîné une augmentation de la production de fèves de 79 % dans les coopératives participantes et une hausse du rendement par hectare de 52 %. Ils ont également mené à une diminution des coûts de production de 10 % et à une réduction des pertes postérieures aux récoltes de 23 %.

Les fèves sont également une source importante de protéines au Kenya et en Ouganda, en particulier pour les ménages à revenus faibles et modérés. Cependant, les longs temps de cuisson et les coûts élevés en énergie et en eau qu'ils entraînent en limitent la consommation. Une recherche soutenue par le CRDI a permis de mettre au point des fèves précuites qui sont prêtes à consommer en 15 minutes. À partir de dix variétés de fèves indigènes, les chercheurs ont développé trois produits que les consommateurs peuvent désormais se procurer : une collation aux fèves précuites, de la farine de fèves et un produit aux fèves précuites. Le projet a également développé une nouvelle chaîne de valeur pour les fèves précuites, en investissant dans les modèles de production de semences et de grains impliquant plus de 25 000 petits exploitants. Ce projet a été financé par Cultiver l'avenir de l'Afrique, un partenariat de recherche de 15 millions de dollars sur quatre ans entre le CRDI et le Centre australien pour la recherche agricole internationale.

Avec l'aide du Canada et de ses précieux partenaires, des patates douces à chair orange riches en vitamine A ont été introduites dans la municipalité de Bignarde (région de Kolda) au Sénégal. Les patates douces compensent les carences en micronutriments, une condition particulièrement courante parmi les femmes et les filles. Aujourd'hui, grâce au Projet intégré de nutrition dans les régions de Kédougou et de Kolda, les habitants font pousser et consomment cette variété de patates, qui répond aux besoins journaliers des enfants en vitamine A.

Des entreprises de production de yogourts probiotiques voient également le jour en Afrique orientale. Elles sont le résultat d'un projet financé conjointement par le CDRI et Affaires mondiales Canada par l'intermédiaire du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale. Le projet a contribué à la mise sur pied de 58 unités de production en Tanzanie et de 37 au Kenya, qui produisent quelque 14 000 litres de yogourt par semaine. En Ouganda, plus de 100 producteurs de yogourt probiotique desservent au moins 60 000 consommateurs. Ce succès repose sur un modèle commercial inclusif favorable aux pauvres. En Tanzanie et en Ouganda, près de 60 % des unités de production de yogourt appartiennent à des femmes. Les entreprises participantes utilisent également des sachets de bactéries lyophilisées. Ces sachets coûtent moins de 50 cents par gramme et peuvent être conservés pendant deux ans et produire 100 litres de yogourt en 24 heures.

Pays : Sénégal © Valérie Potvin

Ateliers d'apprentissage pour enfants en bas âge dans le Kédougou

« Si les enfants du Kédougou se portent bien, le reste du Sénégal suivra », affirme Souley Ngom, infirmier-chef du service de santé de la municipalité de Dalaba, dans la région de Kédougou. À cette fin, le Canada a accordé un soutien financier de 20 millions de dollars au Projet intégré de nutrition dans les régions de Kédougou et de Kolda. Ce soutien a donné lieu à des ateliers d'apprentissage pour enfants en bas âge, permettant aux jeunes mères de stimuler le développement cognitif de leurs enfants et de discuter avec les travailleurs communautaires des problèmes qui touchent à leur santé. Les mères ont également participé à des démonstrations sur la préparation de repas nutritifs. Les enfants de plusieurs mères ayant participé à cette activité souffraient d'une malnutrition grave ou modérée et avaient été repérés et traités par le service de santé.

DIGNITÉ HUMAINE : ÉDUCATION

L'éducation est un puissant outil de renforcement du pouvoir individuel et un portail par lequel le progrès économique, politique et social se réalise. L'aide internationale du Canada a aidé des élèves à obtenir l'accès à une éducation de qualité et à un perfectionnement des compétences tenant compte de l'égalité des genres qui sont à la base de l'apprentissage continu.

L'approche du Canada en matière d'éducation contribue à une vision dans laquelle chaque garçon, chaque fille, en toute circonstance, peut s'inscrire à l'école et suivre des études primaires et secondaires dans un environnement sûr, sécurisé et respectueux. Dans cette vision, les jeunes et les adultes peuvent acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans la vie.

En 2017-2018, le Canada a investi 274 millions de dollars dans des initiatives d'éducation. Entre autres, ces contributions ont eu pour résultat :

- une amélioration de l'accès à l'éducation pour les populations vulnérables, y compris celles qui habitent dans des zones précaires et en proie à des conflits;
- une amélioration des résultats en matière d'alphabétisation et des niveaux de scolarité atteints;
- une amélioration des compétences et de l'employabilité des diplômés des programmes de formation technique et professionnelle.

Dans tous les domaines, le Canada a accordé une priorité à l'amélioration des résultats pour les femmes et les filles.

L'approche du Canada en matière d'éducation consister à axer ses efforts sur :

- l'amélioration d'une éducation de qualité tenant compte de l'égalité des genres, des niveaux préscolaires à la fin des études secondaires, en particulier pour les filles;
- l'amélioration de l'accès à un perfectionnement des compétences de qualité pour les jeunes et les adultes, en particulier pour les adolescentes et les femmes;
- l'amélioration de l'accès à une éducation et à un perfectionnement des compétences de qualité pour tous, en particulier pour les filles et les femmes, dans les situations de crise, précaires et touchées par les conflits.

AMÉLIORATION D'UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ TENANT COMPTE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES, DES NIVEAUX PRÉSCOLAIRES À LA FIN DES ÉTUDES SECONDAIRES, EN PARTICULIER POUR LES FILLES

Le Canada s'efforce d'améliorer l'offre pour tous d'une éducation et d'un apprentissage de qualité accessibles et tenant compte de l'égalité des genres. C'est particulièrement le cas pour les jeunes et les adolescentes, les femmes et les groupes marginalisés dans les pays en développement, y compris ceux qui sont touchés par les conflits ou en situation de crise ou en contexte humanitaire. Cette éducation et cet apprentissage seraient offerts dès la petite enfance, jusqu'à la fin des études secondaires.

Le Canada a contribué à renforcer la capacité des ministères de l'Éducation, des acteurs du domaine et des principaux intéressés. Il met stratégiquement l'accent sur l'amélioration de l'accès à une éducation inclusive de qualité pour les jeunes filles et les adolescentes, les femmes et les groupes marginalisés. L'éducation doit être offerte dans des locaux sûrs, sécurisés et accueillants qui répondent à leurs besoins particuliers et aplanissent les obstacles uniques auxquels ils sont confrontés.

Le Partenariat mondial pour l'éducation est un regroupement de partenaires qui vise à assurer une éducation de qualité inclusive et équitable pour tous. Entre 2014 et 2018, le Canada a versé 120 millions de dollars au Partenariat mondial pour l'éducation. Cela a aidé 18,5 millions d'enfants (dont 8,8 millions de filles) à fréquenter l'école. En outre, 76 % des enfants vivant dans les pays partenaires ont terminé l'école primaire, et 50 % ont terminé le premier cycle de l'école secondaire. En janvier 2018, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il allait doubler son investissement annuel dans le Partenariat mondial pour l'éducation, en fournissant un financement supplémentaire de 180 millions de dollars entre 2018 et 2020.

En 2017-2018, Affaires mondiales Canada a conclu un projet de 18 millions de dollars sur deux ans et demi en partenariat avec Right To Play International, intitulé « Jouer pour l'avancement de l'éducation de qualité ». Le projet adoptait une approche pédagogique et un enseignement ludiques. Il a contribué à améliorer la qualité de l'éducation de filles et de garçons dans huit pays, à savoir le Bénin, le Ghana, le Libéria, le Mali, le Mozambique, le Pakistan, le Rwanda et la Tanzanie. Le soutien du Canada a contribué à améliorer le niveau de scolarité sur le plan de la persévérance, de l'achèvement des études et de l'obtention de meilleures notes. Le soutien du Canada a également amélioré la participation. Sur les 478 428 enfants qui fréquentaient une école officielle, la moitié environ étaient des filles; les élèves (filles et garçons) étaient âgés de 2 à 15 ans. En outre, on comptait 92 069 enfants et jeunes dans les milieux communautaires.

Au Burkina Faso, grâce à son Programme de développement stratégique de l'éducation de base, le gouvernement du Canada élargit l'accès à une éducation de base de qualité, en particulier pour les filles. En 2017, l'accès des filles à une éducation de base de qualité s'est sensiblement amélioré. En outre, les filles affichaient un taux d'inscription brut à l'école primaire et un taux d'achèvement plus élevés que les garçons. La même année, le nombre de filles qui étaient inscrites à des études post-primaires et les avaient terminées a augmenté de 20 % pour atteindre le même niveau que les garçons.

En Afghanistan, le Programme communautaire d'enrichissement de l'éducation est mis en œuvre grâce à deux partenaires.

Pays : Ghana ©Sinapi Aba Saving and Loans (SASL)

École communautaire de Sabs Dayspring à Ahodwo, au Ghana

Sabrina Matina Brempong est la fière propriétaire de l'école communautaire de Sabs Dayspring, située dans la ville d'Ahodwo, Kumasi, au Ghana. Elle a ouvert l'école en 2015, avec seulement deux enfants au tout début. En 2017, grâce au projet Intégration financière pour le développement des entreprises, Sabrina a contracté son premier prêt de 50 000 cedis ghanéens (14 000 $). En 2018, 117 enfants sont inscrits à l'école de Sabrina. Par conséquent, non seulement ces 117 enfants ont accès à une éducation de qualité abordable, mais de bons emplois ont également été créés pour les enseignants et les autres employés de l'école. En contribuant à la prestation de services en ligne et à domicile, le Canada joue un rôle de chef de file. Il améliore l'accès des femmes entrepreneurs ghanéennes comme Sabrina à des produits financiers adaptés à leurs besoins.

Le programme donne aux enfants un meilleur accès aux occasions d'éducation et d'apprentissage, et en particulier aux filles qui habitent dans des collectivités isolées et rurales. Le Canada stimule l'innovation grâce à une éducation communautaire qui complète l'école officielle. Les enfants, en particulier les filles qui autrement n'auraient aucun accès à l'éducation, ont bénéficié de ce programme d'éducation innovant. Les cours sont donnés à domicile et dans d'autres locaux reconvertis. Grâce aux efforts de Catholic Relief Services, un total de 132 écoles communautaires a été établi dans les provinces d'Herat, de Ghor, de Daykundi et de Bamyan situées à l'ouest et au centre de l'Afghanistan. CARE Canada a également soutenu un total de 110 écoles communautaires dans les provinces de Parwan et de Kapisa, dans le nord du pays. En 2017-2018 exclusivement, Catholic Relief Services a établi 94 écoles communautaires dans 75 collectivités. Cela a donné accès à l'éducation à 1 017 élèves (dont 52 % étaient des filles). CARE Canada a mis sur pied 37 classes et donné accès à une éducation de base sécuritaire de qualité à 1 076 élèves (dont 63 % étaient des filles)

En 2017-2018, le gouvernement du Canada a poursuivi son partenariat avec l'organisation à but non lucratif CODE par l'intermédiaire du projet Kenya en lecture pour améliorer le rendement en lecture et en écriture dans 70 écoles dans le comté de Kajiado, au Kenya. Le projet a considérablement relevé le niveau d'alphabétisme, soit de plus de 20 % en moyenne par année par rapport aux écoles qui ne bénéficient pas du soutien du programme. Ce projet a profité directement à 8 022 garçons et à 7 830 filles qui ont amélioré leurs habiletés en lecture et en écriture. Il a également renforcé le perfectionnement professionnel de 128 enseignants et de 226 enseignantes. En outre, le projet a distribué 17 185 livres, y compris des livres dans la langue locale, le maa, aux bibliothèques scolaires du Kenya, pour soutenir l'alphabétisation et l'éducation des filles et des garçons. L'utilisation de la langue maternelle est une approche inédite et innovante au Kenya, qui a facilité l'alphabétisation.

INNOVATION

En Amérique latine, 48 % des diplômés d'établissements scolaires ne peuvent comprendre un texte élémentaire, et 62 % sont incapables de faire des calculs simples. Avec l'aide du CRDI, l'Université EAFIT à Medellín, en Colombie, a lancé en 2016 un projet visant à relever ces défis. Le projet a cerné les bonnes pratiques qui intègrent les technologies d'information et de communications (TIC) dans les salles de classe. Avec le soutien du ministère colombien de l'Éducation et du Secrétariat de l'Éducation à Bogotá, les constatations du projet ont été répliquées à grande échelle avec succès dans 300 écoles aux quatre coins du pays. En juin 2017, le Secrétariat de l'Éducation de Bogotá a présenté le Plan Saber Digital, qui tire parti des constatations du projet et représente les premières grandes lignes d'une politique publique sur l'intégration des TIC et l'innovation en vue d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage.

Au Honduras, le gouvernement du Canada a encouragé la décentralisation et le renforcement de la gestion de l'éducation de base dans 7 des 18 régions (départements) du pays. Il a accordé une attention particulière aux questions relatives à l'égalité des genres. Par conséquent, 90 % des gestionnaires de l'enseignement ciblés ont commencé à adopter une approche de participation communautaire dans la gestion de l'éducation à l'échelle locale. En 2017-2018, 562 membres d'organisations communautaires, dont la moitié étaient des femmes, ont participé à des processus visant à accorder la priorité aux besoins éducatifs dans les budgets municipaux. De nouvelles démarches de mobilisation communautaire tenant compte de l'égalité des genres ont favorisé la promotion de la participation égale des femmes.

Au Pérou, le soutien du gouvernement du Canada au projet FORGE en collaboration avec le ministère national de l'Éducation et les gouvernements régionaux a donné lieu à l'élaboration d'un nouveau programme d'études en éducation de base qui répond à des normes de qualité internationales. Ce projet a profité aux quelque 8,7 millions

d'élèves inscrits en 2017, et qui profitera à tous ceux et celles qui s'inscriront dans l'avenir. L'assistance technique du Canada a joué un rôle essentiel dans l'intégration des droits de la personne, de l'inclusion, de l'éducation sexuelle complète et de l'égalité des genres dans le programme d'études. Le nouveau programme d'études place l'égalité des genres au centre du projet social et politique du Pérou. Il a également contribué à la création de la plateforme Éducation et Égalité, qui rassemble des organisations de la société civile menant des efforts soutenus pour que le programme d'études continue de mettre l'accent sur l'égalité des genres.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À UN PERFECTIONNEMENT DES COMPÉTENCES DE QUALITÉ POUR LES JEUNES ET LES ADULTES, EN PARTICULIER POUR LES ADOLESCENTES ET LES FEMMES

Le Canada vise à améliorer l'accès à un enseignement et à une formation techniques et professionnels (EFTP) de qualité, tenant compte de l'égalité des genres et fondés sur la demande, à des compétences essentielles, à une éducation supérieure et à des perspectives de travail décentes. Il cible particulièrement les jeunes, les adolescentes, les femmes et les groupes marginalisés dans les domaines non traditionnels et mieux rémunérés. Cela comprend ceux qui sont touchés par les conflits ou en situation de crise ou en contexte humanitaire. Cet objectif sous-entend le renforcement de la capacité des gouvernements, des établissements de formation, du secteur privé et d'autres intervenants. Grâce à une capacité accrue, ces groupes peuvent enseigner les compétences et fournir la formation dont les jeunes et les adultes ont besoin pour trouver un emploi durable et valorisant. Les efforts du Canada mettent un accent stratégique sur le perfectionnement des compétences et la formation tenant compte de l'égalité des genres, en particulier pour ceux et celles qui n'ont pas reçu une éducation de qualité.

En 2017-2018, le Canada a poursuivi son partenariat avec le gouvernement du Bangladesh et l'Organisation internationale du travail dans le cadre d'un projet de 19,5 millions de dollars visant à améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité du système EFTP du Bangladesh, en particulier pour les femmes et les groupes défavorisés. En 2017, 15 178 personnes (dont 5 294 femmes) ont reçu une formation. La formation comprenait des professions non traditionnelles, telles que la charpenterie, le polissage de la laque, le rembourrage de meubles, la menuiserie, la réfrigération et l'air conditionné, et les services de restauration. La plupart des apprentis ont trouvé un emploi dans les six mois suivant leur formation. Dans le cadre d'un financement souple, les projets pilotes de développement de partenariats publics-privés commencés en 2015 se sont poursuivis en 2017.

Quatre partenariats publics-privés ont été établis en 2015 et en 2016; un cinquième a été mis sur pied à l'établissement Rangpur Technical School and College en juin 2017. Ces projets pilotes ont eu pour résultat l'élaboration de quelques approches innovantes du financement du développement des compétences en débloquant des ressources provenant d'industries privées. En 2017, cinq projets pilotes de partenariat public-privé étaient opérationnels :

- Graphic Arts Institute à Dacca;
- Narayanganj Technical School and College;
- Barisal Technical School and College;
- Panchagarh Technical School and College;
- Rangpur Technical School and College.

Pays : Guatemala © Diego Martinez

Renforcement du pouvoir des femmes à Alta Verapaz, au Guatemala

« Lorsque j'ai terminé l'école secondaire, mes parents m'ont dit que je ne pouvais pas poursuivre mes études. Nous n'avions pas assez d'argent, et mes frères avaient la priorité. Un jour, j'ai entendu parler du programme de formation de Tula pour infirmières auxiliaires à la radio. J'y suis allée, j'ai passé l'examen et j'ai obtenu une bourse financée par le gouvernement canadien.

« Pendant ma dernière année, j'ai appris que l'un de mes frères devait quitter l'école, parce que ma famille connaissait des difficultés financières. Je l'ai pris chez moi, j'ai parlé au directeur de l'école et j'ai promis de payer les dépenses de mon frère une fois que j'aurais obtenu mon diplôme et trouvé du travail, ce qui s'est produit plus tard dans l'année. Maintenant, mon frère est enseignant, et je travaille avec Tula et le Canada pour améliorer les services de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans les collectivités isolées. Je continue de prier pour tous ceux qui ont rendu cela possible. »

– Heidi Agustina, d'Alta Verapaz, au Guatemala

Ces approches innovantes ont contribué à la formulation de différents modèles de flexibilité en financement du développement des compétences et à l'établissement de liens entre l'industrie et les instituts.

En Bolivie, le gouvernement du Canada, en collaboration avec Collèges et instituts Canada, soutient des efforts visant à améliorer la qualité de l'EFTP et à renforcer les perspectives d'emploi des étudiants. Le projet a augmenté la qualité et la pertinence de l'EFTP, ainsi que la capacité du ministère bolivien de l'Éducation et des instituts d'EFTP de coopérer avec le secteur privé. Par conséquent, 100 % des programmes soutenus ont désormais un programme d'études tenant compte de l'égalité des genres, 86 % des enseignants ont reçu des évaluations du rendement positives et des partenariats d'EFTP ont été noués avec 154 entreprises du secteur privé.

Au Sénégal, le Canada a soutenu le renforcement du pouvoir des femmes grâce à une formation professionnelle dans le cadre du projet Essor du secteur privé par l'éducation pour l'emploi, dirigé par Collèges et instituts Canada. Un modèle de partenariat innovant a été élaboré entre 14 établissements de formation sénégalais et des cégeps, instituts et collèges canadiens. Par conséquent, 1 278 jeunes femmes ont reçu une formation en 2017-2018 dans des domaines qui répondent aux besoins du marché du travail et donnent accès à des emplois bien rémunérés.

Chaque année, au Maroc, 350 000 adolescents quittent l'école prématurément pour se diriger vers un avenir incertain. Ils n'ont aucune qualification professionnelle et leur éducation est limitée. Bon nombre de ces jeunes se retrouvent rapidement rejetés et survivent en marge de la société. Le projet Forsa, dirigé par le Canada en collaboration avec l'UNICEF, cherche à réintégrer ces adolescents au cœur de la politique publique. Il les aide à acquérir les compétences essentielles indispensables à leur réussite, et leur donne notamment une deuxième chance de suivre des études et une formation. Ce projet permet à certains d'entre eux d'échapper à un avenir incertain et de réussir avec dignité.

À l'échelle mondiale, moins de femmes que d'hommes ont accès aux télécommunications et aux technologies de l'information et de la communication (TIC), comme l'accès à Internet. Cette fracture entre les genres est plus apparente dans les pays en développement. La Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC est une initiative de sensibilisation soutenue par tous les États membres de l'Union internationale des télécommunications, y compris le Canada. Elle vise à créer un environnement international qui encourage les filles et les jeunes femmes à poursuivre des études et à envisager une carrière dans le secteur des TIC et leur donne les moyens de le faire. Le 27 avril 2017, plus de 70 000 filles de 134 pays ont participé à l'un des 2 100 événements de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC.

Ces événements se sont déroulés dans :

- 30 pays de la région de l'Afrique;
- 33 pays de la région des Amériques;
- 12 pays dans les États arabes;
- 20 pays de la région de l'Asie-Pacifique;
- 6 pays de la Communauté des États indépendants;
- 33 pays d'Europe.

Statistique Canada apporte une expertise statistique canadienne au Groupe de coopération technique des Nations Unies pour l'éducation,

Pays : Jordanie © Vision Mondiale Canada

École pour les grands en Jordanie

Hadeel, une réfugiée brillante et réfléchie âgée de 11 ans, se souvient de sa vie avant son arrivée en Jordanie : « J'étais à l'école maternelle en Syrie. J'étais tellement contente de commencer l'école pour les grands. Mais ensuite la guerre a éclaté, et j'ai dû venir ici. » Au début, Hadeel, sa mère et ses sœurs se sont installées dans le camp de réfugiés de Zaatari, près de la frontière nord entre la Jordanie et la Syrie. Malheureusement, elle n'a pas pu aller à « l'école pour les grands », comme elle en rêvait. Aujourd'hui, Hadeel vit à l'extérieur du camp et est en mesure de fréquenter une école jordanienne, grâce au soutien du Canada et d'autres donateurs. Le temps qu'elle a passé à l'école l'a aidée à rattraper quatre ans d'apprentissage manqué. « La première fois que je suis entrée dans la classe, j'étais vraiment tendue et silencieuse, se souvient Hadeel. Mais ensuite, j'ai lentement commencé à prendre part aux discussions en classe. » Non seulement l'apprentissage prépare les enfants pour leur avenir, mais les écoles offrent souvent un espace sûr et une protection essentielle des enfants, en particulier des filles.

la science et la culture sur les indicateurs thématiques relatifs aux ODD. Le Groupe de coopération technique comprend des représentants des pays développés et des pays en développement. La solide expertise statistique du Canada a trait au des méthodologies statistiques robustes qui permettent aux pays, y compris les pays en développement, de mieux mesurer les progrès accomplis vers cet objectif vital.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION ET À UN PERFECTIONNEMENT DES COMPÉTENCES DE QUALITÉ POUR TOUS, EN PARTICULIER POUR LES FILLES ET LES FEMMES VIVANT DANS DES ÉTATS FRAGILES ET DES SITUATIONS DE CONFLIT ET DE PRÉCARITÉ

Le Canada a pour objectif d'améliorer l'accès à une éducation et à un perfectionnement des compétences de qualité tenant compte de l'égalité des genres pour tous, en particulier pour les jeunes, les adolescentes, les femmes et les groupes marginalisés. Le Canada appuie un ensemble de services de scolarisation provisoire, y compris l'éducation communautaire, en situation de conflit et de crise. Il soutient également le renforcement de la capacité des ministères de l'Éducation, des gouvernements hôtes et des intervenants en éducation à coordonner et à offrir des services d'éducation et de perfectionnement des compétences dans de telles situations. Cet objectif comprend une orientation stratégique axée sur la réduction des obstacles à l'accès à une éducation de qualité et au perfectionnement des compétences chez les personnes déplacées et touchées par des crises et celles qui se trouvent dans les endroits les plus inaccessibles.

Avec le soutien du Canada, l'initiative L'éducation ne peut attendre, un fonds mondial pour l'éducation en situation de crise, a commencé à produire des résultats dans les pays partenaires. En mars 2018, on avait investi 81 millions de dollars dans 14 pays touchés par des conflits, des déplacements de la population et des catastrophes naturelles. Ces investissements ont aidé plus de 650 000 enfants et jeunes, qui comptent parmi les plus vulnérables et les plus difficiles à joindre de la planète, à obtenir une éducation de qualité.

En Colombie, en 2017-2018, le gouvernement du Canada a soutenu des efforts visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité pour plus de 25 000 enfants et jeunes vivant dans les régions rurales de Colombie les plus ravagées par les conflits. Les filles et les femmes représentent 53 % de ce groupe. Le soutien du Canada a également permis à plus de 1 000 enseignants de recevoir une formation sur le programme d'études tenant compte de l'égalité des genres, la planification de l'amélioration des écoles et les modèles d'apprentissage flexibles.

De tels modèles rendent l'éducation possible pour les jeunes mères et les autres membres des populations vulnérables que la scolarisation traditionnelle ne touche pas. Par conséquent, les enfants et les jeunes à risque possèdent de meilleures compétences et de meilleurs réseaux pour bâtir leur avenir. Ils peuvent éviter le cycle du crime et de la violence qui a affligé bon nombre des régions isolées de la Colombie.

Au Liban, le Canada s'associe à l'UNICEF dans le cadre du projet Éducation, accès et apprentissage au Liban. Ce projet de 15 millions de dollars vise à améliorer l'environnement d'apprentissage pour les réfugiés syriens et les enfants libanais et à s'assurer qu'ils reçoivent une éducation de meilleure qualité. En 2017-2018, un projet pilote sur la politique de protection de l'enfant a formé 900 conseillers, enseignants et directeurs d'école. Vingt écoles ont désormais des mécanismes de prévention et d'intervention dans les cas de protection de l'enfant et de violence basée sur le genre. Les enseignants et le personnel éducatif peuvent aider à repérer, gérer et transmettre les cas d'abus et de violence à l'égard des filles et des garçons.

Pays : Cisjordanie © AMC

DIGNITÉ HUMAINE : ACTION HUMANITAIRE TENANT COMPTE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

Une action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres est essentielle pour protéger et aider les plus vulnérables dans les situations de crise et leur permettre d'obtenir rapidement et en toute sécurité une aide appropriée. Pour protéger les personnes touchées par une crise et répondre à leurs différents besoins, l'action humanitaire doit les aider à

prendre part aux processus de prise de décisions qui ont une incidence sur leur vie. Cela signifie également qu'il faut tenir compte des répercussions de la discrimination systémique fondée sur le genre, l'âge, le handicap et d'autres facteurs.

En 2017-2018, le Canada a fourni une aide humanitaire estimée à 852 millions de dollars. Le Cette aide tenant compte de l'égalité des genres s'articule autour de trois objectifs : sauver des vies, alléger la souffrance et préserver la dignité des personnes qui sont touchées par des conflits ou des catastrophes naturelles.

En 2017-2018, 95 % des projets d'aide humanitaire du Canada intégraient pleinement les principes de l'égalité des genres. Les efforts du Canada dans le domaine de l'action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres étaient résolument axés sur le soutien à la santé sexuelle et reproductive en situation de crise. En 2017-2018, le Canada a accordé 68,7 millions de dollars pour soutenir les services de santé sexuelle et reproductive de ses programmes d'aide humanitaire. Cette aide s'inscrit dans la lignée de l'engagement du Canada de 650 millions de dollars sur trois ans à l'égard de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

Dans le champ d'action de la dignité humaine, le Canada a axé ses efforts d'aide humanitaire tenant compte de l'égalité des genres sur :

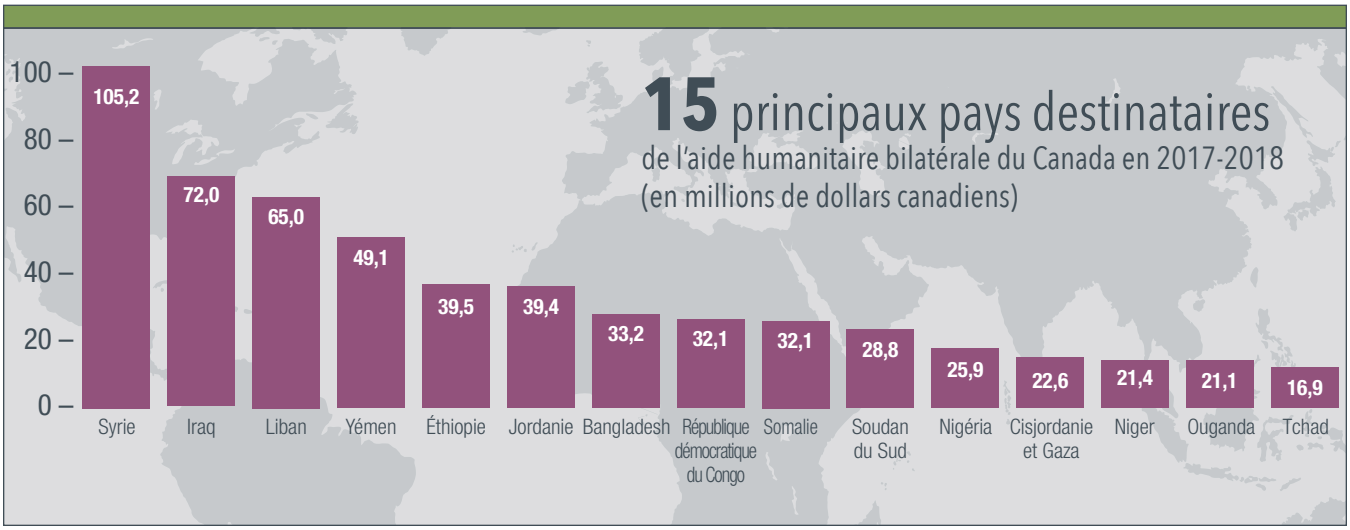
- la satisfaction des besoins sexospécifiques des populations touchées par les crises;
- la direction des efforts mondiaux visant à établir un système d'aide humanitaire tenant compte de l'égalité des genres;
- les moyens donnés aux femmes et aux filles pour agir à titre de catalyseurs du changement dans les situations de crise humanitaire.

SATISFACTION DES BESOINS SEXOSPÉCIFIQUES DES POPULATIONS TOUCHÉES PAR LES CRISES

À l'échelle mondiale, plus de 141 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire immédiate en 2017 en raison de situations de conflit, d'insécurité alimentaire aiguë et de catastrophes naturelles. Le Canada appuie l'octroi d'une aide humanitaire fondée sur des principes, fournie en temps opportun et adaptée aux besoins, qui sauve des vies, soulage les souffrances et préserve la dignité des personnes touchées.

Le Canada comprend également que l'action humanitaire doit considérer ceux et celles qui ont besoin d'aide humanitaire comme de puissants catalyseurs du changement. Il faut leur donner le pouvoir de participer aux processus de prise de décisions qui ont une incidence sur leur vie. C'est la seule manière de protéger efficacement les personnes en situation de crise, y compris les femmes et les filles, de répondre à leurs besoins différenciés et de préserver leur dignité humaine.

La montée de la violence au Myanmar depuis le 25 août 2017 a gravement limité l'accès humanitaire. Cette violence restreint la livraison de denrées alimentaires essentielle, de médicaments et d'autres produits de base aux habitants du nord de l'État de Rakhine, en particulier la population rohingya. L'exode massif de plus de 725 000 Rohingya au Bangladesh, dont la majorité sont des femmes et des enfants, s'ajoute aux nombreux réfugiés déjà présents au Bangladesh. Le Canada a consenti un financement d'aide humanitaire de 45,9 millions de dollars au Myanmar et au Bangladesh pour répondre aux besoins des populations touchées par cette crise. Ces fonds comprennent un financement versé au FNUAP et à CARE pour les aider à fournir des renseignements et des services aux réfugiés rohingyas dans 22 espaces adaptés aux femmes à Cox's Bazar, au Bangladesh.



Plus de 300 000 femmes ont reçu de l'information sur la violence basée sur le genre et des services pour la santé sexuelle et reproductive.

En outre, en octobre 2017, Affaires mondiales Canada a lancé le Fonds de secours pour la crise au Myanmar afin d'aider les Rohingya touchés par la violence au Myanmar. Ce fonds a poussé la population canadienne à s'engager et a renforcé la réponse de la société civile à la crise humanitaire au Bangladesh et au Myanmar. Entre le 25 août et le 28 novembre 2017, les Canadiennes et les Canadiens ont généreusement fait don de plus de 12,5 millions de dollars à des organismes de bienfaisance inscrits par l'intermédiaire du fonds.

En Syrie, après huit ans de conflit, plus de 13,1 millions de personnes ont encore besoin d'aide humanitaire, et 5,6 millions d'entre elles en ont urgemment besoin. Les pays voisins tels que la Jordanie et le Liban continuent à accueillir de nombreux réfugiés syriens. Ces derniers font face à de nombreuses difficultés, notamment les possibilités d'emploi limitées, l'épuisement des économies et les mécanismes d'adaptation négatifs qu'ils ont été forcés d'adopter pour survivre. En 2017-2018, dans le cadre de sa stratégie triennale (2016-2019) au Moyen-Orient, le Canada a accordé 280 millions de dollars en aide humanitaire à des partenaires expérimentés. Ces fonds les ont aidés à répondre aux besoins humanitaires en Syrie, en Iraq, au Liban et en Jordanie.

Cela comprend la satisfaction des besoins élémentaires, tels que :

- la nourriture et la nutrition;
- l'eau et l'assainissement;
- les services de santé, y compris les services de santé sexuelle et reproductive;
- la protection.

Avec le soutien du Canada et d'autres donateurs, le FNUAP a prodigué des services de santé reproductive à plus de 4,8 millions de personnes en Syrie, en Iraq, au Liban et en Jordanie. Cela a permis une planification familiale et des accouchements sans risque, même parmi les personnes déplacées. Le soutien direct du Canada en Syrie et dans la région a apporté une aide à plus de 80 espaces sûrs pour les femmes et les filles. L'aide sous la forme de services de prévention et d'intervention a touché près de 270 000 victimes de violence basée sur le genre, et de victimes potentielles d'une telle violence.

Le Canada a apporté des contributions essentielles à l'appui de l'action humanitaire en 2017-2018. En 2017, plus de 55 millions de personnes au Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud, au Yémen et dans les pays avoisinants ont fait face à une famine sans précédent, à une insécurité alimentaire et à des évacuations forcées en raison de conflits. Le Canada a versé plus de 295 millions de dollars pour aider ceux et celles qui ont été dévastés par ces crises. La contribution comprenait une somme de 21,4 millions de dollars provenant du Fonds de secours contre la famine lancé par le gouvernement du Canada en mai 2017.

Pays : Bangladesh © Maria De La Guardia

Ces fonds appuyaient les efforts déployés par des partenaires multilatéraux tels que le Programme alimentaire mondial, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'UNICEF, ainsi que par les organisations non gouvernementales, pour fournir une aide humanitaire vitale aux personnes touchées.

Le Canada fournit une aide humanitaire suivie pluriannuelle de 72 millions de dollars en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les fonds contribuent à répondre aux besoins en sécurité alimentaire, en services de santé, en protection, en logement et en moyens de subsistance. Ils servent également à répondre aux besoins des victimes de violence basée sur le genre.

En soutenant les réfugiés palestiniens vulnérables par l'intermédiaire de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient en 2017-2018, le Canada a contribué à :

- fournir une éducation à 526 646 enfants (en parité totale entre filles et garçons);
- offrir plus de 8,3 millions de consultations de soins de santé primaires (qui comprenaient des services de soins de santé reproductive et un soutien pour les mères, les nouveau-nés et les enfants);
- fournir à plus de 255 000 personnes un filet de sécurité sociale;
- donner à 7 688 jeunes un enseignement et une formation techniques et professionnels:
- accorder des micro-prêts à 13 756 réfugiés palestiniens.

Le soutien du Canada au Programme alimentaire mondial a permis la distribution d'aliments nutritifs ou de bons d'alimentation par voie électronique aux ménages pauvres de Cisjordanie et de Gaza. Cela a aidé plus de 200 000 membres de la population palestinienne la plus vulnérable. Ces bons ont permis aux réfugiés palestiniens d'acheter des aliments nutritifs produits localement dans des magasins locaux, ce qui a donné lieu à des avantages économiques secondaires. Des séances de sensibilisation à la valeur de la nutrition accompagnaient les bons d'alimentation. Cela a apporté de l'aide aux femmes, puisque c'est

principalement elles qui, traditionnellement, préparent les repas et prennent les décisions au sujet des aliments.

Les personnes handicapées sont un groupe particulièrement marginalisé dans la bande de Gaza. Par l'entremise de l'organisme de bienfaisance Humanité et Inclusion Canada, le Canada a soutenu l'inclusion et la participation significative des personnes handicapées en fournissant :

- 42 851 séances de réadaptation multidisciplinaires pour 1 791 personnes handicapées;
- 589 accessoires fonctionnels à 573 personnes handicapées, ce qui a augmenté la mobilité dans leur vie quotidienne;
- des locaux d'apprentissage améliorés et des ressources éducatives supplémentaires à plus de 330 enfants handicapés et à plus de 65 enseignants;
- un soutien psychosocial et des services d'orientation pédagogique à plus de 220 enfants handicapés ainsi qu'à plus de 575 membres de leurs familles.

Approche pangouvernementale du Canada concernant les réfugiés

Le Programme d'aide à la réinstallation d'IRCC aide les réfugiés pris en charge par le gouvernement et les personnes vivant des situations semblables à celles des réfugiés qui sont accueillis au Canada. Lorsqu'elles arrivent au Canada, ces personnes sont admises pour des motifs liés à l'intérêt public, ou d'ordre humanitaire, et par compassion. Le Programme d'établissement d'IRCC vise à aider les néo-Canadiens, y compris les réfugiés, à surmonter les obstacles qui se dressent devant les nouveaux arrivants.

En 2017-2018, 78 945 réfugiés ont reçu au moins un service d'établissement et 17 804 clients particuliers ont reçu un service du Programme d'aide à la réinstallation (dans les deux cas, les chiffres réfèrent aux personnes à l'extérieur du Québec). Toutes les personnes protégées ont droit aux services d'établissement, tels que la formation linguistique, les services liés à l'emploi et les séances d'information.

Le Programme fédéral de santé intérimaire, financé par IRCC, fournit une couverture de santé temporaire aux demandeurs d'asile. La couverture est offerte jusqu'à ce que les demandeurs soient admissibles à l'assurance-maladie provinciale ou territoriale et à certains services médicaux préalables au départ. En 2017-2018, 56 250 réfugiés réinstallés bénéficiaient de la couverture du programme, et ils étaient 31 015 à avoir utilisé les services. En outre, 87 077 demandeurs d'asile étaient couverts par le programme en attente de la décision d'IRCC concernant leur demande d'asile. Sur ces derniers, 63 228 demandeurs d'asile ont eu recours à ces services.

Le Canada appuie aussi AISHA, une organisation de femmes palestinienne qui œuvre à faire progresser les droits des femmes ayant des handicaps, qui sont réfugiées, qui ont été déplacées de force à l'intérieur de leur pays ou qui ont fait l'objet de violence sexuelle ou basée sur le genre. Le soutien du Canada permettra à AISHA de fournir des services vitaux qui aideront des personnes et des communautés. Ces services comprennent :

- des séances de counseling psychologique individuelles et de groupe;
- le renforcement des capacités pour les fournisseurs de service qui travaillent avec des femmes ayant des handicaps;
- des séances de sensibilisation aux besoins particuliers des femmes qui ont des handicaps à l'intention des familles et d'autres leaders communautaires tels que les moukhtars.

Par l'intermédiaire de Save the Children Canada, une organisation non-gouvernementale, le Canada a également fourni des services de santé à plus de 950 enfants atteints de handicaps ou de maladies chroniques. Les enfants ont bénéficié d'examens médicaux périodiques, de soins de physiothérapie et d'ergothérapie, et d'un soutien psychosocial.

En septembre 2017, des ouragans ont ravagé certaines parties des Caraïbes. L'ouragan Irma, de catégorie 5+, et l'ouragan Maria, de catégorie 5, ont causé des dégâts étendus, notamment aux îles Turks et Caicos, à Puerto Rico, à Antigua-et-Barbuda et en Dominique. Les maisons et l'infrastructure ont subi de lourds dommages, ce qui a sévèrement compromis la prestation de l'aide humanitaire. Le Canada a déployé son Équipe d'intervention en cas de catastrophe à deux reprises : à Antigua-et-Barbuda et en Dominique. (L'équipe est dirigée par Affaires mondiales Canada avec les Forces armées canadiennes.) Le Canada a également envoyé du personnel et des moyens militaires importants pour appuyer l'action humanitaire, dont une unité opérationnelle conjointe à la Barbade pour coordonner le personnel et les ressources des Forces armées canadiennes. En outre, le NCSM St. John's a été déployé dans les îles Turks et Caicos et en Dominique. Le navire et son équipage étaient chargés de livrer des secours humanitaires, de purifier l'eau. Le navire était un endroit idéal pour soutenir les opérations pangouvernementales. Un détachement d'hélicoptère a assuré le transport en provenance et à destination du navire dans les zones touchées. Le Canada a également déployé d'autres aéronefs et membres du personnel spécialisés au cours de cette opération.

Le Canada a également soutenu l'action humanitaire d'autres manières notables. Par exemple, l'Agence spatiale canadienne est membre de la Charte internationale Espace et catastrophes majeures. Les agences spatiales membres de cette charte internationale fondée en 2000 font don aux organisations de données spatiales recueillies par satellite en appui aux efforts d'intervention lors des urgences causées

par les catastrophes majeures. Leurs efforts combinés atténuent les répercussions sur la vie humaine et réduisent les dommages. L'Agence spatiale canadienne offre gratuitement à l'utilisateur final de précieuses données obtenues par RADARSAT-2. La charte a été activée à l'occasion de plus de 520 catastrophes dans plus de 120 pays. En 2017, le Canada a offert 24 des 44 activations, fournissant 108 scènes traitées (images prises par satellite).

Le Canada collabore avec des partenaires internationaux, notamment l'UNHCR, pour aider et protéger les réfugiés et les autres personnes déplacées de force. Les réfugiés s'enfuient au-delà des frontières de leur pays natal en raison de graves menaces pour leur vie, de menaces de graves préjudices corporels ou de menaces pour la liberté. Ils ont besoin de protection, d'une aide d'urgence et d'autres formes de soutien.

Par exemple, dans la crise en Syrie, la protection des enfants est un besoin primordial. En 2017, avec l'aide du Canada et d'autres donateurs, l'UNHCR a accordé un soutien à plus de 694 000 filles et garçons dans la région. Parmi les services fournis, on compte l'appui psychosocial et l'accès aux services sociaux, y compris pour les enfants séparés de leur famille et ceux qui ont été victimes de violence, d'abus ou d'exploitation. Le Canada œuvre également à protéger les populations touchées par la crise grâce à son engagement multilatéral. Citons par exemple le travail accompli par le Canada pour renforcer les résolutions des Nations Unies qui portent sur la protection des civils et le droit international des droits de l'homme.

Le leadership du Canada en matière de réinstallation des personnes à protéger est reconnu dans le monde entier. Le Canada protège les réfugiés et les personnes vulnérables en les accueillant au pays dans le cadre de son plan de gestion de l'immigration. Le Canada est membre de la communauté internationale et signataire de la Convention de 1951 sur les réfugiés et du Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés. L'UNHCR est le gardien de ces documents juridiques. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) travaille en étroite collaboration avec les partenaires internationaux, principalement l'UNHCR, pour offrir une protection à ceux qui en ont le plus besoin. La contribution d'IRCC représentait 462,9 millions de dollars en ADO en 2017-2018. Ce chiffre regroupe le soutien fédéral accordé aux réfugiés, aux réfugiés titulaires d'un permis de séjour et aux demandeurs d'asile en attente de la décision de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada en 2017-2018. Il comprend également des subventions administrées par l'intermédiaire du Programme d'élaboration de politiques en matière de migration d'IRCC à des projets relatifs à la migration et au renforcement des capacités des réfugiés dans les pays en développement pendant la même période.

Les demandeurs d'asile peuvent présenter une demande à un point d'entrée ou dans un bureau intérieur de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) ou d'IRCC. Ces demandes d'asile sont régies en partie par des traités internationaux que le Canada a promis de respecter. Pendant l'exercice 2017-2018, le Canada a reçu près de 54 000 demandes d'asile.

En 2017-2018, le Canada a réinstallé 24 456 réfugiés en provenance du monde entier. Cela comprenait la réinstallation de 1 200 victimes yézidis hautement vulnérables de la persécution par Daesh en 2017. Au total, 1 322 victimes de la persécution par Daesh sont arrivées au Canada, dont 1 234 victimes parrainées par le gouvernement et 88 victimes parrainées par des particuliers. IRCC continue de prendre des engagements pluriannuels visant à réinstaller les réfugiés pris en charge par le gouvernement. Les nouveaux engagements pluriannuels du Canada consistent à réinstaller 10 000 réfugiés en provenance d'Afrique et 10 000 réfugiés venus du Moyen-Orient entre 2018 et 2020.

Pays : Syrie ©CERT Training

Services médicaux d'urgence en Syrie

En Syrie, grâce au un financement canadien, des bénévoles ont été formés et équipés pour fournir des services médicaux d'urgence dans leurs collectivités locales par des équipes d'intervention en cas d'urgence communautaire (CERT). Rabab, chef d'équipe, explique ce qui l'a poussée à se porter volontaire :

« Nous formions un groupe de jeunes gens et nous avons commencé à nous demander ce que nous pourrions et devrions faire pour aider notre collectivité. Cela m'a poussé à me porter volontaire. Les CERT sont responsables du sauvetage des blessés en cas d'événement faisant un grand nombre de victimes. Nous sécurisons le périmètre, nous fournissons des premiers soins et nous transportons les blessés vers les établissements de santé, et nous sensibilisons la collectivité. Nous estimons que notre présence rassure les gens à la suite d'un événement qui a fait un grand nombre de victimes. Lorsque nous sommes sur les lieux, les gens nous reconnaissent, ils nous respectent et ils travaillent avec nous. Cela nous permet d'effectuer notre travail de manière plus efficace. »

MENER LES EFFORTS INTERNATIONAUX VISANT À METTRE SUR PIED UN SYSTÈME D'AIDE HUMANITAIRE TENANT COMPTE DES GENRES

La mise sur pied d'un système humanitaire tenant compte de l'égalité des genres améliore l'efficacité, l'efficience et la responsabilisation des interventions humanitaires. Il est possible de mieux tenir compte de l'égalité des genres dans le système humanitaire par :

- le renforcement de la capacité des acteurs humanitaires à tenir compte des dimensions sexospécifiques;
- l'amélioration de la responsabilisation afin de veiller à ce que l'action humanitaire tienne compte de l'égalité des genres;
- la préconisation de changements transformateurs dans les domaines clés.

Ces mesures permettent de s'assurer que les besoins particuliers et différenciés des femmes, des hommes, des filles et des garçons touchés par la crise sont satisfaits. Ces mesures permettent également de veiller à ce que la voix des femmes et des filles en particulier soit intégrée de façon constructive dans les interventions humanitaires. Pour ce faire, il faut s'assurer que les femmes et les filles participent aux processus de prise de décisions et que leur potentiel de catalyseurs du changement soit reconnu.

Pendant les crises, il est essentiel que les femmes et les filles puissent obtenir des services de santé sexuelle et reproductive en temps voulu de façon à contribuer à prévenir les décès, les maladies et les handicaps liés aux grossesses non désirées, aux complications obstétriques et aux troubles de la reproduction, ainsi qu'à la violence basée sur le genre. En 2017-2018, Affaires mondiales Canada a accordé 68,7 millions de dollars pour soutenir les services de santé sexuelle et reproductive dans ses programmes d'aide humanitaire, notamment en aidant des partenaires en action humanitaire expérimentés tels que le FNUAP, principale agence des Nations Unies sur la santé sexuelle et reproductive.

Le Canada appelle à la formulation d'une approche sexospécifique pour le Pacte mondial sur les réfugiés. Ce pacte cherchera à accorder une meilleure protection aux réfugiés vulnérables, renforcera leur pouvoir économique, affirmera les obligations juridiques internationales et stimulera la coopération internationale afin de permettre des interventions plus globales concernant les réfugiés. En 2017-2018, le Canada a activement défendu l'intégration dans le Pacte de mesures visant à faire progresser l'égalité des genres et à répondre aux besoins des femmes et des filles réfugiées, et aux risques qui les guettent. Le Canada a notamment organisé conjointement une réunion d'experts sur le genre au sein du Pacte. Le Canada a également œuvré de concert avec les États partageant la même vision afin de s'assurer que le Pacte

Pays : Bangladesh © Maria De La Guardia

reflète au mieux les pratiques en matière d'égalité des genres dans les interventions concernant les réfugiés.

Le Canada a également travaillé à la promotion d'un Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières tenant compte des sexospécificités. Le Pacte de migration constituera un cadre de coopération précieux pour renforcer la réponse internationale afin de relever les défis et d'exploiter les avantages de la migration. Le Pacte de migration utilise un langage fondé sur des données probantes et sur les droits humains, sensible au genre et aux besoins des enfants. L'engagement du Canada a été essentiel pour diffuser les meilleures pratiques et aider à assurer un soutien général et interrégional au Pacte de migration.

Le Canada appuie des programmes humanitaires pluriannuels conformément aux engagements pris dans le cadre du « Grand Bargain » noué en mai 2016 à l'occasion du Sommet mondial sur l'action humanitaire. Par exemple, au Moyen-Orient, ce financement pluriannuel fournit une certaine assurance aux fins de la planification et de la flexibilité pour permettre aux partenaires de financement de répondre aux conditions changeantes sur le terrain. Des ONG partenaires ont aussi noté que l'approche de financement pluriannuelle a permis de nouer de meilleurs contacts avec des communautés vulnérables, y compris, une meilleure compréhension des inégalités entre les genres en temps de crise.

Le Programme d'élaboration de politiques en matière de migration d'IRCC est un programme de subvention qui sert principalement à financer la contribution du Canada à des projets variés au sein des principaux forums internationaux, notamment :

- les Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés;
- la Conférence régionale sur les migrations;

- le Forum mondial sur les migrations et le développement.

En 2017-2018, le Canada a fourni des subventions à 13 projets techniques et de renforcement des capacités qui s'harmonisent avec les priorités d'IRCC et du gouvernement du Canada. En voici quelques-uns :

- le renforcement des systèmes de gestion de l'asile et de la migration;
- la promotion de la santé dans le contexte des migrations;
- la protection des migrants vulnérables;
- le soutien à un traitement administratif des femmes et des filles migrantes qui tient compte de l'égalité des genres;
- la promotion de voies de migration régulières;
- la lutte contre la migration irrégulière et la gestion des données et des renseignements sur l'identité des réfugiés;
- la reconnaissance des titres de compétences étrangers.

LES FEMMES ET LES FILLES À TITRE DE CATALYSEURS DU CHANGEMENT DANS LES SITUATIONS DE CRISE HUMANITAIRE

Le Canada s'efforce d'atténuer les vulnérabilités auxquelles les femmes et les filles sont confrontées en situation de crise. Les femmes et les filles en situation de crise peuvent être des catalyseurs du changement, et il faut encourager cette possibilité. Pour ce faire, il convient d'appuyer la voix et l'influence des femmes et des filles à tous les échelons de l'action humanitaire. Cela signifie l'élimination des obstacles qui se dressent devant leur accès aux services et leur protection, ainsi que des aléas systémiques.

Cela signifie également le soutien et la promotion d'une action humanitaire qui intègre les besoins et les intérêts stratégiques des femmes et des filles dans les situations de crise et qui cible les lacunes dans les programmes. Le Canada intègre le renforcement des capacités et la défense des intérêts à ses programmes d'aide humanitaire afin de soutenir un changement transformateur et durable pour les femmes et les filles.

Le Canada défend ardemment une participation accrue et valorisante des femmes et des filles à l'action humanitaire. Il a ainsi déployé des efforts de concert avec des partenaires humanitaires clés, notamment le Programme alimentaire mondial, l'UNHCR, le Comité international de la Croix-Rouge et l'UNICEF.

En particulier, le Canada a défendu les droits des femmes et des filles dans ses déclarations présentées devant les conseils exécutifs. Il a encouragé les partenaires à veiller à ce que les femmes et les filles participent au processus décisionnel afin de rendre les interventions humanitaires plus efficaces. Enfin, pour accroître la responsabilisation à l'égard des femmes et des filles en situation de crise, il a appuyé un suivi plus soutenu de l'aide humanitaire sur le terrain.

Grâce à un financement du gouvernement du Canada, l'action humanitaire de CARE Canada au Tchad contribue à apporter des changements dans les comportements pour qu'ils tiennent compte de l'égalité des genres. Une initiative de 2,6 millions de dollars sur deux ans, lancée en 2017, augmente les revenus et la participation économique des femmes grâce à des activités rémunératrices. Ces dernières comprennent l'accès à des services de microcrédit qui permettent la réalisation d'activités, notamment les petites entreprises ou la transformation et la production de produits agropastoraux. Un travail est également accompli auprès des dirigeants communautaires, en particulier les dirigeants religieux, afin qu'ils deviennent des acteurs indispensables de la sensibilisation et de la mobilisation communautaires en vue de modifier les normes sociales discriminatoires. CARE offre une formation en leadership aux dirigeants communautaires et fournit également un soutien technique à ceux et celles qui co-animent la formation. Les femmes reçoivent de l'appui dans la planification et la mise en œuvre du projet, ce qui contribue à assurer leur leadership. Ces différentes contributions du projet sont considérables, étant donné le contexte difficile dans lequel la mobilité des femmes est essentielle, tant pour elles que pour leur famille.

Le Canada compte parmi les principaux donateurs à l'action humanitaire tenant compte de l'égalité des genres du FNUAP en Syrie, en Iraq, au Liban et en Jordanie, fournissant un financement de 70,5 millions de dollars sur trois ans (2016-2019) dans la région. En 2017, le financement canadien a directement soutenu des cliniques et des espaces sûrs pour les femmes et les filles visant à aider plus d'un demi-million de femmes et de filles à obtenir des services de santé reproductive en Syrie et en Iraq. Les commentaires recueillis auprès de ces femmes et ces filles ont permis de reconnaître les obstacles qui limitent l'accessibilité aux établissements de santé. On s'attaquera à ces obstacles. En 2017, avec le soutien du Canada et d'autres donateurs, le FNUAP a fait en sorte que plus de 3,8 millions de personnes en Syrie et plus de 720 000 personnes en Iraq reçoivent des services de santé sexuelle et reproductive.

CROISSANCE AU SERVICE DE TOUS

Pour le Canada, une croissance qui profite à tous est une priorité. La croissance est au cœur de la réduction de la pauvreté et de l'instauration de la prospérité, de la paix et de la sécurité à grande échelle. La croissance inclusive forme la base du progrès dans tous les aspects du développement. Elle permet aux pays de réduire et même d'éliminer l'extrême pauvreté et devrait permettre à tous les segments de la population d'en bénéficier. Elle constitue le moyen le plus sûr pour les pays de générer les ressources et les capacités nécessaires à l'échelle nationale pour relever leurs défis en matière de développement, et notamment en santé, éducation et protection de l'environnement.

En 2017-2018, le Canada a investi 639 millions de dollars dans des initiatives relevant du champ d'action de la croissance au service de tous. Ces contributions ont notamment eu pour résultat :

- une augmentation de la participation économique et des revenus des femmes;
- une croissance des entreprises appartenant à des femmes;
- un renforcement des capacités des femmes qui occupent des postes d'influence.

De manière plus générale, les initiatives ont contribué au renforcement du pouvoir socio-économique des femmes, dont la position s'est élevée à un niveau égal au sein de leur famille et de leur collectivité, et ont contribué à leur sécurité financière.

Dans le champ d'action de la croissance au service de tous, le Canada axe ses efforts sur :

- la promotion des droits économiques et du leadership des femmes;
- la promotion de marchés inclusifs et de l'entrepreneuriat;
- la promotion de la sécurité et de la résilience financières.

Les exemples suivants mettent en évidence quelques-uns des moyens diversifiés et innovants grâce auxquels le Canada et ses partenaires cherchent à réaliser ces priorités. Le Canada travaille également en étroite collaboration avec le secteur privé pour veiller à ce que des méthodes de financement innovantes soient utilisées pour l'atteinte des objectifs de développement durable. Quelques exemples de ces efforts sont inclus dans la section Financement innovant pour le développement durable dans le présent rapport.

Pays : Éthiopie ©CERT Training

Entrepreneuriat des jeunes et création d'emplois en Éthiopie

Après avoir obtenu son diplôme universitaire, Meaza a lancé sa propre entreprise de production et de vente de détergent à Bahir Dar, une ville magnifique située dans le nord de l'Éthiopie, sur le lac Tana. Sa famille lui a donné un capital de démarrage de 10 000 birrs (600 $ CA) et son frère lui a donné une formation sur la production de détergent. En vertu de la stratégie de développement des microentreprises et des petites entreprises du gouvernement de l'Éthiopie, l'administration municipale de Bahir Dar lui a installé un petit magasin près de la station d'autobus de la ville. Meaza s'est très vite rendu compte qu'elle ne possédait pas les compétences clés nécessaires au maintien et au développement de ses activités. Elle avait besoin d'une formation sur la planification d'entreprise, la gestion financière, le marketing et la relation client. Avec l'aide du gouvernement du Canada et de l'organisation canadienne Digital Opportunity Trust, une entreprise à vocation sociale située à Ottawa, Meaza a acquis ces compétences. Elle a élargi sa clientèle et augmenté ses bénéfices. Elle vend désormais entre 80 et 100 litres de détergent par jour en moyenne et a dix employés.

PROMOTION DES DROITS ÉCONOMIQUES ET DU LEADERSHIP DES FEMMES

Le renforcement du pouvoir économique des femmes est essentiel à une croissance économique inclusive. Cependant, les obstacles à la voix, à l'influence et au leadership des femmes entravent leur accès aux

possibilités économiques. Citons par exemple les obstacles qui les empêchent de posséder des biens ou d'accéder aux services financiers, ou ceux qui les limitent sur le plan social.

Le Canada s'est efforcé d'éliminer certains de ces obstacles pour donner libre cours aux droits des femmes et à leur potentiel de contribuer au développement social et économique. Ces efforts visent à favoriser une croissance inclusive ainsi qu'à réduire les disparités et les inégalités entre les hommes et les femmes.

En 2017-2018, le Canada a soutenu plusieurs initiatives multilatérales visant à promouvoir le renforcement du pouvoir et le leadership économiques des femmes. Par exemple, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le Canada a appuyé le programme Banking on Women de la Société financière internationale avec la Banque de Palestine. La Société a fait l'essai d'un programme de formation innovant pour les femmes entrepreneurs de la région. Le programme de mini-MBA Felestineya combinait un accès aux produits financiers à des services non financiers, comme les leçons de gestion financière et le mentorat. Il visait à stimuler la croissance des petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes. À la suite du programme de mini-MBA, les femmes ont doublé leurs revenus et leurs bénéfices, enregistré leur entreprise et créé de nouveaux emplois.

De même, les contributions du Canada ont soutenu les efforts de l'Association internationale de développement dans le domaine des droits économiques des femmes. L'Association s'est attaquée aux problèmes qui empêchent les femmes d'apporter une contribution égale à la croissance économique, tels que l'inclusion financière. Par exemple, le projet Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel a œuvré aux côtés des gouvernements du Burkina Faso, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie et du Niger pour renforcer le pouvoir des adolescents et des femmes. Ce projet régional de 205 millions de dollars américains a donné accès à des transferts de fonds conditionnels afin de prévenir les mariages précoces et le décrochage scolaire. Entre 2015 et 2017, les opérations de l'Association ont permis à 130 000 femmes d'obtenir un accès direct à leurs propres produits et services financiers.

La réglementation et la surveillance financières étaient jusqu'ici une industrie et une profession à domination masculine. Cependant, le Canada encourage le perfectionnement professionnel de femmes responsables de la supervision et de la réglementation dans les pays en développement au moyen du programme Core Curriculum Certificate Course du Toronto Centre. Ce cours a accueilli les femmes superviseuses dans le secteur bancaire, le secteur des assurances, des pensions, des valeurs mobilières, de l'assurance des dépôts, de la microfinance et des coopératives. En 2017, 18 des 19 bourses d'études pour les programmes internationaux ont été accordées à des femmes.

Pays : Syrie ©CERT Training

Système électrique et solaire en Syrie

Nibal, 32 ans, mariée et mère de deux enfants, est une personne déplacée à l'intérieur de son propre pays. Cette Syrienne a été l'une des premières femmes à obtenir son diplôme après avoir suivi un programme de formation en réparation de systèmes électriques et en installation et entretien de systèmes solaires photovoltaïques à une école professionnelle en Syrie. « On m'a félicitée pour avoir été l'une des premières femmes à être employée dans le secteur de l'énergie électrique et solaire. Même s'il m'est difficile d'être traitée sur un pied d'égalité avec les hommes dans mon domaine, mon mari et ma famille soutiennent sans réserve la poursuite de cette carrière. Comme les revenus de mon mari sont limités, mon travail a aidé ma famille à survivre. Je suis vraiment heureuse de travailler avec les systèmes électriques et solaires, et je crois que les perspectives de ce domaine sont bonnes. » Des mesures de précaution rigoureuses sont prises pour que le régime syrien actuel ne bénéficie pas de l'aide canadienne aux Syriens vulnérables et à leurs communautés, par des programmes comme celui-ci.

INNOVATION

En 2017-2018, le Canada a poursuivi son soutien au projet d'établissement de centres financiers pour entrepreneurs (CFE) de Développement international Desjardins. Il offre des services financiers et de crédit aux populations sous-desservies de quatre pays, soit la Tunisie, la Zambie, la Tanzanie et le Panama. Depuis le début du projet, 25 922 entrepreneurs clients, dont 9 181 femmes et 16 741 hommes, ont reçu des services financiers dans les CFE soutenus par le projet. Grâce à ces CFE, 23 331 emplois locaux ont été créés ou maintenus. Citons par exemple CFE Tunisie, qui a introduit les prêts commerciaux aux petites et moyennes entreprises, les prêts-autos et les prêts pour femmes entrepreneurs afin de répondre plus efficacement aux besoins de ses clients. En 2017, CFE Tunisie a triplé sa clientèle féminine et a presque doublé la taille de son effectif (128 employés, soit près de la moitié de l'effectif, étaient des femmes). Un éventail de technologies innovantes a été mis au point pour améliorer le soutien à la prise de décisions commerciales, augmenter

Pays : Nigéria © Cuso International

Assurer sa subsistance grâce à la production et à la transformation du manioc : l'histoire d'Ojo

« Je m'appelle Ojo Amos et je viens de l'État de Cross River (au Nigéria). En novembre dernier, j'ai participé à une formation sur le développement de l'esprit d'entreprise organisée par le Projet de leadership jeunesse, entrepreneuriat, accès et développement mis en œuvre par Cuso International au Nigéria et financé par Affaires mondiales Canada. Au cours de la formation sur l'entrepreneuriat organisée par le projet, j'ai fait l'expérience d'un changement de mentalité et d'une réorientation. Je me suis rendu compte que je n'avais pas besoin de grands capitaux pour lancer une entreprise. J'ai appris comment penser différemment, comment penser grand et commencer par de petits pas. J'ai appris comment élaborer un plan d'affaires et comment ajouter de la valeur à un produit pour le rendre concurrentiel. Je me suis rendu compte que la première chose dont un futur entrepreneur a besoin, c'est le savoir, pas nécessairement les fonds. En regardant la situation dans son ensemble, je suis convaincu que dans quelques années, je pourrai faire concurrence aux grandes entreprises de transformation du manioc dans ma collectivité. »

Le Projet de leadership jeunesse, entrepreneuriat, accès et développement de Cuso au Nigéria a contribué à mettre en place des centres de ressources pour les jeunes qui favorisent le renforcement de leur pouvoir économique. Les jeunes en apprennent sur les institutions financières et les services financiers, les subventions, les possibilités d'emploi, les choix et perspectives de carrières, et peuvent suivre une formation sur les technologies des communications. Depuis sa création, le projet a profité à 18 964 personnes (9 544 femmes et 9 420 hommes).

l'efficience du CFE et améliorer l'accès aux services financiers et aux solutions de paiement. Une solution d'automatisation du processus de crédit a été mise en service en 2017 au CFE Tunisie, prise en charge par un progiciel de veille économique produit par le fabricant de logiciels Stratego. En outre, on a lancé des travaux préliminaires visant à définir la faisabilité opérationnelle et technologique d'un service de paiement mobile qui permettrait aux usagers de payer en toute facilité avec les fonds détenus dans leur compte et d'effectuer des paiements au CFE à partir d'un téléphone mobile.

En 2017-2018, Affaires mondiales Canada a continué à fournir un important soutien à la Fondation Kashf, une institution de microfinance au Pakistan, en vue de renforcer le pouvoir économique des femmes. Depuis la création du programme, plus d'un million de femmes ont reçu une formation sur les connaissances financières de base, et environ un demi-million de femmes ont été formées en finance d'entreprise. Plus de 25 000 femmes ont reçu une formation en expansion des affaires; elles ont par la suite déclaré une augmentation moyenne de la vente de leurs produits de 50 %. En moyenne, les femmes soutenues par le projet ont vu leurs revenus augmenter de 30 % et leurs économies de 60 %. Les campagnes de défense des intérêts ont souligné les contraintes qui pèsent sur les femmes dans les milieux sociaux et économiques. Les campagnes ont également sensibilisé la population au droit des femmes à participer aux activités économiques et aux effets préjudiciables du mariage précoce et de l'abus sexuel des enfants.

En 2017-2018, le projet Prospérité et sécurité alimentaire accrues grâce au modèle des coopératives intégrées, mis en œuvre par la Fondation du développement coopératif du Canada, a produit des résultats remarquables au Pérou et au Malawi. À Las Lomas, au Pérou, un projet pilote couronné de succès a aidé une microentreprise, complètement détenue et gérée par 18 femmes membres d'une coopérative, à vendre 23,5 tonnes d'engrais biologiques. Les femmes, qui investiront leurs bénéfices dans l'expansion de leurs activités, sont devenues un symbole du renforcement du pouvoir des femmes dans leur ménage et leur collectivité. Au Malawi, 44 762 personnes (16 413 femmes et 28 349 hommes) dans trois districts distincts ont reçu une formation en connaissances financières. Cette formation a changé la donne. Forts des connaissances nécessaires, les agriculteurs pouvaient rencontrer les caisses populaires sur un pied d'égalité, à titre de clients et de fournisseurs de services, respectivement. Les résultats comprenaient de nouveaux produits et services de crédit personnalisés adaptés aux besoins des petits exploitants agricoles.

INNOVATION

En Afghanistan, le gouvernement du Canada s'est associé à l'organisation locale Zardozi dans un projet de 5,92 millions de dollars intitulé « Autonomisation économique et sociale pour les femmes afghanes ». Le projet visait à renforcer la capacité des organisations de la société civile afghane en matière de coordination, de défense, de protection

et de promotion des droits et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles. En 2017-2018, 4 083 femmes ont reçu une formation; pour celles qui avaient monté une entreprise, les revenus mensuels ont augmenté de 302 % en moyenne. Deux tiers des femmes stagiaires ont déclaré qu'elles avaient été victimes de violence; ce projet innovant les a aidées à gagner de l'assurance et de l'indépendance. Après avoir suivi le programme, les femmes ont trouvé un emploi. En outre, sur les 130 centres d'affaires communautaires soutenus, 30 ont pris des mesures pour améliorer les droits des femmes et résoudre les problèmes de protection dans leur collectivité.

En Égypte, le projet GET Ahead for Women in Enterprise vise à promouvoir les droits économiques des femmes qui vivent dans des collectivités pauvres et qui sont peu instruites. Seules 15 % des entreprises de ces collectivités appartiennent à des femmes. Le projet d'emplois convenables pour les jeunes Égyptiens a aidé à adapter la trousse de formation GET Ahead aux circonstances locales. (Il s'agit d'un projet de l'Organisation internationale du Travail qui reçoit un financement canadien.) La trousse GET Ahead a formé des formateurs, qui ont à leur tour formé 2 000 femmes entrepreneurs potentielles dans les régions marginalisées de l'Égypte rurale. La moitié des femmes ont ensuite lancé leur propre entreprise. Le Conseil national pour les femmes nouera un partenariat public-privé, conjointement avec les ONG locales, ce qui assurera la pérennité et la mise à l'échelle de ce projet dans tout le pays.

PROMOTION DE MARCHÉS INCLUSIFS ET DE L'ENTREPRENEURIAT

Dans les pays en développement, les particuliers et les entreprises, surtout celles qui appartiennent à des femmes, ont souvent besoin d'aide pour devenir plus concurrentiels et innovants et pour percer en saisissant les possibilités offertes par le marché. Ce dont ils ont besoin, ce sont des efforts ciblés visant à promouvoir des marchés inclusifs et à soutenir l'entrepreneuriat.

Pour ce faire, il faut élargir l'accès aux capitaux, y compris pour les personnes vulnérables, les coopératives de petits exploitants et les associations. Il faut également mettre l'accent sur la transformation rurale, les technologies renouvelables, la valeur ajoutée dans le secteur des ressources naturelles et les investissements dans des infrastructures de qualité. En 2017-2018, le Canada a poursuivi un éventail d'initiatives conformes à ces objectifs, comme le soutien à :

- l'entrepreneuriat et l'acquisition de compétences;
- l'accès à de nouvelles technologies et ressources;
- l'accès aux marchés et aux chaînes de valeur;
- une infrastructure et un équipement qui peuvent contribuer à dégager des possibilités économiques.

Pays : Ukraine © Agro-patriot

Construction d'une route vers la prospérité en Ukraine, une gousse d'ail à la fois

« Au début, tout ce que nous avions, c'était le rêve de créer une entreprise agricole prospère; nous n'avions ni soutien financier, ni connaissances, ni expérience. Mais nous avions de l'ambition. Nous avions le désir de réussir, et nous croyions à cette entreprise. Cela nous a aidés à transformer une entreprise déficitaire en exploitation agricole durable et rentable! Avec le soutien du projet de développement agricole financé par le Canada, nous avons pu acheter de l'équipement pour la culture d'ail de haute qualité, et nous avons construit une petite usine de transformation de l'ail et un entrepôt de 1 000 tonnes. Les micro-producteurs, y compris ceux qui ont des jardins potagers, peuvent utiliser nos installations et vendre leur ail en vrac à des acheteurs à grande échelle à des prix concurrentiels. Notre entreprise est également en mesure de produire de l'ail de haute qualité et d'être présente sur les marchés internationaux. Aujourd'hui, nous exportons vers le Canada et le Bélarus, et nous sommes en discussions avec une compagnie pharmaceutique canadienne qui souhaite acheter notre ail séché. Grâce au projet, l'avenir n'a jamais été si radieux! »

– Yan Mishkevych et Nataliia Sudarkina, producteurs d'ail

Pays : Colombie / Image d'une vidéo du gouvernement du Canada

Renforcement du pouvoir des femmes au moyen de l'agriculture en Colombie

Deifilia vit à Meta, en Colombie, et fait partie des 6 000 personnes qui bénéficient d'un projet de promotion de la croissance économique durable dans les régions rurales de la Colombie, soutenu par le gouvernement du Canada. Deifilia a remarqué une différence dans sa manière de voir la société, le rôle qu'elle joue à la maison et son travail agricole après avoir pris part aux ateliers du projet sur l'égalité des genres. « On m'a appris à croire que c'est l'homme qui commande. Quand mon père ou mon frère donnaient un ordre, il fallait obéir. » Francisco, son mari, assume certaines responsabilités précises à la maison pendant que Deifilia se concentre sur l'amélioration de la santé de leurs cultures. « Elle m'aide beaucoup, parce qu'elle me donne de très bonnes idées, dans lesquelles j'ai foi », explique Francisco. Grâce aux programmes du Canada, les femmes en Colombie sont aux commandes du développement de leur exploitation agricole et améliorent la qualité des cultures dans un environnement qui accueille les femmes et les hommes sur un pied d'égalité.

L'une de ces initiatives était le Programme pour les compétences, l'employabilité et l'entrepreneuriat de la Banque africaine de développement. Ce programme a aidé à mettre en œuvre la politique du gouvernement du Rwanda sur la formation des jeunes et la création d'emplois, à promouvoir la croissance économique et à réduire la pauvreté. Le programme est axé sur la formation et les stages pour les jeunes femmes, en reconnaissant qu'en Afrique, les femmes sont deux fois plus susceptibles de lancer une entreprise qu'ailleurs.
Le pourcentage des personnes inscrites à la formation qui n'avaient pas terminé l'école secondaire est passé de 42 % à 56 % en 2017. La proportion de jeunes femmes parmi les participants est quant à elle passée de 42 % à 46 %.

En Égypte, le gouvernement du Canada s'est associé à la Fondation Aga Khan Canada dans un projet de 10,9 millions de dollars visant à améliorer la subsistance des femmes, des hommes et des jeunes. En 2017-2018, 1 169 étudiants ont bénéficié d'une formation sur les compétences techniques et génériques, comme les cours de gestion, d'informatique et d'anglais. Les entreprises à fort potentiel qui ont adopté un programme de mentorat tenant compte de l'égalité des genres ont reçu des services d'expansion des affaires et un encadrement. Par conséquent, plusieurs femmes, hommes et jeunes égyptiens ont amélioré leur employabilité et leur esprit d'entreprise et ont vu leurs débouchés élargis.

Le gouvernement du Canada continue à unir ses forces à celles de la Fondation Aga Khan Canada dans le cadre du Programme de développement des compétences d'Assouan. Cette initiative de 10millions de dollars vise à améliorer l'emploi et l'employabilité des jeunes femmes et des jeunes hommes du gouvernorat d'Assouan, l'une des trois régions les plus pauvres d'Égypte. Avec l'aide du Collège Seneca du Canada et d'une institution internationale, l'Université Aga Khan, le projet est parvenu à modifier les mentalités. Il a élaboré des cours axés sur le marché en vue de répondre à la demande dans quatre secteurs clés : l'électricité, l'énergie solaire, les soins infirmiers et l'agro-industrie. Grâce à ce programme, les possibilités d'emploi se sont améliorées pour 3 000 jeunes.

INNOVATION

En Ukraine, le Canada s'est associé à Mennonite Economic Development Associates en 2017-2018 pour aider les exploitations agricoles de petite et de moyenne envergure à augmenter leurs revenus. L'association est une organisation internationale de développement économique. Le projet de presque 20 millions de dollars était axé sur l'amélioration de la qualité des produits et la facilitation de l'accès à des marchés plus vastes. En 2017-2018, le Canada s'est également associé à SOCODEVI dans un projet d'environ 20 millions de dollars visant à lutter contre la pauvreté rurale omniprésente, en particulier parmi les femmes rurales. Pour tenter de réaliser cet objectif, le projet a renforcé de petites exploitations agricoles familiales laitières. Il a également eu recours à la gestion coopérative pour améliorer l'accès à des intrants de qualité et à des marchés plus vastes. Par conséquent, 1 200 membres de la coopérative ont bénéficié d'une baisse des coûts des intrants, d'un meilleur accès à l'équipement et à la technologie, et de meilleurs prix pour leur lait. Plus de 700 membres de la coopérative étaient des femmes. Cet important renforcement du pouvoir des femmes s'est traduit par des conséquences réelles dans la gestion coopérative en Ukraine. Par exemple, sur les 12 coopératives visées, 6 sont présidées par une femme et dans le cas de 34 % des coopératives, le nombre de femmes au sein de la gestion est proportionnel au nombre de femmes membres, ce qui contribue à augmenter leurs compétentes et leur capacité de gestion et de prise de décisions. En outre, le taux accru de travail égal et souple entre les hommes et les femmes a entraîné une baisse de 9 % de la charge de travail agricole des femmes depuis le début du projet, leur permettant ainsi de prendre part davantage aux activités de formation et de réseautage. Les femmes soutenues par le projet sont aussi les premières en Ukraine à entreprendre la comptabilité analytique dans des petites fermes laitières.

Au Nicaragua, par l'intermédiaire d'un soutien accordé au Programme alimentaire mondial, le gouvernement du Canada a aidé les petites exploitations agricoles à stimuler leur productivité et leur accès aux marchés en 2017-2018. Leur succès s'explique par l'intégration de nouvelles variétés de semences, la lutte contre les espèces nuisibles et de techniques de labourage minimal, ainsi que de la gestion de semences bio-enrichies et de parcelles de démonstration. Les petites exploitations agricoles qui ont participé au projet ont atteint des niveaux de productivité 12 % plus élevés que la moyenne nationale.

Au Honduras, le Canada a entrepris un projet avec un organisme partenaire, Swisscontact, afin d'appuyer l'inclusion économique et sociale. Le projet, mené dans la région du Golfe de Fonseca, offre une formation en entreprenariat et un accès au crédit, ciblant en particulier les femmes et les jeunes ainsi que les membres des communautés lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, bi-spirituelles ou intersexuelles (LGBTQ2I). Il collabore également avec le gouvernement local et la collectivité des affaires en vue d'éliminer les obstacles à l'accès aux perspectives économiques par ces populations.

Au Burkina Faso, le Canada a contribué à améliorer les conditions de vie socio-économiques des femmes dans les régions rurales en 2017-2018, en particulier celles qui travaillent durement comme étuveuses de riz. Le Projet d'appui aux étuveuses de riz a transformé des groupes de femmes en entreprises professionnelles, rentables et reconnues dans l'industrie du riz et dans leurs collectivités. Le Centre d'étude et de coopération internationale a mené à bien ce projet. Il a construit ou rénové cinq centres d'étuvage, a facilité l'obtention de crédits et a renforcé les organisations d'étuveuses. Au cours des trois dernières années, le volume de riz commercialisé par les unions d'étuveuses a connu une croissance moyenne de plus de 20 % par année.

Avec l'aide du CRDI, les chercheurs de l'Institut indien de technologie de Kanpur ont constaté que des systèmes juridiques inefficaces en Inde et au Bangladesh forcent les entrepreneurs dans des situations difficiles. Ces derniers cherchent à conclure des contrats au moyen de réseaux informels façonnés par la famille, l'ethnicité, le genre et la caste. Lorsque les affaires sont menées par l'intermédiaire de ces réseaux à prédominance masculine, les femmes sont souvent exclues. L'équipe de recherche a présenté un indice national de qualité dans les systèmes juridiques qui s'applique dans le temps et dans tous les États indiens. L'indice examine également les incidences sur l'entreprenariat d'éléments qualitatifs tels que la rapidité du cours de la justice et le coût de l'accès à la justice. Il tient compte du nombre d'entreprises appartenant à des femmes et aux membres des castes marginalisées. L'indice cherche à orienter les réformes politiques en cours, visant ultimement à améliorer le climat des affaires pour les populations vulnérables.

Le Canada œuvre avec des partenaires africains pour promouvoir le programme d'intégration du commerce de l'Afrique, notamment en déployant des efforts pour stimuler le commerce intra-africain. Citons par exemple les contributions du Canada au Centre africain pour la politique commerciale, avec l'appui du Centre de droit et de politique commerciale du Canada. Ces efforts ont facilité les négociations de la phase I de l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui se sont conclues en mars 2018. La ZLECAf vise à créer un marché commun qui augmentera considérablement le commerce intra-africain. L'objectif est de créer une union douanière et une seule devise pour toute l'Afrique. Quarante-quatre des 55 États membres de l'Union africaine ont signé cet accord. Le Canada a fourni une assistance technique au Centre africain pour la politique commerciale, ce qui a aidé l'équipe de négociation à rédiger les objectifs de promotion et de réalisation de l'égalité des genres au sein de la ZLECAf. Si les 55 États membres de l'Union africaine signaient l'accord, la ZLECAf pourrait couvrir un marché de 1,2 milliard d'habitants, dont le produit intérieur brut s'élèverait à 2 500 milliards de dollars américains, ce qui pourrait stimuler le commerce intra-africain de plus de 50 % grâce à l'élimination des droits tarifaires.

Le gouvernement du Canada s'est associé à TradeMark East Africa (TMEA) pour stimuler le commerce en Afrique orientale et, en particulier, pour aider les commerçantes par l'intermédiaire du projet de gestion intégrée des frontières. TMEA est le plus grand projet d'aide pour le commerce au monde, et son budget annuel dépasse 100 millions de dollars américains. (Le programme Aide pour le commerce de l'Organisation internationale du Travail aide les pays en développement à acquérir la capacité et l'infrastructure commerciales dont ils ont besoin pour tirer parti du commerce.) En 2017-2018, TMEA a recruté des femmes dans les commissions mixtes de délimitation des frontières. Ces commissions représentent un forum dans lequel les commerçantes peuvent renforcer leur rôle dans la prise de décisions aux frontières. TMEA a également amélioré l'infrastructure aux frontières. Il a tenu compte des besoins des commerçantes, tels que les installations sanitaires pour femmes et un éclairage adéquat pour des raisons de sécurité. En outre, TMEA a appuyé la formulation et la mise en œuvre d'une charte transfrontalière qui détaille les droits et les responsabilités des commerçants. Enfin, TMEA a créé des centres de ressources qui fournissent des renseignements aux commerçants transfrontaliers au sujet des processus, des droits et des responsabilités dans le domaine du commerce. Ces centres de ressources offrent également aux femmes des services d'arbitrage en cas de confiscation de biens illégale ou d'intimidation de la part des agents frontaliers. Chaque mois, chacun des centres reçoit la visite d'environ 150 commerçants. Il s'agit du seul projet de développement du Canada qui soutient directement l'aide au commerce à l'échelle régionale. En Afrique de l'Est, les commissions mixtes de gestion des frontières et la gestion intégrée des frontières, en y intégrant l'égalité des genres, sont des nouveautés. Il s'agit d'une manière innovante d'améliorer le commerce en général tout en y intégrant un commerce inclusif.

PROMOTION DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉSILIENCE FINANCIÈRES

Dans bien des pays, pour chaque personne qui sort de la pauvreté, une autre y retombe. Les populations rurales sont particulièrement vulnérables. Comme les perspectives économiques sont moindres dans les zones rurales que dans les zones urbaines, les situations de crise peuvent rapidement entraîner les ménages des zones rurales dans la misère. Bon nombre d'entre eux vivent ainsi au niveau du seuil de pauvreté ou sous le seuil de la pauvreté.

Le Canada s'efforce de réduire l'incertitude économique des collectivités pauvres et vulnérables en favorisant de nouvelles perspectives et en soutenant des initiatives d'atténuation des risques sociaux et économiques. Il s'efforce :

- de promouvoir une agriculture durable et des pratiques agricoles qui tiennent compte des changements climatiques;
- de renforcer des coopératives et des associations économiques;
- d'améliorer l'accès aux services financiers.

Par exemple, en Amérique latine et dans les Caraïbes, environ 60 % des adultes qui vivent dans les ménages les plus pauvres n'ont pas de compte en banque. Cette proportion est plus élevée chez les femmes et dans les collectivités rurales. Le CRDI soutient une initiative régionale appelée Proyecto Capital. Cette initiative est dirigée par le centre de recherche en sciences sociales Instituto de Estudios Peruanos et l'organisation internationale de développement Fundación Capital. En travaillant avec les gouvernements et le secteur privé, le programme aide les plus pauvres à accéder aux services financiers et à les utiliser. Il a établi des relations avec les principaux intervenants, signant 16 accords d'assistance technique avec les programmes de protection sociale du gouvernement et 14 avec les banques et les caisses populaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Avec le soutien du CRDI et de la Fondation Ford de New York, Proyecto Capital intensifie ses activités dans les pays dans lesquels il a connu du succès et les met en œuvre dans de nouveaux pays. Proyecto Capital cherche à donner accès aux services financiers à au moins 15 millions de personnes vivant dans la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En Bolivie, le gouvernement du Canada, en partenariat avec SOCODEVI, a contribué à mettre sur pied une nouvelle chaîne de valeur dans l'industrie des épices. Cela a permis aux familles de tripler leurs revenus et de pouvoir compter sur des revenus annuels bien plus stables, des facteurs de réussite qui ont contribué à ralentir l'exode rural. Le projet a également conseillé aux familles d'utiliser des variétés de plantes spéciales qui offrent une meilleure résilience aux changements climatiques. Le projet a contribué à améliorer la sécurité financière de 13 626 personnes provenant de collectivités autochtones rurales en 2017-2018. Plus de la moitié d'entre elles (7 075) étaient des femmes.

En Colombie, les investissements du gouvernement du Canada en développement rural ont aidé à renforcer le pouvoir économique de plus de 7 000 femmes rurales en 2017-2018. Cela leur a permis de participer aux décisions sur un pied d'égalité avec les hommes au sein des coopératives et associations agricoles. En outre, elles ont gagné le contrôle de ressources telles que le revenu, le crédit, l'infrastructure et les terres. Le gouvernement du Canada a également soutenu des groupes de femmes dans trois régions touchés par les conflits afin de renforcer leurs rôles de leadership dans les collectivités minières. Ce résultat a été obtenu de concert avec Agriteam Canada. Le projet a formé 60 fonctionnaires et 111 membres de la collectivité, dont plus de la moitié dans les deux groupes étaient des femmes. Ces groupes ont appris à contrôler la qualité de l'eau et à prendre la défense de la sécurité des collectivités là où les activités d'extraction d'or manuelles sont courantes.

En 2017-2018, Statistique Canada a aidé les pays partenaires à renforcer leur capacité à mesurer les activités touristiques durables. Le secteur du tourisme durable, s'il est bien géré, peut favoriser une croissance économique pour tous, l'inclusion sociale et la protection des biens culturels et naturels. À cet égard, le tourisme a non seulement été un moteur de la reprise économique dans de nombreux pays ces dernières années, mais il a également contribué résolument à la création d'emplois, à la protection de l'environnement, à la réduction de la pauvreté et à la compréhension et à l'appréciation multiculturelles. Statistique Canada a pris part à un atelier régional de la Division de la statistique des Nations Unies aux Philippines. L'atelier était axé sur la compilation du Compte satellite du tourisme, le cadre de mesure des activités touristiques d'une économie reconnu à l'échelle internationale. Ce cadre peut aider les pays en développement partenaires à formuler des politiques nationales susceptibles de promouvoir la croissance du secteur du tourisme durable.

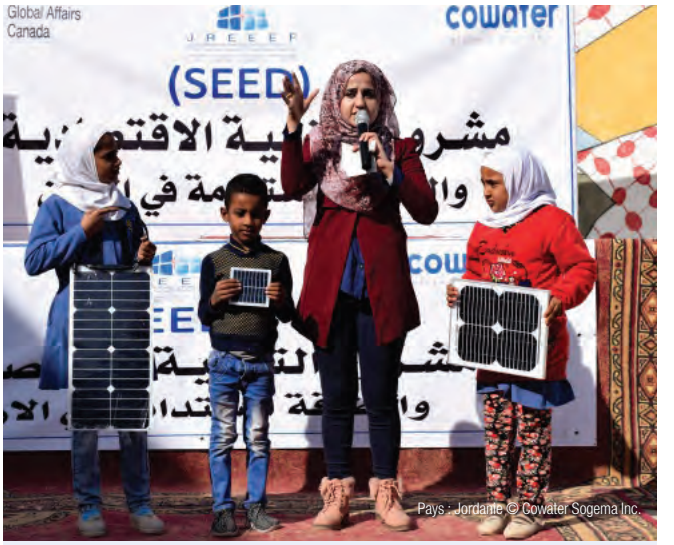
ENVIRONNEMENT ET ACTION POUR LE CLIMAT

L'état de l'environnement dans le monde se détériore à un rythme alarmant. De nombreuses collectivités, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables, subissent les effets déstabilisants graves et coûteux des changements climatiques. Les changements climatiques et la détérioration de l'environnement menacent les acquis du développement à long terme. En outre, ils touchent les femmes et les filles de manière disproportionnée, aggravant les inégalités existantes entre les genres.

En 2017-2018, le Canada a accompli d'importants progrès dans son engagement à aider les pays en développement, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables, à passer à une économie durable, résiliente et à faibles émissions de carbone. Le Canada a promis de fournir 2,65 milliards de dollars en vue de l'atteinte de cet objectif d'ici 2020. Le financement est acheminé par divers partenaires. Les fonds sont investis dans des domaines tels que la technologie propre, les pratiques agricoles qui tiennent compte des changements climatiques, la foresterie durable, la gestion des bassins et la résilience aux changements climatiques. En 2018, la contribution annoncée par le Canada se chiffre à plus de 1,2 milliard de dollars pour donner suite à cet engagement.

En 2017-2018, le Canada a investi 425 millions de dollars en initiatives dans le champ d'action de l'environnement et des changements climatiques. Entre autres, ces contributions ont eu pour résultat :

- l'amélioration des pratiques agricoles tenant compte des changements climatiques pour les petits agriculteurs;
- l'amélioration de l'accès des groupes marginalisés aux technologies écologiques;
- l'amélioration de l'accès à une énergie propre, fiable et abordable et la réduction des émissions de dioxyde de carbone;
- le renforcement de la résilience des pays et des collectivités vulnérables aux catastrophes naturelles dues aux changements climatiques.



Pays : Jordanie © Cowater Sogema Inc.

Première ingénieure dans la collectivité d'Ola, en Jordanie

Ola est une jeune femme provenant d'une région rurale de la Jordanie. Elle a défié les traditions établies de sa collectivité en suivant des études d'ingénieure spécialisée en énergies renouvelables dans une université loin de chez elle. « Ma famille m'a soutenue malgré tout, et grâce à elle, j'ai terminé mes études et je suis devenue la première ingénieure de mon village. » Ola se passionne pour l'énergie renouvelable. Après avoir obtenu son diplôme, elle a lancé sa propre initiative de promotion de l'énergie solaire dans sa collectivité. Elle a également participé à trois cours de formation offerts dans le cadre d'un projet financé par le Canada. « Ces cours m'ont aidée à améliorer mes compétences et à acquérir des capacités que je n'aurais jamais cru un jour posséder. J'ai beaucoup appris au sujet du travail efficace à l'échelle locale, et cela m'a rapprochée de ma collectivité. Aujourd'hui, je suis une formatrice agréée dans le secteur énergétique. »

Dans le champ d'action de l'environnement et des changements climatiques, le Canada axe ses efforts sur :

- le renforcement de la gouvernance environnementale et l'amélioration de la participation des femmes aux prises de décisions;
- l'investissement dans une économie à faibles émissions de carbone et résiliente aux changements climatiques;
- l'adoption de pratiques environnementales qui favorisent des collectivités saines, adaptatives et résilientes.

RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET AMÉLIORATION DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX PRISES DE DÉCISIONS

L'aide internationale du Canada a aidé les pays en développement à améliorer leurs politiques en matière de protection de l'environnement. Elle a également appuyé les initiatives de planification et de financement qui protègent l'environnement et réduisent les émissions de gaz à effet de serre et la pollution. Le Canada a soutenu les efforts des institutions gouvernementales et des organisations internationales visant à élaborer, à financer, à mettre en œuvre et à faire appliquer une diplomatie, des lois, des politiques, des plans, des cadres et des services solides, liés à l'environnement et écosensibles.

Le Canada s'est également efforcé de mobiliser les représentants du secteur privé et de la société civile à titre de leaders et de participants actifs, en particulier les femmes et les personnes vulnérables. Cette approche sous-tend une prise de décisions fondées sur des données probantes qui reposent sur des données environnementales et une analyse fiables.

Le Fonds pour l'environnement mondial, qui a reçu 233 millions de dollars de la part du Canada entre 2014 et 2018, est un fonds multilatéral clé. Dans les pays en développement, il finance des activités liées aux changements climatiques, à la biodiversité, à la dégradation des terres, ainsi qu'aux produits chimiques et aux déchets. Le fonds appuie la gouvernance environnementale grâce à des projets tels que l'initiative Amélioration de l'accès et du partage des avantages au Mexique. Cette initiative préserve la biodiversité tout en mettant en place des moyens de subsistance durables. Elle rassemble de multiples intervenants pour formuler un cadre juridique permettant de garantir des droits à la protection de la biodiversité. Le projet aide également les femmes des collectivités urbaines et rurales à obtenir des revenus sûrs grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles.

Le Canada a soutenu les efforts déployés par les pays africains pour passer à des systèmes énergétiques plus efficients, moins coûteux et plus propres. En 2017-2018, par exemple, le Canada a signé un accord de financement de 150 millions de dollars avec la Société financière internationale (SFI) du Groupe de la Banque mondiale, dans le cadre de son engagement envers l'Initiative africaine pour l'énergie renouvelable du G7. Cette initiative est un effort piloté par les pays d'Afrique pour obtenir au moins 10 GW de capacité de production d'énergie renouvelable nouvelle et additionnelle d'ici 2020. L'investissement du Canada contribuera aux objectives de l'initiative en finançant la construction et l'exploitation de projets d'infrastructures d'énergie renouvelable, notamment solaire, éolienne, produite par la biomasse

Pays : Canada © Plan International Canada

et hydroélectrique à petite échelle. Ultimement, le partenariat du Canada avec cette initiative vise :

- la mobilisation d'investissements supplémentaires des secteurs public et privé de 350 millions de dollars américains;
- la réduction ou l'élimination de 340 000 tonnes de dioxyde de carbone par année;
- le soutien à environ 930 000 personnes qui bénéficieront d'une énergie propre, moderne et abordable grâce à une approche tenant compte de l'égalité des genres, (qui reconnaît que les déficits énergétiques touchent les femmes et les filles de manière disproportionnée).

Le Canada a également apporté son aide à la SFI dans le cadre d'un projet complémentaire qui fournira des services consultatifs visant à rejoindre les populations sous-desservies. Il s'efforcera de réduire le fossé entre hommes et femmes dans le secteur de l'énergie renouvelable. Il aura notamment pour tâche de recenser les projets hors réseau viables dans les régions rurales, qui présentent un potentiel supérieur de réduction de la pauvreté.

INNOVATION

Le soutien du Canada à l'Initiative africaine pour l'énergie renouvelable représente la première contribution à remboursement non conditionnel d'Affaires mondiales Canada à la SFI. Son innovation consiste à allier des fonds commerciaux à des prêts assortis de conditions préférentielles afin de catalyser les investissements par le secteur privé en Afrique. (Les modalités des prêts assortis de conditions préférentielles sont bien plus généreuses que celles des prêts du marché. Les taux d'intérêt peuvent

être inférieurs à ceux du marché, ou le prêt peut être assorti d'un délai de grâce plus long.) Parallèlement à ses propres ressources commerciales, la SFI prête à des projets d'énergie renouvelable admissibles des fonds canadiens à des conditions préférentielles. De tels fonds devraient mobiliser des investissements supplémentaires des secteurs public et privé. Cela libère des capitaux privés qui ne sont habituellement pas disponibles pour ces projets, souvent jugés trop risqués. Les emprunteurs typiques sont des entreprises du secteur privé qui cherchent à obtenir un financement pour construire et exploiter des projets d'infrastructure d'énergie renouvelable. En offrant un soutien financier, le Canada peut également s'efforcer de faire en sorte que l'égalité des genres est intégrée à ce projet de financement mixte. Cet autre élément innovant contribuera à réduire le fossé qui existe entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'énergie renouvelable.

En Équateur, l'Institut canadien international des ressources et du développement étudie, avec le soutien du Canada, la dynamique entre les genres dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle à Portovelo-Zaruma et dans le canton de Camilo Ponce Enríquez. Son projet, intitulé « Éducation pour la transformation de l'extraction minière artisanale et à petite échelle », a effectué une analyse socio-économique participative détaillée en 2017-2018. Il a désigné les mineurs non reconnus (qui sont presque tous des femmes) comme un groupe vulnérable, notamment en raison de leur faible taux de scolarisation, leur exposition à de fortes concentrations de mercure, et du fait qu'elles fonctionnent hors du cadre des lois sur les mines de l'Équateur. Les constatations de l'analyse participative font l'objet de discussions avec les homologues gouvernementaux. Les programmes d'études à venir réduiront le fossé constaté entre hommes et femmes.

Le Canada collabore avec la Fondation Léger au projet d'IMSA représentant 17,25 millions de dollars afin de promouvoir le lien entre l'agriculture durable, l'énergie renouvelable et la croissance économique au Burkina Faso, en Bolivie et au Pérou. À cette fin, le projet vise à accroître la capacité et la participation des femmes au sein de six organisations locales afin d'améliorer l'efficacité de leurs interventions. Par exemple, en Bolivie, le projet appuie la mise en œuvre d'unités de production agroécologique au moyen de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte. Au Pérou, le projet a encouragé l'utilisation de semences indigènes et d'engrais organiques, et fait passer de 23 % à 100 % les rendements de la culture de la patate, du quinoa et de cañahua.

Le soutien du Canada au Centre Africain de Développement Minier a aidé dix pays africains à améliorer leurs politiques et leur cadre juridique pour le secteur minier : le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Malawi, le Maroc, la Namibie, la Sierra Leone, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Ces politiques et cadres intègrent des dispositions sociales et environnementales. Entre-temps, dix pays ont mis sur pied des plateformes interministérielles multipartites : l'Érythrée, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Nigéria, la Sierra Leone, la Tanzanie et le Zimbabwe. Ces plateformes permettent d'accroître la transparence des politiques relatives aux minéraux et des processus d'examen législatif.

Pays : Kenya © MEDA

Soutien aux petits entrepreneurs locaux et amélioration de la vie au Kenya

« Grâce au projet Prospérité équitable par le développement du secteur privé au Kenya de Mennonite Economic Development Associates financé par le Canada, en partenariat avec Kwale Coconut Processors Limited, un producteur d'huile de noix de coco biologique possédant la certification commerce équitable, je fais partie des nombreux agriculteurs qui ont bénéficié d'une formation en agronomie. Au cours des six derniers mois, j'ai découvert des pratiques agricoles biologiques, le paillage et les techniques de gestion des cultures. J'ai également appris à gérer efficacement les déchets agricoles. Grâce à mes nouvelles connaissances, j'ai vu mon rendement moyen considérablement augmenter. Depuis mon partenariat avec Kwale Coconuts, je peux vendre mes noix de coco à un prix 27 % plus élevé! Et j'ai gagné une prime, parce que je suis un agriculteur biologique possédant la certification commerce équitable. Comme mes terres comprennent plus de 80 cocotiers, qui produisent chacun entre 15 et 45 noix de coco quatre fois par année, je peux maintenir un revenu stable pour pourvoir aux besoins de ma famille et envoyer mon fils, Mwangi Jr, à l'école. »

– John Mwangi Sr

En Éthiopie, le Canada a aidé les institutions publiques et privées à mieux concevoir, construire et gérer l'infrastructure d'irrigation. Cela aide les agriculteurs à faire face aux pluies et aux sécheresses imprévisibles. Grâce au projet Renforcement des capacités pour une irrigation et une agriculture durables, le Canada a financé, en 2017-2018 :

- la rédaction et la publication de 32 lignes directrices liées à l'élaboration et à la gestion de systèmes d'irrigation tenant compte de l'égalité des genres;

- l'établissement de 38 associations d'usagers d'eau d'irrigation;
- l'établissement de 24 sous-comités d'association composés exclusivement de femmes,
  - ces sous-comités se font le champion du leadership des femmes et désignent des initiatives spéciales dans les systèmes d'irrigation pour accroître les avantages pour les agricultrices.

Au Burkina Faso, le Canada travaille avec Cowater International à un projet de 17,2 millions de dollars visant à promouvoir l'énergie durable et la croissance économique. Le projet est centré sur la Boucle du Mouhoun, une région particulièrement vulnérable. Le projet est axé sur une collaboration avec des partenaires locaux pour des interventions ciblées, notamment la mise en place de réseaux d'électricité ruraux, la promotion de l'énergie solaire et le développement économique de la communauté. La première étape a consisté en des ateliers et des consultations avec les communautés, des groupes de femmes locaux, la société civile et des organisations du secteur privé, en vue de colliger des données de référence, de définir des critères pour la sélection des communautés ciblées et d'adopter des approches de financement fondées sur les résultats.

En Jordanie, le Canada a maintenu son solide partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement en 2017-2018. Il a créé des perspectives de subsistance pour les femmes dans un domaine vital pour la technologie et la croissance écologiques. Les exploitations agricoles à Mafraq, dans le nord de la Jordanie, génèrent 60 % du fumier de bétail du pays. Toutefois, ce défi environnemental a été transformé en possibilité économique. Une usine de compostage de 10 000 pi2 a été construite en faisant appel à une technologie de pointe dans le domaine de la production et du contrôle de la qualité. Cette nouvelle usine, entièrement exploitée et gérée par des femmes, produit 40 tonnes de compost par jour. La nouvelle usine a également créé de nouveaux emplois. À ce jour, plus de 60 familles, dont bon nombre sont des ménages dirigés par des femmes, sont sorties de la pauvreté en conséquence directe de cette initiative.

En 2017-2018, Statistique Canada a soutenu le renforcement des capacités en matière de statistiques environnementales des pays en développement. Pour ce faire, le Ministère a participé à des ateliers de formation régionaux en Chine et en Jordanie sur le Système de comptabilité économique et environnemental des Nations Unies. Ce cadre rassemble des données économiques et environnementales afin de produire une image plus complète des relations entre les deux domaines. L'atelier de la Jordanie était axé sur les systèmes intégrés de tels comptes à l'appui des ODD dans la région arabe. Des participants provenant des États fragiles tels que la Somalie, le Soudan, le Yémen et l'Iraq ont pris part à l'atelier. La participation de Statistique Canada à ces ateliers a permis d'intégrer l'expertise canadienne en évaluation des technologies propres au Groupe d'expert du Programme des Nations Unies pour l'environnement chargé de l'indicateur 17.7.1 relatif aux ODD. L'exploitation d'une telle expertise a aidé les pays, y compris les pays en

Pays: Bolivie © SOCODEVI

développement, à mieux mesurer les progrès vers la réalisation de l'objectif 17.

Par l'intermédiaire d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), le Canada est un contributeur important de longue date aux organisations internationales qui œuvrent au renforcement de la gouvernance environnementale. En 2017-2018, ECCC a fourni 20,67 millions de dollars en ADO, principalement en appuyant des organismes multilatéraux voués à la protection de l'environnement. Ces organismes assurent une coopération technique et le renforcement des capacités des pays en développement. Cela comprend des efforts pour améliorer les conditions environnementales et appuyer l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. Ces mesures améliorent la subsistance des populations vulnérables dans les pays en développement.

ECCC aide également les organisations multilatérales à faire progresser la recherche environnementale dans les pays en développement partenaires. L'une des manières d'y parvenir est la contribution annuelle du Canada à l'Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle du globe visant à financer la recherche et la formation dans les Amériques. Le Canada a également facilité la participation des pays en développement aux discussions sur les changements climatiques. Par exemple, la contribution du Canada au fonds d'affectation spéciale du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a offert une aide au déplacement afin de permettre aux pays en développement de participer aux réunions du groupe d'experts. En permettant leur participation aux réunions, le Canada a contribué à renforcer la capacité dans les pays en développement. De cette manière, ils peuvent prendre des décisions éclairées au sujet de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets.

En 2017-2018, le Canada a accordé 3 millions de dollars à l'initiative Transformative Carbon Asset Facility de la Banque mondiale. Cette initiative travaille avec les pays en développement pour créer et acheter de nouvelles catégories d'actifs carbone associés aux réductions des émissions de gaz à effet de serre. Le Canada a versé des fonds supplémentaires de 2 millions de dollars au Réseau mondial des plans nationaux d'adaptation de l'Institut international du développement

durable. Ces fonds ont aidé les pays en développement à renforcer leurs capacités de planifier, d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques. Le Canada a également cherché à renforcer la mesure des phénomènes climatiques, la production de rapport et la vérification grâce à ses contributions à l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission. En outre, le Canada s'est efforcé de faire progresser les mesures de lutte contre les changements climatiques tenant compte de l'égalité des genres grâce à sa contribution à l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement.

Le Canada a également soutenu des mesures d'atténuation des changements climatiques adaptées aux besoins des pays en développement tels qu'énoncés dans leurs contributions déterminées au niveau national (dans le cadre de l'Accord de Paris). De telles mesures d'atténuation réduiraient les émissions mondiales de gaz à effet de serre et aideraient les pays en développement à passer à une économie à faibles émissions de carbone. Par exemple, le Canada consacre 7 millions de dollars sur quatre ans pour aider le Mexique à mettre ses contributions en place en luttant contre les émissions produites par son secteur pétrolier et gazier. L'initiative bilatérale Canada-Mexique vise à promouvoir les possibilités de réduction des émissions, y compris les polluants à courte durée de vie comme le méthane et le noir de carbone, et à apporter des avantages connexes dans les domaines de l'environnement, de l'économie et de la santé.

INVESTISSEMENT DANS UNE ÉCONOMIE À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE ET RÉSILIENTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Étant donné la portée et l'envergure des défis posés par les changements climatiques mondiaux, il est essentiel de mobiliser les acteurs du secteur privé au moyen d'approches innovantes du financement de la lutte contre les changements climatiques. L'une des façons d'y parvenir consiste à tirer parti des investissements privés dans les activités d'atténuation et d'adaptation.

À cette fin, le Canada a travaillé avec un éventail complet de partenaires financiers et de centres d'études et de recherches, d'universités et d'organisations de la société civile. L'objectif consiste à augmenter les investissements et les occasions d'affaires et à améliorer les moyens de subsistance, y compris pour les femmes et les personnes vulnérables, dans les secteurs à croissance propre et à faible émission de carbone.

Le Canada s'est efforcé d'améliorer l'accessibilité à un financement tenant compte de l'égalité des genres et la disponibilité de fonds pour les initiatives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. Par exemple, le financement canadien vise principalement à perfectionner les compétences des femmes et d'accroître leurs débouchées dans des domaines liés à la croissance verte, aux sciences et à l'environnement, ce qui pourrait contribuer au partage équitable des avantages économiques et sociaux du développement. Il est possible d'y parvenir en facilitant l'accès aux fonds pour la lutte contre les changements climatiques pour les initiatives et entreprises dirigées par des femmes et en sensibilisant davantage les partenaires sur le besoin d'initiatives tenant compte de l'égalité entre les genres, comme les programmes de formation qui abordent les besoins et intérêts spécifiques des femmes. Le Canada a également travaillé pour rendre les technologies innovantes écologiquement durables plus largement disponibles, en accordant la priorité à celles qui répondent aux besoins et aux priorités des femmes.

Le Canada a adopté une approche novatrice pour mobiliser le financement du secteur privé et le partenariat avec les banques multilatérales de développement afin d'éliminer les obstacles à l'investissement privé. Cette mesure consiste notamment à utiliser le financement concessionnel (dont les modalités sont plus souples que celles du financement commercial) pour démontrer la viabilité commerciale de projets et débloquer à l'avenir des investissements privés.

Par exemple, en 2017, le Canada a annoncé qu'il fournirait 200 millions de dollars à la deuxième phase du Fonds climatique canadien pour le secteur privé asiatique de la Banque asiatique de développement. Le fonds s'appuie sur le succès de sa première phase. Il prévoit mobiliser des investissements du secteur privé dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et dans de petits États insulaires en développement d'Asie et du Pacifique. En novembre 2017, le fonds a versé 8,1 millions de dollars américains à la première phase du Projet d'énergie renouvelable dans l'est de l'Indonésie. Ces fonds ont appuyé la construction et l'exploitation d'une centrale éolienne de 72 mégawatts en Sulawesi du Sud. L'énergie renouvelable générée par le projet permettra d'éviter des émissions de dioxyde de carbone de l'ordre de 159 000 tonnes par année. Cela équivaut à éliminer 34 000 voitures de la circulation par an.

Pays : Kenya © CRDI/ Nichole Sobecki

Pays : Guatemala © Diego Martínez

Augmentation de la résilience climatique, de la productivité et du pouvoir des femmes dans le couloir de la sécheresse au Guatemala

« Avant que le Canada et le Programme alimentaire mondial arrivent dans notre collectivité, les femmes ne pouvaient pas diriger quoi que ce soit ou avoir une opinion. Maintenant, nous avons suivi une formation et travaillé dur pour faire quelque chose pour notre collectivité, et nous sommes respectées. Leur aide nous a apporté une grande satisfaction. » Doris Fajardo habite à El Progreso, dans le « couloir de la sécheresse » du Guatemala, une région touchée par la sécheresse et la pénurie alimentaire. Veuve, elle est seule à subvenir aux besoins de ses quatre enfants. Doris et les autres femmes de sa collectivité ont reçu un appui pour mettre en œuvre des techniques telles que des canaux d'irrigation, l'aménagement en terrasses, les barrières anti-érosion et le compostage. À l'heure actuelle, Doris produit suffisamment de cultures pour nourrir sa famille et vendre un petit surplus. Elle conseille également d'autres mères dans la collectivité et les aide à apprendre et appliquer de nouvelles pratiques.

Au Népal, le soutien accordé par le Canada à la Banque asiatique de développement a contribué au financement du plus grand système hybride éolien-solaire du pays, dans le district de Sindhuli. Le projet, qui a été mis en service en 2018, comprend des éoliennes et des panneaux solaires voltaïques. Il fournit de l'électricité à 85 ménages ruraux. L'accès à une énergie propre, fiable et abordable aidera le village à se relier au monde grâce à Internet et aux téléphones mobiles, et créera des possibilités d'augmenter les revenus locaux.

Le Canada a également versé 300 millions de dollars au Fonds vert pour le climat. Ce fonds a engagé 3,7 milliards de dollars dans 76 projets qui rehausseront la résilience aux changements climatiques de plus de 217 millions de personnes. Les projets permettront également d'éviter 1,3 milliard de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre. Quarante pour cent du portefeuille du Fonds vert pour le climat est administré en partenariat avec le secteur privé, et la moitié du financement cible les efforts d'adaptation.

Le Fonds canadiens pour le climat destiné au secteur privé dans les Amériques (C2F) a permis au Canada de financer l'essai de méthodes novatrices d'intégration de l'égalité des genres dans les projets du secteur privé. Ainsi, les considérations d'égalité des genres ont été mieux intégrées au sein de tout le groupe de la Banque interaméricaine de développement. Dans le cadre de cet effort, le C2F se concentre sur la promotion du renforcement du pouvoir économique des femmes en comblant les écarts entre les genres dans des secteurs non traditionnels tels que la construction et les sciences, la technologie, les mathématiques et le génie. Par exemple, au Mexique, le C2F a intégré des incitations financières à un contrat avec son client pour favoriser l'égalité entre les genres. Cela comprenait des mesures incitatives pour s'assurer que son programme de stages inclurait au moins 50 % de femmes, que son PDG signerait un engagement envers les Principes d'autonomisation des femmes des Nations Unies et qu'il obtiendrait une certification mexicaine sur l'égalité du travail, qui comprend l'égalité des genres.

L'Organisation latino-américaine de l'énergie (appelée OLADE) a mis en œuvre le projet Accès à l'énergie renouvelable pour l'Amérique latine et la région des Caraïbes, avec le soutien du gouvernement du Canada. En 2017-2018, le projet a aidé plusieurs pays à réaliser des études sur les mesures d'atténuation adaptées au contexte national pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. (La description des mesures d'atténuation est un engagement émanant de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2012 qui s'est tenue à Doha, au Qatar.) Les études ont relevé des manières d'élargir le recours au chauffe-eau solaire au Belize. Le projet soutenait également les études sur les changements climatiques en République dominicaine, où il a élaboré une feuille de route pour la stratégie nationale en matière de changements climatiques dans le secteur du tourisme. Ce projet a permis de concevoir et d'animer des formations, notamment des modules sur le développement de l'énergie durable et sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. En outre, 18 nouveaux cours ont été créés et offerts. En 2017-2018, 3 364 personnes (dont 1 096 femmes) ont reçu une formation. Enfin, 473 professionnels (dont 150 femmes) de 32 pays ont suivi le programme de perfectionnement des cadres sur la planification énergétique de l'OLADE.

En Haïti, grâce au soutien du Canada, un plan d'action national concernant des poêles plus efficients à énergie propre a été

formulé en 2017. La dépendance à l'égard des combustibles solides pour la cuisson a des conséquences économiques et environnementales particulièrement dures pour les femmes. Le plan d'action met l'accent sur le développement des affaires, l'innovation dans les produits, les régimes de financement et le soutien au changement de comportement. Le plan a intégré la participation des femmes à l'étape de la conception afin de veiller à ce que les produits répondent à leurs besoins.

INNOVATION

Les programmes régionaux du Canada en Afrique contribuent à améliorer la résilience des pays africains aux changements climatiques, grâce au projet Renforcement de la résilience au climat en Afrique. Le Canada appuie la Mutuelle panafricaine de gestion des risques. Il fait appel à des outils novateurs pour permettre aux pays de mieux planifier, se préparer et intervenir en cas de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles attribuables aux changements climatiques. Ces outils comprennent l'assurance contre les risques climatiques, les systèmes de prévision météorologique avancée et la planification des risques de catastrophe. En 2017-2018, cinq pays ont souscrit l'assurance par l'intermédiaire de la Mutuelle, et 11 pays ont bénéficié de son programme de renforcement des capacités.

La Mutuelle panafricaine de gestion des risques est également visionnaire dans d'autres domaines. Elle offre une solution africaine aux catastrophes naturelles attribuables aux changements climatiques qui frappent l'Afrique plus fréquemment. En outre, la Mutuelle aide les pays africains à souscrire une assurance souveraine afin de se protéger contre les catastrophes naturelles. Auparavant, la Mutuelle avait travaillé de concert avec les pays africains pour formuler des plans de réponse aux catastrophes qui détaillaient l'utilisation des prestations d'assurance éventuelles. Cela a permis aux pays africains de disposer des outils et des ressources nécessaires pour intervenir immédiatement auprès des populations vulnérables les plus gravement touchées par les catastrophes naturelles. Grâce au modèle de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques, les pays africains ont combiné leurs ressources pour mettre sur pied un fonds de gestion du risque de catastrophe efficace sur le plan financier et propre aux Africains.

En décembre 2017, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a approuvé le Projet d'amélioration de la qualité de l'air et de remplacement du charbon de Beijing. Le projet améliore la qualité de l'air et réduit la pollution en remplaçant le charbon par le gaz naturel dans les villages des alentours de Beijing. Une fois achevé, le projet fournira un raccord au service de gaz à environ 200 000 ménages ruraux et réduira la consommation de charbon de 650 000 tonnes par année à Beijing. Le Canada est devenu membre à part entière de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures en mars 2017 et siège actuellement au conseil d'administration de la Banque. Le Canada continuera à soutenir les politiques et les projets de cette nature qui encouragent le développement d'infrastructures durables en Asie.

ADOPTION DE PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES QUI FAVORISENT DES COLLECTIVITÉS SAINES, ADAPTATIVES ET RÉSILIENTES

Le Canada se fait depuis longtemps le champion de l'adoption de pratiques et de systèmes respectueux pour l'environnement afin de renforcer la résilience, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, mais aussi réduire la pollution et améliorer la gestion durable des ressources naturelles.

L'atteinte de ces objectifs se fait au moyen du soutien au leadership et à la propriété des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables. Ils sont ainsi en mesure d'adopter des pratiques et des technologies locales, telles que l'agriculture adaptée au climat, et de planifier et de se préparer aux défis liés au développement durable, et à y répondre. Cette approche a tiré parti des connaissances et des pratiques écologiques traditionnelles. Elle a également intégré la réduction du risque de catastrophes, notamment des stratégies pour améliorer la résilience aux changements climatiques.

Les efforts du Canada se sont inspirés du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, élaboré par les Nations Unies pour 2015-2030. Le Canada veille à ce que son aide internationale réduise les risques de catastrophes et renforce la résilience, tout en améliorant les mesures d'intervention en cas de catastrophe. Le Canada a accueilli la cinquième session de la Plateforme régionale pour la réduction des risques de catastrophes dans les Amériques à Montréal en mars 2017. Ce sommet ministériel très réussi s'est conclu par l'adoption du premier plan d'action régional de réduction du risque de catastrophes dans les Amériques.

Le Canada, par l'intermédiaire d'ECCC, contribue chaque année à l'Organisation météorologique mondiale. Ce soutien comprend des contributions volontaires aux fonds en fiducie gérés par l'Organisation météorologique mondiale qui aident les pays en développement à renforcer leurs services météorologiques et hydrologiques nationaux. Cela leur permet de s'assurer que leurs citoyens reçoivent des renseignements importants au sujet du climat.

Par l'intermédiaire d'ECCC, le Canada a offert ses contributions au Groupe international des observations de la Terre. Ce groupe aide les pays en développement à renforcer leurs capacités nationales en investissant dans leurs ressources humaines, techniques et institutionnelles. Le Canada soutient aussi le projet de systèmes d'alertes précoces face aux risques posés par le climat. Cette initiative vise à réduire les pertes humaines et économiques associées aux risques météorologiques et climatiques.

Le Canada a engagé 85 millions de dollars à la 10e reconstitution du Fonds international de développement agricole entre 2016 et 2018. Le Canada a également accordé une subvention de 100 millions de dollars au Programme pilote pour la résilience climatique du Fonds d'investissement climatique. Ce programme soutient les projets pilotes d'adaptation et de résilience climatiques. Le Fonds international de développement agricole des Nations Unies a offert un soutien considérable aux agriculteurs pauvres, grâce aux contributions du Canada et d'autres donateurs. Ces fonds ont touché plus de 97 millions de personnes dans les zones rurales, dont la moitié étaient des femmes. Le travail du Fonds sur le financement rural inclusif a donné un meilleur accès aux services financiers en région rurale à plus de 23,8 millions de personnes. En outre, le Fonds a fourni une formation sur les pratiques et techniques de production agricole et de bétail à 2,5 millions de personnes en vue d'améliorer leur productivité agricole.

Le Canada octroie 30 millions de dollars au Fonds pour les pays les moins avancés du Fonds pour l'environnement mondial entre 2017 et 2020. Le fonds appuie les efforts d'adaptation aux changements climatiques des pays les plus vulnérables au monde. Par exemple, le fonds a amélioré les renseignements climatiques en Gambie en contribuant à la construction de neuf stations météorologiques. Il a également formé le personnel des médias à communiquer les renseignements météorologiques.

Avec le soutien du Canada, le programme Semences de la survie d'USC Canada (2015-2020) a profité à 26 046 ménages agricoles de petite envergure au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Burkina Faso, en Éthiopie et au Mali. Dans ces pays, il a renforcé la disponibilité d'aliments de qualité et diversifiés, ainsi que la capacité des petits exploitants agricoles à s'adapter aux risques posés par les changements climatiques. Ils utilisent à présent de meilleures variétés de semences locales à pollinisation libre Les agriculteurs ont également pris part à des recherches visant la mise sur pied de banques communautaires de graines et de gènes rustiques afin de préserver la biodiversité des produits agricoles locaux. Cela permettra aux collectivités de devenir autonomes. Depuis 2015, la production de fruits par les ménages a connu une croissance de 20 % et la production de légume une hausse de 28 %. Les variétés de fruits et de légumes ont également augmenté respectivement de 31 % et de 42 %. Plus de 3 400 femmes et 1 200 jeunes agriculteurs ont reçu de l'aide pour acquérir des terres communales. Entre-temps, plus de 4 800 femmes et environ 2 000 jeunes ont reçu des intrants agricoles, comme des semences, des micro-prêts et de l'équipement. Ces résultats soulignent le fait que promouvoir la participation des femmes et des jeunes aux pratiques agroécologiques et aux initiatives liées au marché contribue à une croissance économique durable.

Le Fonds canadien de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles pour les Caraïbes est une initiative importante qui aide les collectivités locales à s'adapter aux changements climatiques et à se préparer aux catastrophes afin d'en atténuer les conséquences après leur survenue. En 2017, par exemple, le fonds a soutenu un partenariat à Wowetta, en Guyane, avec le Wowetta Women's Group et le Kanuku Mountain Community Representative Group. Ensemble, ils ont construit des installations permettant aux collectivités vulnérables de transformer la farine de manioc et de la mettre en réserve en prévision des occasions où elles se retrouveront coupées du monde en raison d'inondations ou lorsque la sécheresse nuira à la production de manioc. Depuis 2017, plus de 3 000 libres de farine de manioc ont été mises en réserve.

Le Canada accorde également un soutien à long terme pour aider les populations et les collectivités touchées par la crise à se remettre et récupérer. Par exemple, en octobre 2017, après le passage de l'ouragan Maria, qui a détruit la presque totalité des cultures de la Dominique, le gouvernement du Canada a financé la création d'un Programme de relance agricole d'urgence en Dominique. En décembre, la Dominique a reçu des semences de pomme de terre de haute qualité ainsi que de l'équipement et des outils. La plantation a commencé en février 2018, ce qui a aidé les producteurs de pommes de terre dominiquais (principalement des femmes) à rétablir leurs cultures à temps pour la saison de croissance.

INNOVATION

Au Sénégal, la saison des pluies a tendance à être irrégulière. De ce fait, le Canada a proposé une approche innovante qui a allié la surveillance météorologique et l'assurance agricole pour aider les petits agriculteurs à atténuer les risques dus aux aléas climatiques. En 2017-2018, le Canada a apporté un soutien au projet de déploiement de l'indice d'assurance agricole dans la région sénégalaise de la Casamance. Grâce à ce soutien, 25 pluviomètres, des instruments météorologiques qui mesurent les précipitations, ont été installés afin de pouvoir prédire l'incidence de la réduction des chutes de pluie sur les récoltes. De là, on a pu déterminer l'indemnisation financière des agriculteurs au cas où la production chuterait en raison du manque de pluie.

La contribution du gouvernement du Canada au Fonds fiduciaire multidonateurs d'assurance contre les risques liés aux catastrophes en Amérique centrale et dans les Caraïbes, mis en œuvre par la Banque mondiale, a aidé les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes à renforcer leur résilience. Ce résultat a été obtenu au moyen de l'assurance et d'autres outils permettant un financement rentable, rapide et fiable en cas d'urgence. Voici quelques exemples des travaux du fonds :

- l'assurance contre les risques liés aux catastrophes naturelles au Nicaragua;
- le financement et l'assurance contre le risque de catastrophe en Amérique centrale, au Panama et en République dominicaine;
- la mise sur pied de mécanismes détaillés de gestion du risque fiscal dans divers pays de la région.

INNOVATION

Au Maroc, plus de 200 mines ont fermé au cours des dernières décennies, et ont souvent été abandonnées sans mise hors service adéquate. Ces mines peuvent poser des risques importants pour la santé et l'environnement. Avec le soutien du CRDI, des chercheurs de deux universités ont fait quelque chose d'inédit : ils ont cartographié les mines dans lesquelles une lixiviation de substances chimiques nocives s'est produite. Les chercheurs de l'Université Cadi Ayyad à Marrakech et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue ont également mis au point une technique ciblée et rentable pour confiner le drainage minier acide. Avec l'aide d'une entreprise d'exploitation de mines de phosphate marocaine, leur innovation a été mise à l'échelle pour créer une couverture de stockage et libération sur tout un site minier, une première dans l'histoire de l'Afrique du Nord et de l'Afrique occidentale. (Une couverture de stockage et libération peut confiner le drainage minier acide et le libérer ultérieurement au moment voulu.) Cette réussite leur a fait remporter le prestigieux Prix Hassan II pour l'environnement, décerné par le ministère de l'Énergie, des Mines et du Développement durable du Maroc.

En Afrique, le manque de cadres en gestion des changements climatiques entrave la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies fondées sur des données scientifiques visant à renforcer la résilience. Un programme de bourse de l'Université de Nairobi et de l'Institut d'évaluation des ressources de l'Université de Dar es-Salaam cherche à combler cette lacune. Le programme a été lancé en janvier 2018 avec le soutien du CRDI. Il apportera un appui à 30 chercheurs, conseillers politiques et acteurs en milieu de carrière ou établis depuis longtemps qui ont des idées de lutte contre les changements climatiques pouvant être appliquées à l'échelle. Le renforcement du leadership parmi les femmes est également un objectif central du programme.
Le programme s'appuie sur les investissements passés du CRDI dans les bourses d'études sur les changements climatiques : 63 % des récipiendaires actuels ont participé à des programmes antérieurs du CRDI. Certains anciens récipiendaires sont également revenus à titre de personnes-ressources pour former la nouvelle génération.

GOUVERNANCE INCLUSIVE

Le Canada considère que la gouvernance inclusive est essentielle au développement durable à long terme. La gouvernance est dite « inclusive » lorsqu'elle sert et mobilise efficacement toutes les personnes, en tenant compte du genre et d'autres facettes de l'identité personnelle.

Le Canada soutient des modèles de prestation innovants pour ses programmes de gouvernance inclusive. Ces modèles pourraient aider les décideurs à orienter les politiques et les services afin qu'elles profitent aux plus pauvres (p. ex., approches de financement fondées sur les revenus). Le Canada continuera à soutenir des approches multipartites de promotion des processus de gouvernance qui incluent tous les intervenants pertinents, en particulier ceux qui en sont traditionnellement exclus.

Par exemple, cette année, le Canada a rejoint le réseau d'action mondiale sur le handicap. Ce réseau multipartite défend l'inclusion des personnes handicapées dans le développement international et l'action humanitaire. Le Canada a également adhéré à la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire.

En 2017-2018, le Canada a investi 293 millions de dollars en initiatives dans le champ d'action de la gouvernance inclusive. Ces contributions ont notamment eu pour résultat :

- l'amélioration des capacités des gouvernements à faire respecter les droits de la personne;
- l'amélioration de la gestion des finances publiques et de la prestation de services;
- la réduction des obstacles à la participation égale et efficace des femmes à la vie politique;
- le renforcement des efforts de lutte contre la corruption et l'impunité.

Le Canada axe ses efforts de gouvernance inclusive sur :

- la promotion et la protection des droits de la personne;
- l'amélioration de l'accès équitable à un système de justice fonctionnel;
- l'augmentation de la participation à la vie publique;
- la prestation de services publics qui fonctionnent pour tous.

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE

La réalisation des droits de la personne renforce le pouvoir et propulse les économies, formant l'assise du développement inclusif.

Le Canada a pour objectif de promouvoir et de protéger les droits de la personne, y compris les droits en ligne, en renforçant la capacité de tous les protagonistes de la société de revendiquer leurs droits et de demander réparation. Le Canada aide également les particuliers et les entités à honorer leurs obligations ou responsabilités de respecter, protéger, réaliser ou promouvoir les droits de la personne. Pour ce faire, il aide notamment les particuliers, la société civile, les gouvernements et le secteur privé à promouvoir et à protéger les droits de la personne pour les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés, en particulier les femmes et les filles.

Avec le soutien du gouvernement du Canada, la Commission interaméricaine des droits de l'homme fait la promotion de la justice pour les femmes et les filles en Amérique latine et aux Caraïbes. En 2017- 2018, elle a formé 93 personnes (dont 73 femmes) aux normes juridiques régionales et universelles liées à la discrimination, à l'inégalité et à la violence à l'égard des femmes et des filles. Parmi elles, on comptait 63 représentantes de divers ordres du gouvernement responsables des droits des femmes et des filles. Trente personnes étaient issues d'organisations de la société civile, y compris des organisations de défense des droits des autochtones, des personnes LGBTQ2I, des enfants, des femmes et des personnes de souche africaine. En outre, la Commission a reçu un appui à 26 résolutions qu'elle avait publiées. Ces résolutions prévoyaient des mesures de précaution en cas de préjudice grave, imminent et irréparable pour les femmes et les filles.

Le Canada s'associe à la Royal Commonwealth Society pour promouvoir les droits humains, sociaux et économiques des personnes LGBTQ2I dans les pays du Commonwealth. Le projet vise à répertorier les types d'outils juridiques qui pourraient être utilisés pour aider les gouvernements du Commonwealth intéressés à réformer le statut juridique et à améliorer la vie des personnes LGBTQ2I. Cet objectif sera atteint grâce à la recherche, aux consultations d'experts et à l'engagement des intervenants. Le projet comprendra également des occasions de dialogue avec des représentants des pays membres du Commonwealth afin de partager les pratiques exemplaires et de discuter des domaines où les réformes sont possibles.

Le projet Établir un environnement favorable pour lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles d'Oxfam Canada a terminé sa deuxième année en 2017-2018. À ce jour, il a touché plus de 119 187 personnes

(69 875 femmes et 49 312 hommes) dans cinq pays : le Bangladesh, l'Indonésie, le Népal, le Pakistan et les Philippines. Plus de 276 groupes communautaires ont été formés, composés de groupes de femmes et de clubs de jeunes, qui offrent un environnement sûr dans lequel discuter de plusieurs sujets. Ces sujets vont des droits de la femme au mariage des enfants et aux relations saines, en passant par les familles fortes, et la santé et les droits sexuels et reproductifs. L'équipe du projet collabore également avec des personnes influentes afin de faire progresser les politiques et de veiller à la mise en œuvre des lois et des règlements. Cela montre aux collectivités à quoi ressemble la responsabilisation. En 2017-2018, le projet a organisé 22 campagnes médiatiques de sensibilisation au mariage des enfants et à la violence envers les femmes.

INNOVATION

Un collectif de femmes et de développeurs d'Amérique latine à Coding Rights, un centre de réflexion et d'action brésilien soutenu par le CRDI, relève les défis liés aux droits à l'égalité des genres pour les femmes et les minorités LGBTQ2I sur Internet. Le collectif a aidé les femmes activistes locales à se protéger en ligne. Il a également lancé Radar Legislativo, une plateforme qui aide la société civile à surveiller tous les projets de loi liés aux droits numériques rédigés ou débattus par le corps législatif brésilien. En reconnaissance de sa contribution à la compréhension des questions liées aux droits de la personne numériques, Coding Rights s'est vu décerner le Prix 2017 du Fonds régional d'innovation numérique de l'Amérique latine et des Caraïbes pour les femmes en technologie.

Le régime de sécurité sociale de l'État d'Ekiti au Nigéria est le premier du genre en Afrique subsaharienne. Mis en œuvre entre 2012 et 2014, le régime de retraite non assuré par cotisations cible les aînés des ménages pauvres dans l'État d'Ekiti. La majorité d'entre eux vivent en région rurale et travaillent dans le secteur informel, en d'autres termes, dans une économie souterraine où les revenus ne font l'objet d'aucune règlementation ou imposition. Une équipe de chercheurs soutenue par le CRDI a mené une étude approfondie sur les résultats du régime. L'étude a orienté la mise en place d'un programme national prioritaire pour les personnes vulnérables. S'appuyant sur les constatations de l'étude, le gouvernement du Nigéria s'est également engagé à élargir la portée de tels régimes. Il a annoncé un plan qui prévoit une sécurité sociale à 50 % des groupes vulnérables, à commencer par les jeunes au chômage.

Le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada négocie et met en œuvre les dispositions sur les conditions de travail dans les accords de libre-échange du Canada avec d'autres pays. Ces dispositions comprennent des engagements visant à protéger les droits et principes relatifs au travail reconnus à l'échelle internationale. D'autres engagements prévoient l'application du droit du travail national grâce à des mécanismes permettant de recevoir des plaintes et d'enquêter sur celles-ci, et d'imposer des pénalités ou des sanctions commerciales lorsque cela est justifié.

Pays : Ukraine © Legal Hundred

Au service de ceux qui ont servi l'Ukraine

Un jour de l'été 2014, lorsque la guerre a éclaté en Ukraine orientale, Lesia Vasylenko, jeune avocate, s'est rendue à un hôpital militaire à Kyiv. Elle portait une enveloppe remplie d'argent qu'elle avait recueilli à la demande d'un ami pour un jeune soldat qui avait perdu un membre au combat et nécessitait une opération coûteuse. C'est une visite qui a changé la vie de Lesia. « J'ai commencé à examiner les lois qui protègent les soldats, et j'ai expliqué à la famille de ce garçon comment demander les prestations auxquelles il avait droit, explique-t-elle. Ensuite, sa famille m'a demandé d'aider le compagnon de chambre d'hôpital du garçon, et ce compagnon de chambre m'a demandé d'aider quelqu'un d'autre. C'était une réaction en chaîne. »

Lesia se trouve désormais à la tête de Legal Hundred, une organisation non gouvernementale influente qui compte plus de 200 avocats et représentants bénévoles dans 12 régions de l'Ukraine. La jeune avocate continue à aider les anciens combattants et leur famille.

Dans les premiers temps, le Canada a soutenu Legal Hundred par l'intermédiaire du Fonds européen pour la démocratie. Le Canada continue à financer le travail important de cette organisation, qui a rédigé une proposition visant à éliminer des modifications permettant à l'armée de prolonger indéfiniment le contrat des soldats s'étant enrôlés temporairement. Ces modifications ont été mises en place au moment où la guerre a éclaté.

Legal Hundred a également exercé une influence déterminante dans la lutte contre la discrimination sexuelle endémique dans l'armée ukrainienne. Ses efforts énergiques ont aidé à convaincre le parlement d'adopter une loi qui garantit des droits égaux aux femmes dans l'armée ukrainienne.

La guerre ne montre aucun signe d'apaisement, mais Lesia Vasylenko n'a aucune intention d'abandonner son travail de défense des intérêts. « Les gens que nous défendons représentent un pourcentage relativement faible de la population, mais ce sont eux qui protègent notre pays, pour le moment, conclut-elle. Je ne peux pas aller me battre au front, alors c'est la façon que j'ai trouvée d'aider l'Ukraine. »

Pays : Jordanie © Sogema Inc.

Sabah, modèle exemplaire à Deir Alla, en Jordanie

Sabah est une jeune femme vivant à Deir Alla, en Jordanie, qui était déterminée à faire quelque chose pour aider sa mère après le décès de son père. Elle a entendu parler d'un programme de formation sur l'énergie renouvelable financé par le Canada, et elle a décidé de s'y inscrire. « La formation a mis au jour des capacités que je ne me connaissais pas, s'est enthousiasmée Sabah. Elle m'a donné l'assurance et la motivation nécessaires pour réaliser mes ambitions. » Après la formation, Sabah s'est portée candidate aux élections locales de sa collectivité, et elle a remporté son siège avec près de 60 % des voix. Elle est un modèle pour les autres femmes qui se sentaient auparavant privées de pouvoir par les tenaces coutumes locales et les idées traditionnelles envers les femmes. Grâce au courage et à la détermination de Sabah, les jeunes femmes de Deir Alla savent désormais que leurs possibilités sont illimitées!

Le Programme du travail du Ministère offre également une assistance technique aux pays partenaires en finançant des projets de renforcement des capacités qui :

- soutiennent la modernisation de la politique et de l'administration du travail en vue de renforcer les institutions de gouvernance démocratique;
- font la promotion de la croissance économique tout en respectant les droits des travailleurs;
- améliorent la qualité des conditions de travail dans les pays partenaires.

En 2017-2018, le Programme du travail a financé des projets au Pérou (328 000 $), au Costa Rica (200 000 $), au Honduras (200 000 $), au Mexique (5 000 $) et en Ukraine (100 000 $). Il a également versé 200 000 $ à l'Organisation des États américains pour renforcer la capacité des ministères du Travail à mettre en œuvre des lois, des politiques et des programmes relatifs au travail qui favorisent et respectent les droits fondamentaux du travail. Par exemple, au Honduras, la Fundación del Servicio Exterior para la Paz y la Democracia (FUNPADEM) met en œuvre un projet à l'issue des modifications apportées l'an dernier à son code du travail. La nouvelle loi sur l'inspection du travail a créé une Direction générale des inspections du travail. La loi introduira également un cadre opérationnel visant à traiter les questions de non-conformité avec le droit du travail en sanctionnant les pratiques antisyndicales. Des supports de communication seront créés pour faire connaître et respecter le nouveau processus d'inspection.

Grâce au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, le Canada a également soutenu le programme Better Work de l'Organisation internationale du Travail en 2017-2018. Par exemple, au Vietnam, ce programme met en place des initiatives de sensibilisation au harcèlement sexuel dans le secteur du vêtement pour en réduire l'occurrence. L'investissement a contribué à renforcer les cadres stratégiques nationaux et a stimulé la conformité à l'échelle des entreprises dans ce domaine. Il a également amélioré les connaissances, la compréhension et le comportement des travailleurs à l'égard de ces questions.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS ÉQUITABLE À UN SYSTÈME DE JUSTICE FONCTIONNEL

L'accès équitable à la justice est un moyen de juguler la pauvreté, car il offre aux particuliers et aux collectivités une base juridique à invoquer pour revendiquer leurs droits et voir à ce que justice soit rendue. L'accès à la justice peut également transformer la garantie juridique de l'égalité des genres en améliorations réelles dans la vie quotidienne des femmes.

Le Canada a pour objectif de favoriser un accès équitable à un système de justice et à des services d'application de la loi justes qui font la promotion des droits de la personne des plus pauvres et des plus marginalisés, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. Pour ce faire, il faut améliorer la sensibilité des institutions de la justice et de l'application de la loi aux questions d'égalité des genres. Il faut également s'assurer que les services de justice sont offerts aux particuliers dans leur collectivité et que ces derniers prennent conscience des questions juridiques.

Avec le soutien du gouvernement du Canada, le Centre d'études de la justice des Amériques a mis en œuvre un projet visant à améliorer l'accès à un système de justice civile équitable et efficient. Une telle justice respecte les droits de toutes les personnes qui participent aux procédures judiciaires. En 2017-2018, 770 représentants du gouvernement et de la société civile, dont 412 femmes, ont reçu une

formation au sujet des questions liées à la réforme d'un système de justice civile accessible, efficient et équitable.

Au Népal, la contribution du Canada à la Banque de développement asiatique en 2017-2018, par l'intermédiaire du Fonds de coopération pour le développement et l'égalité des genres, a soutenu la lutte contre la violence envers les femmes à Katmandou et dans les districts périphériques. En coopération avec la police nationale, des centres de service spéciaux ont été ouverts pour s'occuper des crimes commis contre les femmes et les enfants. Le projet a également construit deux centres dans les districts ruraux, qui servent les victimes et sont ouverts en permanence. L'équipe du projet a rédigé et distribué des manuels de formation et des procédures opérationnelles normalisées à l'intention des policiers, leur montrant comment traiter les victimes de violence basée sur le genre et de crimes connexes. Le projet a également soutenu des campagnes de sensibilisation du public à la violence envers les femmes et les enfants et aux moyens de prévention de cette violence.

Au Guatemala, le gouvernement du Canada a continué à défendre l'existence de la Commission internationale contre l'impunité parrainée par les Nations Unies. Cette commission, en partenariat avec le bureau du procureur général, a fait d'importants progrès dans la lutte contre l'impunité. Ces efforts se sont composés d'enquêtes, d'arrestations et de procédures judiciaires liées au haut niveau de corruption au Guatemala. Cela comprend les cas de corruption par les responsables de l'État, qui ont donné lieu à la disparition de millions de dollars en recettes publiques. Par conséquent, les citoyens exigent une meilleure reddition de compte de la part des autorités de tous les ordres de gouvernement. Ils insistent sur l'apport de changements structurels visant à augmenter la transparence et l'efficacité du gouvernement.

Au Honduras, le gouvernement du Canada, en collaboration avec l'UNICEF, a soutenu la création d'un système national de protection des enfants et de justice pour mineurs fondé sur les droits. Le Honduras reste l'un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine. Les jeunes, ainsi que les femmes et les Autochtones, sont les plus susceptibles de faire l'objet de violations des droits de la personne et de violence. À l'échelle locale, 109 tables municipales sur la protection des enfants ont été mises en place dans un tiers des municipalités du pays. (Les tables municipales sont des protocoles harmonisés destinés aux organes municipaux de coordination de la protection des enfants.) Le projet a également aidé 300 enfants à perfectionner leurs compétences en leadership, renforçant parallèlement le pouvoir des filles, et s'est assuré que les dirigeants politiques municipaux s'engagent dans les questions liées à la protection des enfants.

Au Pérou, le Programa Laboral de Desarrollo a mis en œuvre un projet de trois ans visant à améliorer la protection des droits des travailleurs à la liberté d'association et à la négociation collective. Le projet a également tenté d'améliorer l'équilibre des pouvoirs de négociation entre les intervenants du milieu du travail. Le soutien du Canada aidera le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi du Pérou à tenter de relever deux défis. Le premier consiste à aider le Ministère à renforcer sa capacité de faire respecter le droit national du travail. Le deuxième consiste à veiller à ce que le Ministère puisse apporter les changements nécessaires pour moderniser le processus de certification des syndicats. Les autorités judiciaires suivent également une formation spéciale visant à réduire les chevauchements dans les processus du tribunal du travail.

Au Costa Rica, l'Organisation internationale du Travail a mis en œuvre un projet à la suite des modifications apportées par ce pays à son code du travail, et le Canada a contribué à ces efforts. Le projet cible les conséquences des pratiques discriminatoires dans le secteur agricole de l'ananas en fonction de l'appartenance syndicale et du genre. La loi sur la réforme procédurale du travail, récemment approuvée, a modernisé le droit du travail dans ce pays. Les nouveaux régimes administratif et judiciaire renforcent le règlement des différends individuels et collectifs.

Comme le Kenya s'urbanise de plus en plus, la moitié des résidents de Nairobi vivent dans des lotissements non planifiés, comme Mukuru et Kiandutu. Le rythme du développement urbain n'a pas suivi la rapidité des migrations vers les zones urbaines. Les résidents des lotissements comme Mukuru et Kiandutu souffrent souvent d'une sorte d'amende à la pauvreté, car ils paient trois ou quatre fois plus cher pour les services que les quartiers plus aisés. Un projet soutenu par le CRDI a formulé des modèles juridiques et financiers et des modèles d'urbanisation permettant de résoudre cette pauvreté pénalisante. Le gouvernement régional de la ville de Nairobi a déclaré le lotissement de Mukuru zone d'aménagement spéciale en mars 2017, ce qui constitue un résultat direct du projet. Cette déclaration ouvre la voie au réaménagement du lotissement. Par la suite, le gouvernement de la ville de Kiambu a annoncé son intention de créer un plan d'aménagement pour le lotissement de Kiandutu grâce à un processus participatif.

AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION À LA VIE PUBLIQUE

Lorsque les membres des groupes vulnérables et marginalisés prennent part à la vie publique de leur pays, en qualité d'électeurs, de fonctionnaires élus ou d'employés ou de cadres de la fonction publique, des sociétés pluralistes qui favorisent l'inclusion voient le jour.

Le Canada s'efforce de stimuler la participation des membres des groupes traditionnellement marginalisés, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. L'objectif consiste à leur faire jouer des rôles de leadership public et de les faire participer aux processus décisionnels et démocratiques de leur société. Pour en arriver là, il faut soutenir les processus de gouvernance locale et nationale, la participation à la vie politique, l'éducation civique et des réformes du secteur public qui favorisent la diversité.

INNOVATION

En 2017-2018, le gouvernement du Canada s'est associé à l'International Republican Institute dans un projet de 2,9 millions de dollars en Mongolie visant à améliorer la représentation des femmes dans les assemblées législatives nationales et locales. La création d'un environnement électoral inclusif et représentatif dans lequel les femmes sont des candidates actives, visibles et viables était essentielle à la réalisation de cet objectif. Ce projet ne s'est pas contenté de renforcer les capacités et d'augmenter le nombre de femmes élues. Il a aussi :

- favorisé une meilleure perception des femmes dans la société et les structures politiques de la Mongolie;
- informé les citoyens des avantages que présente l'augmentation du nombre de femmes élues et occupant des postes de haut fonctionnaire;
- poussé les partis politiques à augmenter le nombre de femmes candidates ou employées de l'État;
- aidé les candidates à préparer et à mener des campagnes efficaces et à s'engager dans la formulation et la mise en œuvre des politiques.

Dans ses efforts pour renforcer la participation des femmes aux élections, l'équipe du projet a travaillé directement avec les partis politiques (et non des candidats individuellement), parallèlement à d'autres intervenants. L'équipe a relevé un besoin non satisfait : la communauté des sourds n'avait pas accès à une éducation des électeurs. Par conséquent, un nouveau partenariat a été conclu avec l'Association mongolienne des interprètes de langue des signes, et les vidéos et documentaires sur l'éducation des électeurs ont été traduits en langue des signes.

Avec le soutien du gouvernement du Canada, ParlAmericas, un réseau indépendant d'assemblées législatives nationales, a renforcé la gouvernance démocratique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour ce faire, il a augmenté la capacité des fonctionnaires élus de s'acquitter de leurs rôles et responsabilités. En 2017-2018, ParlAmericas a offert une formation à 73 parlementaires et à 21 représentants de la société civile. Plus de la moitié des parlementaires étaient des femmes, mais tous les représentants de la société civile, sauf un, étaient des femmes. La formation a amélioré la capacité des participants d'intégrer avec efficacité l'égalité des genres dans le travail parlementaire. En outre, 48 parlementaires, 4 membres du personnel législatif et 5 représentants de la société civile ont participé à une conférence hémisphérique sur le renforcement du pouvoir des femmes. Tous les membres du personnel législatif et les représentantes de la société civile étaient des femmes, alors que 38 parlementaires étaient des femmes.

L'État indien du Gujarat est le théâtre de la mise en œuvre d'une stratégie qui mobilise les hommes et les femmes des régions rurales en vue de lutter contre la violence sexuelle et d'instaurer la sécurité. Cette stratégie

Pays : Inde © CRDI/ Steven Morris

repose sur le modèle kNOw Fear, qui a été conçu avec le soutien du CRDI et fait à présent l'objet d'essais dans 16 villages. La stratégie kNOw Fear s'appuie sur les réformes constitutionnelles mises en place par le gouvernement indien en 1992. Ces réformes réservent aux femmes jusqu'à un tiers des sièges dans les organes élus locaux; toutefois, elles ont largement ignoré les questions liées à la violence sexuelle et la sécurité. Premier de son genre en Inde, le modèle kNOw Fear enseigne leurs droits aux femmes et aux filles. Il leur donne des outils permettant d'effectuer une vérification de la sécurité de leur village. Elles utilisent la technologie pour recueillir des données probantes, formuler leurs demandes et assurer le suivi des résultats. Les hommes jouent également un rôle dans la stratégie, en sensibilisant la collectivité au sens large.

Grâce au projet Appui à l'éducation civique et électorale en partenariat avec l'organisation internationale Développement et paix, le Canada a stimulé les progrès sur les questions telles que le pluralisme pacifique dans la République du Congo. Ce projet soutient des campagnes d'éducation civile et électorale qui cherchent à augmenter la participation à la vie politique et à faire connaître les valeurs démocratiques. En 2017-2018, la campagne du projet a touché plus de 4,4 millions de personnes à l'occasion de séances éducatives organisées dans tout le pays. Les messages de la campagne ont également été diffusés sur 77 chaînes de radio en langue locale, touchant au total un public de plus de 10 millions de personnes.

PRESTATION DE SERVICES PUBLICS QUI FONCTIONNENT POUR TOUS

Des services publics qui fonctionnent pour tous peuvent contribuer à résoudre les problèmes liés à l'urbanisation et à la pauvreté rurale et renforcer la résilience en général. Le Canada soutient des services publics qui répondent aux besoins distincts de la population et contribue

à améliorer la qualité, l'accessibilité et l'abordabilité des services publics dans les collectivités locales.

Le Canada a aidé ses partenaires gouvernementaux à offrir ou à surveiller des services publics de grande qualité qui répondent aux besoins des personnes marginalisées, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. Pour ce faire, il a fallu collaborer avec les gouvernements à tous les niveaux et avec les fournisseurs des services publics pour :

- améliorer la transparence et la responsabilisation;
- renforcer la responsabilisation sociale;
- améliorer la gestion des finances publiques;
- utiliser des données statistiques pour orienter les améliorations des services.

Le Canada a soutenu l'initiative de création de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques afin de lutte contre la corruption et d'intégrer l'égalité des genres dans les services publics. Pour apprendre à lutter contre la corruption, 136 vérificateurs des institutions supérieures de contrôle des régions anglophones, francophones et arabophones ont reçu une formation sur les cadres de vérification institutionnels. Les cours étaient axés sur la dimension de la corruption liée à l'égalité des genres et à ses effets sur les ODD. En outre, des considérations liées à l'inclusivité, notamment l'égalité des genres, ont été ajoutées au manuel de rendement de la vérification, un précieux outil public utilisé par les vérificateurs des finances publiques dans le monde entier.

À Cuba, le gouvernement du Canada a soutenu en 2017-2018 un projet de renforcement de la capacité des vérificateurs grâce à la formation, à l'assistance technique et au soutien technologique. De ce fait, les connaissances des participants sur le contrôle de vérification, la méthodologie et la supervision ont augmenté des deux tiers. Leur confiance dans leur capacité d'allier les approches tenant compte de l'égalité des genres et les approches environnementales pendant la conduite des vérifications a augmenté de 58 %.

Au Myanmar, le gouvernement du Canada s'est associé en 2016 au Forum des fédérations dans un projet de trois ans visant l'amélioration des connaissances et une meilleure compréhension du fédéralisme. Depuis le début du projet, 11 194 dirigeants communautaires ont approfondi leurs connaissances sur le fédéralisme à l'occasion de 236 ateliers animés par des formateurs locaux dans l'ensemble du pays. Les participants ont également pris connaissance des mécanismes qui peuvent contribuer à renforcer la participation des femmes au fédéralisme et à la prise de décisions publiques. C'était particulièrement le cas pour les ateliers axés sur l'égalité des genres et le fédéralisme. Dans ce cadre, plus de la moitié des participants ont déclaré que leur compréhension des enjeux liés à l'égalité des genres et au fédéralisme avait augmenté de plus de 75 %. Les questions examinées comprenaient les droits de la personne, l'unité et la diversité, la consolidation de la paix, le partage des pouvoirs, le gouvernement local, et le fédéralisme fiscal et la budgétisation sexospécifique.

En Afrique du Sud, le gouvernement du Canada a poursuivi en 2017- 2018 son partenariat avec la Fédération canadienne des municipalités dans le cadre du projet Développer des municipalités inclusives et vertes. Ce projet aide les gouvernements municipaux à renforcer leur capacité de prendre en charge une prestation de services efficace, d'assurer une croissance économique verte inclusive et de renforcer les mesures d'atténuation et d'adaptation à l'égard des changements climatiques. Au cours de sa première année, en 2017, le projet a sensibilisé les municipalités aux questions liées à l'égalité des genres. Cela a jeté les bases de la budgétisation sexospécifique et d'autres pratiques exemplaires en planification municipale, qui seront déployées à mesure de l'évolution du projet.

Le Canada mise sur la participation et la collaboration bilatérales et multilatérales lorsqu'il accorde son soutien à des pays partenaires pour des questions associées à la fiscalité internationale et à la mobilisation des ressources nationales. Il fournit cette aide, notamment, par l'intermédiaire de l'Agence de revenu du Canada. Par exemple, l'Agence a coparrainé le Réseau pour le renforcement des capacités du Forum sur l'administration fiscale de l'OCDE. Ce forum vise à promouvoir les travaux et les priorités qui appuient les efforts de renforcement des capacités fiscales internationales. Le réseau a établi un cadre de renforcement des capacités pour :

- ancrer ces priorités;
- servir d'outil utile pour cataloguer, évaluer et surveiller le soutien et les activités;
- améliorer l'efficience en relevant les lacunes en matière de renforcement des capacités et les dédoublements.

Pour contribuer à renforcer les capacités de l'administration fiscale, l'Agence du revenu du Canada a continué à tirer parti d'un prototype mondial en ligne, la Plateforme de partage des connaissances pour les administrations fiscales. Cette plateforme encourage le partage pratique des connaissances et de l'expertise fiscales de façon économique et durable. De nombreuses administrations et organisations fiscales tirent parti de cet outil pour compléter leurs programmes actuels.

En Haïti, par l'intermédiaire du consortium C2D Services-Data Torque, le Canada a renforcé les compétences des institutions de perception des droits de douane et des impôts sur le revenu, de la Direction générale des douanes et de la Direction générale de l'impôt sur le revenu. Grâce à ces capacités accrues, ces entités seront en mesure d'améliorer la génération des recettes intérieures nécessaires pour offrir des services publics inclusifs. En 2017-2018, avec le soutien du Canada, un système

de gestion fiscale informatisé a été installé en trois emplacements de la Direction générale de l'impôt sur le revenu, permettant au personnel clé d'améliorer ses compétences. Le soutien du Canada a également contribué à augmenter les recettes intérieures de 126 % entre 2010 et 2016, qui sont passées de 19,5 milliards à 44,2 milliards de gourdes haïtiennes. Sur la même période, la proportion des recettes intérieures par rapport au produit intérieur brut a augmenté pour passer de 7,3 % à 9,12 %.

Le gouvernement du Canada a préparé les femmes membres de l'assemblée législative nationale à mieux s'acquitter de leur rôle et de leurs responsabilités grâce au projet Appui à la démocratie au Burkina Faso, dirigé par Centre parlementaire, une organisation canadienne à but non lucratif. En 2017, grâce à divers ateliers, les femmes membres de l'assemblée législative ont amélioré leurs compétences, notamment en formulation de budgets et de programmes, en évaluation des politiques publiques, en vérification interne. En outre, un atelier destiné à 15 femmes membres de l'assemblée législative du Burkina Faso les a aidées à perfectionner leurs compétences en leadership.

Pays : Liban © Elias Beam, Mercy Corps

Thérapie par le théâtre

Diana, âgée de 17 ans, est une réfugiée palestinienne de Syrie qui se passionne pour le théâtre. En 2013, Diana et sa famille ont fui la guerre en Syrie et ont trouvé refuge au sud du Liban. Le programme Youth for Tomorrow, auquel contribue le Canada, a tendu la main à des centaines de jeunes comme Diana qui ont souffert des effets du conflit et du déplacement. Il travaille avec les jeunes pour les aider à retrouver leur dignité au cœur de la crise qu'ils traversent. Le personnel du programme a encouragé Diana à s'inscrire à un cours de théâtre. « Lorsque je suis montée sur scène, j'ai oublié ma dépression, j'ai oublié la mort et toute cette tristesse. Je me suis souvenue du bon vieux temps, lorsque j'adorais faire du théâtre », a raconté Diana. Grâce à la thérapie par le théâtre, Diana commence à entrevoir de nouvelles perspectives d'avenir : aller à l'école, et aider sa collectivité. « Le centre Bussma m'a aidée à devenir plus positive et à croire en moi... On a des capacités et des talents, et on peut faire mieux dans la vie. »

Au Pérou, le gouvernement du Canada a aidé le Bureau du défenseur public à promouvoir une bonne gouvernance. À la suite de ce projet, 133 656 plaintes déposées par des citoyens concernant la prestation et la qualité des services publics ont fait l'objet d'audiences et ont été traitées par la Defensoría del Pueblo. (Sur les plaintes déposées par les citoyens, 43 % provenaient de femmes.) En outre, le projet a soutenu la création d'une commission de haut niveau pour lutter contre la violence envers les femmes, la première organisation de ce genre au Pérou. À la suite des travaux de ce projet, le plan stratégique institutionnel de la Defensoría del Pueblo applique les principes de l'égalité des genres, des droits de la personne et de l'interculturalité (essentiellement, les rapports entre différentes cultures).

Avec l'appui du gouvernement du Canada, le Fonds monétaire internationale met en œuvre un projet de promotion d'une gestion efficace des finances publiques et d'une croissance économique inclusive en Amérique centrale. En 2017-2018, le Centre régional d'assistance technique pour l'Amérique centrale, le Panama et la République dominicaine a formé 21 fonctionnaires des ministères des Finances de la région au sujet des pratiques exemples en budgétisation sexospécifique dans la gestion des finances publiques. La formation abordait les pratiques exemplaires internationales ainsi que le cadre analytique à appliquer tout au long du cycle budgétaire. Les compétences acquises aideront les pays à intégrer les considérations liées à l'égalité des genres dans les processus nationaux d'établissement des budgets.

INNOVATION

En Tanzanie, le gouvernement du Canada s'est associé à l'UNICEF en 2017-2018 dans le projet Augmenter l'enregistrement des naissances au moyen d'une technologie novatrice. Ce projet vise à éliminer les principaux obstacles auxquels les mères font face en ce qui concerne l'enregistrement des naissances, afin que les nouveau-nés puissent être enregistrés et recevoir un certificat de naissance. Le projet a donné lieu à un processus d'enregistrement innovant et simplifié qui utilise la technologie mobile, et a permis de mieux comprendre que l'enregistrement des naissances est le « premier droit » dont dépend l'accès aux autres droits. Le projet innovant est axé sur un partenariat avec un fournisseur de services mobiles du secteur privé, Tigo. Il fournit également des téléphones intelligents permettant de téléverser les données instantanément, ce qui facilite l'enregistrement des naissances dans les collectivités les plus marginalisées et les plus isolées et permet d'assurer le suivi des progrès en temps réel. L'enregistrement des certificats de naissance confirme un âge exact, ce qui est essentiel dans les efforts de lutte contre le mariage des enfants, le mariage précoce et le mariage forcé. En 2017 seulement, ces efforts ont entraîné une augmentation de l'enregistrement de 1,1 million d'enfants de moins de 5 ans en Tanzanie.

Au Mozambique, les efforts du Canada ont contribué à augmenter l'enregistrement des données d'état civil, telles que les naissances et les décès, en 2017-2018. Cela a permis, en fin de compte, de combler les lacunes dans l'enregistrement et a aidé les Mozambicains à obtenir le droit à l'identité. Ces progrès ont été accomplis par l'intermédiaire du projet Renforcer les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Ce projet a contribué à la mise en œuvre d'un nouveau système d'enregistrement électronique des données d'état civil, qui a enregistré plus de 20 000 naissances, et a renforcé la capacité des 312 employés de gérer ce système. En outre, 76 travailleurs de la santé dans 35 hôpitaux ont été formés à l'utilisation du nouveau module électronique de certification des décès. Il fournit des données sur les causes du décès en fonction de la classification internationale des maladies de l'Organisation mondiale de la santé.

En Guinée, l'Agence de la santé publique du Canada et ses partenaires ont animé des séances de formation en gestion des urgences en français en 2017-2018 à l'intention des employés du Centre des opérations d'urgence en santé publique de la Guinée et au chef d'équipe sur place des Centres pour le contrôle des maladies des États-Unis. Les partenaires du Canada comprenaient ce dernier centre, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de la Guinée. Le programme d'apprentissage de niveau intermédiaire de quatre semaines s'appuie sur les travaux effectués par l'Agence de la santé publique du Canada en Guinée au cours de l'épidémie d'Ebola entre 2014 et 2016. Le programme est conçu pour aider les participants à comprendre les principes et les pratiques de gestion des urgences de santé publique et à les appliquer dans leur contexte. L'accent est mis sur les fonctions de base et l'infrastructure essentielle pour établir et faire fonctionner un centre des opérations d'urgence en santé publique qui doit respecter les exigences de base du Cadre pour un centre d'opérations d'urgence de santé publique de l'Organisation mondiale de la Santé. La formation appuie les objectifs du Programme de sécurité sanitaire mondiale consistant à :

- accroître la capacité mondiale de détection, d'évaluation, de déclaration et d'intervention en cas de menaces liées aux maladies;
- renforcer les partenariats mondiaux de gestion des urgences de santé publique;
- aider les autres pays à mettre en œuvre le Règlement sanitaire international.

En juin 2016, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a approuvé le Programme national d'éradication des bidonvilles en Indonésie. Ce projet se poursuit jusqu'en 2022 et est cofinancé par la Banque mondiale. Le projet améliore l'accès à l'infrastructure et aux services urbains dans les bidonvilles ciblés en Indonésie. Le projet vise à relever la barre dans cinq domaines :

- le développement institutionnel et politique;
- le soutien intégré à la planification et le renforcement des capacités des gouvernements et des collectivités locaux;
- l'infrastructure et les services urbains dans certaines villes;
- le soutien à la mise en œuvre et l'assistance technique;
- les interventions d'urgence en cas de catastrophe.

Le projet devrait directement et indirectement améliorer les conditions de vie de 9,7 millions de personnes habitant dans 154 villes, grâce aux améliorations de l'accès à l'infrastructure urbaine et de la qualité de cette dernière.

PAIX ET SÉCURITÉ

Les ODD ont souligné qu'« il ne peut y avoir de développement durable sans paix, et il ne peut y avoir de paix sans développement durable ». Les ODD comprennent l'objectif 16, qui vise à « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ».

La Politique d'aide internationale féministe du Canada reconnaît la place centrale qu'occupe l'objectif 16 dans la réalisation du Programme à l'horizon 2030. Pour atteindre les cibles de l'ODD 16, le Canada a collaboré avec ses nombreux partenaires. Il a œuvré dans les États fragiles et touchés par les conflits pour promouvoir la primauté du droit, l'accès à la justice et des institutions publiques plus transparentes et redevables qui appuient la paix et des systèmes de sécurité efficaces. En 2017-2018, le Canada s'est efforcé de faire progresser l'ODD 16 dans de nombreux pays du monde, dont l'Afghanistan, la Colombie, Haïti, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, le Mali et la région du Sahel, le Myanmar, la Syrie et l'Ukraine.

INNOVATION

Le Canada a également continué à faire preuve d'un leadership politique sur les questions liées à la paix et à la sécurité en 2017-2018. En novembre 2017, le Canada a lancé son Plan d'action du Canada sur les femmes, la paix et la sécurité (2017-2022). Ce plan s'appuie sur le plan 2011-2016 et place les femmes et les filles au centre des efforts de prévention et de résolution des conflits. Le Canada a également mené l'Initiative Elsie sur les femmes dans les opérations de paix. Ce projet pilote innovant a été lancé en novembre 2017 et vise à stimuler un changement transformationnel. Pour ce faire, il augmentera la participation valorisante des femmes aux opérations de paix des Nations Unies à des postes de militaires en uniforme et de policières.

En 2017-2018, le Canada a investi 148 millions de dollars en initiatives d'aide au développement officielle dans le champ d'action de la paix et de la sécurité. Entre autres, ces contributions ont eu pour résultat :

- une augmentation des capacités des troupes et des missions de maintien de la paix, y compris dans le traitement des questions liées à l'égalité des genres;
- une augmentation des capacités des partenaires locaux et des populations à prévenir et à stabiliser les situations de conflit;

Pays: Colombie © Halo Colombia

Paix et renforcement du pouvoir des femmes grâce au déminage en Colombie

Après des années de conflit, la Colombie est toujours jonchée de mines. En 2017-2018, 1 216 personnes (dont 46 % de femmes) habitant dans des régions touchées par les mines ont participé à une formation sur les dangers des mines. Des équipes de déminage (dont 36 % étaient des femmes) ont déminé 29 000 mètres carrés et détruit 42 engins explosifs, ce qui a profité à près de 2 000 personnes dans cinq des départements (régions) de la Colombie les plus contaminés par les mines.

Eliana, mère célibataire de deux filles, travaille comme chef d'équipe de déminage à Cauca, en Colombie, où le gouvernement du Canada soutient les travaux de déminage par l'intermédiaire de HALO Trust, un organisme de bienfaisance. En un peu plus d'un an, elle a terminé sa formation sur le déminage et une formation supplémentaire de démineur paramédical. Elle a ensuite été promue à un poste de cadre. « Le travail pour HALO est une expérience très positive. Il m'a permis de mieux subvenir aux besoins de mes filles, tant sur le plan matériel que sur le plan émotionnel. J'ai pu payer leurs frais de scolarité et m'assurer qu'elles ont suffisamment de confort à la maison pour se sentir aimées et entourées. J'ai l'impression de contribuer à ma collectivité, et donc à mon pays. Avec mes modestes moyens, je contribue au processus de paix en Colombie. »

Pays: Colombie © Halo Colombia

- des institutions policières, judiciaires et pénitentiaires plus efficaces, plus redevables et qui tiennent compte de l'égalité des genres.

Dans ses efforts de mise en œuvre de la Politique d'aide internationale féministe et de soutien à l'atteinte de l'ODD 16, le Canada est axé sur :

- l'amélioration de la gestion multilatérale des enjeux de paix et de sécurité;
- le soutien d'activités de prévention des conflits violents, d'intervention en situation de crise et de paix durable inclusives et tenant compte de l'égalité des genres dans les États fragiles et touchés par les conflits;
- l'appui à une réduction des menaces pour la sécurité et à une réforme du système de sécurité tenant compte de l'égalité des genres.

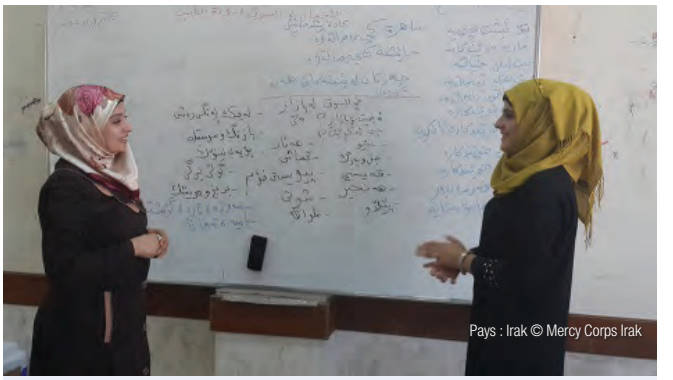
AMÉLIORATION DE LA GESTION MULTILATÉRALE DES ENJEUX DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

Le Canada s'est engagé envers un ordre international fondé sur les règles qui se trouve au cœur des mesures de paix et de sécurité. Des mesures collectives de paix et de sécurité sont de mise, car les problèmes traversent souvent les frontières, les secteurs d'engagement et les mandats institutionnels.

En 2017-2018, le Canada a poursuivi ses contributions visant à renforcer la capacité du système multilatéral à prévenir les conflits violents et les menaces pour la sécurité et à y répondre de manière inclusive et en tenant compte de l'égalité des genres. Cela comprenait une assistance à la formation des troupes de maintien de la paix et au déploiement d'experts militaires, policiers et civils afin de renforcer la capacité des organisations internationales et des missions de maintien de la paix. Cela comprenait également le déploiement rapide d'experts en appui aux efforts de médiation et aux enquêtes sur les présomptions de violations des droits de la personne, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, y compris la violence sexuelle et basée sur le genre.

Le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP) du Canada a soutenu la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Il a œuvré pour :

- renforcer la capacité de sensibilisation aux conflits des planificateurs de la MINUSMA, de ses agents pour la stabilisation et de ses médiateurs, entre autres;
- renforcer la capacité analytique de la MINUSMA;
- améliorer la réalisation des initiatives de stabilisation et de consolidation de la paix de la MINUSMA.


Pays : Irak © Mercy Corps Irak

Comité de femmes en Iraq

Samira est une Kurde qui vit dans la région principalement kurde de Chamchamal, en Iraq. Elle s'est jointe à un comité de femmes, mis sur pied par l'intermédiaire de programmes canadiens, qui vise à perfectionner les compétences des femmes et à faire entendre leur voix. Ce comité comprenait des femmes arabes qui avaient fui à Chamchamal pour échapper à Daesh. Samira a participé à un projet d'enseignement du kurde et de l'arabe. Ce projet, conçu pour surmonter les barrières linguistiques entre les déplacés internes arabes et la collectivité hôte kurde, a permis aux femmes de nouer des relations tout en s'exerçant à parler la langue de l'autre. Samira a finalement décidé de suivre un cours de langue arabe. Elle s'est vite rendue compte que les femmes arabes dans ses cours ne ressemblaient pas du tout à ce qu'elle avait imaginé, et elle s'est liée d'amitié avec ses camarades. « Avant, je regardais les Arabes avec crainte. Aujourd'hui, cette peur n'existe plus. »

Le Canada a également soutenu la mise en œuvre par la MINUSMA de l'accord de paix au Mali. En 2017-2018, ce soutien a inclus les activités suivantes :

- soutenir et permettre le rétablissement de l'autorité de l'État dans les régions touchées par les conflits;
- renforcer la cohésion sociale et permettre aux efforts de prévention des conflits et de médiation de réduire la violence entre les collectivités et au sein de ces dernières;
- augmenter la portée de l'état de droit;
- permettre la protection des civils;
- soutenir la réforme du secteur de la sécurité au nord et au centre du Mali.

Grâce à l'Arrangement sur la police civile au Canada, un partenariat conclu entre Affaires mondiales Canada, Sécurité publique Canada et la GRC, le gouvernement du Canada autorise le déploiement d'officiers de la police civile dans les opérations de paix et de stabilisation internationales. En vertu de cet Arrangement, la GRC est responsable de

toutes les activités logistiques. En 2017-2018, 66 policiers canadiens ont été déployés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en Colombie, en Haïti, en Iraq, aux Philippines et en Ukraine.

Des policiers canadiens ont continué à collaborer avec les Nations Unies et divers pays en vue de favoriser l'accroissement du nombre de policières affectées à des opérations de paix à l'échelle internationale. Par exemple, pour aider les Nations Unies à atteindre leur objectif d'accroître la participation de policières aux missions des Nations Unies, des policiers canadiens et certains de leurs homologues des Nations Unies se sont rendus en 2017-2018 au Sénégal. Ils y ont mis en œuvre le projet de formation de l'Équipe d'aide à l'évaluation et à la sélection (SAAT) pour l'évaluation préalable en vue d'une mission des Nations Unies. Cette formation permet aux policières d'acquérir diverses compétences, notamment en communication, en maniement d'armes à feu et en conduite de véhicules. La formation est donnée avant l'évaluation par l'équipe de sélection des candidats des Nations Unies en vue de la qualification à la participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. En 2017-2018, le Canada a contribué à la formation de 47 candidates souhaitant rejoindre l'équipe.

Pays : Cisjordanie © AMC

Le ministère de la Défense nationale contribue également à l'ADO du Canada. En 2017-2018, le Ministère a poursuivi le déploiement de membres des Forces armées canadiennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza dans le cadre de l'opération PROTEUS. Cette opération fait la promotion de la paix dans la région et contribue au renforcement des capacités de l'Autorité palestinienne. Les membres des Forces armées canadiennes ont également rempli divers rôles clés au sein du Bureau du Coordonnateur à la sécurité des États-Unis. Le personnel déployé comprend la Force opérationnelle à Jérusalem, qui travaille en étroite collaboration avec les autres membres du personnel du gouvernement du Canada dans la région de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ils ont pour objectif de renforcer la capacité de l'Autorité palestinienne à fournir un environnement sûr et sécurisé à ses citoyens et de promouvoir la paix dans la région. En 2017-2018, la Force opérationnelle à Jérusalem a aidé à former les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne et à développer leurs capacités logistiques, et contribué à la construction d'une infrastructure de sécurité pour l'Autorité palestinienne. Même en ce qui concerne les questions qui ne présentent habituellement pas d'intérêt sur le plan militaire, comme les frontières et les points de passage, ainsi que le mouvement et l'accès, la Force opérationnelle à Jérusalem a joué un rôle clé dans la facilitation de la coopération entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement du Canada.

APPUI À DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DES CONFLITS VIOLENTS, D'INTERVENTION EN SITUATION DE CRISE ET DE PAIX DURABLE INCLUSIVES ET TENANT COMPTE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

Parvenir à la croissance économique durable et soutenir la réduction de la pauvreté sont nécessaires, mais ces objectifs ne suffisent pas à eux seuls pour bâtir la paix. Les efforts pour parvenir à la paix et à la sécurité, et notamment mettre l'accent sur l'inclusion politique et l'accès à la justice, doivent être fournis directement, de concert avec d'autres efforts d'aide internationale, et adaptés au contexte du pays. C'est le cas car de nombreux facteurs contribuent à une gestion efficace des conflits et à la mise en place d'une paix durable.

En 2017-2018, le Canada a soutenu des programmes importants sur le terrain dans les États fragiles et touchés par les conflits. Ces programmes ont contribué à renforcer les capacités des populations et des institutions locales touchées afin de prévenir et de stabiliser les situations de conflit et de mettre en place une paix durable. L'accent a été mis sur l'inclusion des groupes marginalisés et des personnes à risque. L'inclusion repose sur les facteurs d'identité tels que le genre, l'âge, la race, l'orientation sexuelle ou la capacité physique et mentale.

En 2017-2018, grâce au mécanisme de financement pour la stabilisation piloté par le Programme des Nations Unies pour le développement, le PSOP du Canada a soutenu des projets à petite échelle dans les régions de l'Iraq libérées de l'emprise de Daesh. Les projets ont contribué à résoudre les litiges immobiliers entre les rapatriés iraquiens avant qu'ils ne dégénèrent en conflits. Les projets ont visé à rétablir les systèmes d'enregistrement de l'identité et de la propriété et à faciliter le travail complexe de la réconciliation et de la médiation des différends, en mettant l'accent sur le renforcement du pouvoir des femmes touchées.

En 2017-2018, le PSOP a également soutenu dans les régions libérées de l'Iraq un projet visant à augmenter la participation des femmes aux processus de prise de décisions liées à la réconciliation nationale. Le projet a cherché à renforcer les capacités des femmes activistes à repérer et à transformer la dynamique des conflits et à solliciter les femmes concernant les priorités à prendre en compte pour optimiser la réconciliation. Il a également tenté d'établir des alliances intercommunautaires visant à convaincre les principaux décideurs de l'importance de renforcer le rôle des femmes dans les processus de réconciliation. À ce jour, 42 dirigeantes ont reçu une formation et fait l'objet d'un renforcement des capacités. De ce nombre, 4 étaient candidates et 13 étaient organisatrices aux élections parlementaires de mai 2018.

Les programmes canadiens offerts par l'intermédiaire du PSOP en 2017-2018 ont également soutenu l'engagement des femmes en qualité d'agentes de la paix. Au Mali par exemple, en collaboration avec des réseaux locaux existants et en parallèle avec des initiatives locales en cours, le PSOP a contribué à aider les jeunes et les femmes, ainsi que d'autres intervenants importants de la collectivité, à devenir des ambassadrices actives de la paix. Elles ont également été habilitées à bâtir des ponts en faveur d'un dialogue constructif entre les autorités, les institutions et les citoyens concernant la paix durable au Mali. En outre, le PSOP a aidé 240 femmes et animatrices jeunesse à favoriser un changement pacifique dans les régions du Mali touchées par le conflit, mobilisant 3 600 femmes locales dans des campagnes de paix. Les efforts du PSOP ont aussi permis d'obtenir le soutien des dirigeants locaux et nationaux pour les initiatives de développement communautaire locales qui renforcent le développement et les droits des femmes et des filles.

En 2017-2018, l'Arrangement sur la police civile a poursuivi ses efforts d'appui à la mise en œuvre de la Résolution 1325 des Nations Unies « Femmes, Paix et Sécurité » au moyen d'une approche qui encourage la police à adopter des démarches féministes, sexospécifiques et sensibles aux conflits. Par exemple, les officiers de police déployés ont aidé la police nationale haïtienne à améliorer sa capacité de faire enquête et de prévenir les crimes comportant de la violence sexuelle et basée sur le genre. Grâce aux déploiements auprès de la mission de police bilatérale et de la mission de conseil de l'Union européenne sur la réforme du secteur de la sécurité civile en Ukraine, le Canada a fourni des conseils

Pays : Soudan du Sud © AMC

stratégiques et de l'entraînement pour mettre en place des services de sécurité efficaces, durables et redevables qui contribueront à renforcer l'état de droit.

En Haïti, le Canada a poursuivi le financement du projet de l'Organisation internationale pour les migrations qui vient en aide aux femmes et aux enfants vulnérables des régions limitrophes à la République dominicaine. À ce jour, 2 073 personnes se trouvant dans ces régions limitrophes ont reçu de l'aide et possèdent désormais des documents d'identité, comme un certificat de naissance. En outre, 79 réunifications familiales ont eu lieu, 702 personnes ont bénéficié d'activités génératrices de revenu et 203 enfants sont retournés à l'école en septembre 2017. Enfin, 314 agents de protection (gouvernementaux et non gouvernementaux) ont reçu une formation sur les droits fondamentaux de la personne, la protection des enfants, la prévention de la violence basée sur le genre et la planification familiale.

Avec le soutien du Canada, HALO Trust, un organisme de bienfaisance, procède au déminage et à l'élimination d'autres restes explosifs de guerre dans les districts de Jaffna et de Kilinochchi au Sri Lanka. Le déminage est un aspect important de la mise en place de conditions de paix et la réconciliation après la fin d'un conflit. Une fois le déminage terminé, les particuliers et les collectivités peuvent reconstruire leur vie et reprendre leurs moyens de subsistance. En 2017-2018, l'appui accordé par le Canada à HALO Trust a eu pour résultat :

- le déminage réussi de 144 325 mètres carrés de terrain miné, qui seront utilisés à des fins résidentielles, agricoles et autres;
- la destruction en toute sécurité de 1 058 mines antipersonnel et autres restes explosifs de guerre;
- l'emploi de 115 résidents locaux, dont 48 (42 %) sont des femmes.

Parmi le personnel féminin de HALO Trust, 62 % sont les principaux soutiens de leur famille.

En 2017-2018, le Canada a apporté une contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la période d'après conflit en Colombie. Le Canada a également soutenu la mise en place d'un Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition, un aspect clé de l'accord de paix de 2016 de la Colombie. Parmi les résultats de cette aide :

- 78 victimes du massacre de Bojayá ont été exhumées, identifiées et inhumées;
- 27 collectivités ont reçu des réparations collectives;
- des activités ont été entreprises avec 27 000 enfants et jeunes, 15 000 familles, 1 568 dirigeants communautaires et 200 enseignants pour prévenir le recrutement des enfants par les groupes militaires.

APPUI À UNE RÉDUCTION DES MENACES POUR LA SÉCURITÉ ET À UNE RÉFORME DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ TENANT COMPTE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

La réduction des menaces pour la sécurité nécessite des efforts immédiats et à long terme, tels qu'une réforme du système de sécurité. Les dangers immédiats posés par les menaces pour la sécurité, comme le terrorisme et le crime organisé, doivent être contrés. Pour ce faire, il faut des institutions nationales de sécurité efficaces pour répondre aux besoins essentiels de la population et fournir un environnement stable et sûr.

Le Canada soutient la réduction des menaces pour la sécurité et la réforme du système de sécurité par divers programmes et déploiements d'experts. Même si tous les programmes dans ce domaine ne sont pas considérés comme faisant partie de l'ADO en vertu de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, ils ont tout de même des répercussions sur le développement international. Cela comprend l'examen des questions liées à l'égalité des genres et à la promotion de l'égalité des genres et des droits de la personne. Voir l'encadré à la page 63 sur les programmes d'aide internationale autres que l'ADO.

En 2017-2018, l'appui du Canada au Programme des Nations Unies pour le développement en Haïti a contribué à renforcer les institutions policières, judiciaires et pénitentiaires afin de garantir les droits de la personne, la sécurité, la sûreté et l'accès à la justice pour tous les Haïtiens. Ce projet du PSOP a mis l'accent sur le soutien au développement des institutions et au renforcement des capacités à long terme, et a intégré de nombreuses activités axées sur l'égalité des genres. Ces dernières comprenaient l'appui à la mise en œuvre d'un plan d'action national sur l'égalité des genres et l'offre d'une formation aux policiers pour les aider à mieux enquêter sur les cas de violence sexuelle et basée sur le genre et à mieux les documenter. Le projet comprenait également l'amélioration de l'accès à la justice en mettant l'accent sur les femmes et les collectivités vulnérables et marginalisées.

Le PSOP a également poursuivi ses efforts pour améliorer la stabilité et soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Ukraine par le biais d'un projet d'assistance à la formation de la police. Le projet a contribué à la création de la police de patrouille en tant qu'unité spécialisée et hautement professionnelle au sein de la Police nationale de l'Ukraine (NPU), à l'ouverture de la première académie de police nationale de la NPU et à la création de l'Association ukrainienne des femmes en application de la Loi. Ces résultats, ainsi que l'engagement continu auprès de l'unité de réforme stratégique de la NPU, intègrent une solide culture de réforme et transforment les services de police du pays en une institution efficace, responsable et axée sur la communauté.

Des policiers canadiens ont été déployés dans plusieurs pays en 2017-2018 pour aider à renforcer les capacités. Par exemple, en Iraq, par l'intermédiaire de l'équipe de liaison ministérielle de la Coalition mondiale contre Daesh en Iraq et en Syrie, un engagement de haut niveau de la police canadienne a soutenu la mise en place d'un modèle de maintien de l'ordre. La police a également encouragé l'élaboration de stratégies de réforme du secteur de la sécurité et le renforcement du leadership clé. Les membres de l'équipe de liaison ministérielle ont encadré les principaux cadres policiers du ministère de l'Intérieur iraquien. Ils ont aussi encouragé activement le recours aux concepts de police communautaire, contribuant à l'objectif du gouvernement du Canada en matière de promotion de la stabilisation, du rétablissement et du développement en Iraq. Les déploiements de promotion de la stabilité et de perfectionnement de la police en Cisjordanie se sont également poursuivis tout au long de la période visée par le rapport.

Programmes d'aide internationale autres que l'ADO

En 2017-2018, le Canada a poursuivi ses efforts visant à réduire les menaces pour la sécurité et à améliorer les systèmes de sécurité dans le cadre du financement de programmes d'aide internationale qui ne sont pas comptabilités au titre de l'ADO. En la matière, il a appliqué une approche tenant compte de l'égalité des genres à des enjeux tels que :

- le crime organisé;
- la traite des personnes et le passage de clandestins;
- la prolifération des armes;
- les restes explosifs de guerre et les munitions non explosées;
- le terrorisme;
- la corruption;
- l'exploitation illégale des ressources naturelles;
- les mouvements illicites de capitaux;
- la cyberviolence.

Les efforts du Canada comprenaient un soutien accru aux initiatives axées sur les dimensions sexospécifiques des systèmes de sécurité, ainsi qu'un soutien aux organisations de femmes afin qu'elles contribuent à l'amélioration de la sécurité.

Par exemple, par le biais du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, le Canada a financé un projet en Tunisie intitulé 1001 nuits : Renforcer la résilience des enfants à la violence. Les organisations partenaires Search for Common Ground et Big Bad Boo Productions ont mis en œuvre ce programme. Il a renforcé la résilience des jeunes Tunisiens aux récits violents en intégrant un comportement plus tolérant et inclusif grâce à une participation scolaire accrue. Depuis ses débuts, le projet a profité à plus de 871 enfants et 40 enseignants dans 20 écoles. À ce jour, la plupart des parents (88 %) ont signalé des améliorations notables dans l'attitude de leurs enfants et près de la moitié des élèves (44 %) affichent une meilleure acceptation de l'égalité des genres. Les enseignants ont également remarqué une augmentation des gestes bienveillants, comme le partage entre enfants, et la réduction d'actes inacceptables, comme les insultes et la confrontation physique. L'intolérance à l'égard des différentes religions, races et situations sociales a chuté de 34 % à 22 % parmi les élèves participants.

Le Programme de réduction de la menace liée aux armes de destruction massive a poursuivi ses travaux d'atténuation des menaces biologiques en Asie du Sud-Est grâce au renforcement des capacités et à la fourniture d'équipement. En 2017-2018, il a versé à l'Institut de recherche en médecine tropicale (RITM) de Manille un financement visant à renforcer les capacités d'intervention de l'organisation en cas de menaces biologiques survenant naturellement ou délibérément. Même si les programmes dans ce domaine ne relèvent pas de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, ils sont liés au développement international car ils améliorent la résilience mondiale aux menaces pour la santé. À ce jour, le projet a mené à la création d'une force opérationnelle du RITM pour l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) en 2017 en vue de préparer les interventions en cas d'attentat terroriste biologique. Le projet a également soutenu le groupe d'intervention en cas d'urgence biologique. Ce dernier a été déployé à l'occasion du 31e sommet de l'ANASE, qui s'est déroulé en 2017.

INNOVATION ET EFFICACITÉ

Le Canada prend des mesures importantes pour améliorer l'efficacité de son aide internationale. Plusieurs efforts sont en cours pour la rendre plus souple et plus intégrée. Le Canada investit dans l'innovation et la recherche et améliore la communication concernant les dépenses, les activités et les résultats. Le Canada s'efforce également d'utiliser son aide pour tirer parti de ressources de développement durable supplémentaire, comme la mise en place de nouveaux partenariats avec divers intervenants et l'engagement de capitaux privés. Les sections suivantes analysent les efforts suivis du Canada à cet égard.

EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DE L'AIDE

L'augmentation de l'efficacité est une priorité absolue pour l'aide internationale du Canada. La Politique d'aide internationale féministe, lancée en juin 2017, opère un changement important dans la manière dont le Canada fournit son aide internationale. La politique décrit sept manières d'améliorer l'efficacité de cette aide internationale. Pour ce faire, le Canada aura recours à :

- des investissements dont on tirera meilleur parti;
- une aide plus intégrée;
- une aide plus adaptée et plus responsable;
- une approche féministe;
- une approche fondée sur l'innovation, la recherche et les résultats;
- des partenariats plus efficaces;
- de meilleures réponses aux besoins et aux possibilités.

Les quatre principes de Busan orientent la coopération efficace pour le développement. Ils ont adoptés après la création du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement à Busan, en Corée du Sud, en 2011. L'approche du Canada respecte les principes pour l'efficacité en matière de développement reconnus à l'échelle internationale suivants :

Pays : Bangladesh © Maria De La Guardia

- la prise en charge à l'échelon local des programmes de développement;
- l'accent placé sur les résultats;
- la transparence et la reddition de comptes mutuelles;
- le travail en partenariats inclusifs.

En 2017, le Canada a fait un pas important vers l'augmentation de l'efficacité mondiale en matière de développement en devenant membre du comité directeur du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC). Ce partenariat multilatéral inclusif fait office de plateforme mondiale d'apprentissage mutuel parmi les décideurs et les acteurs du domaine du développement. Il encourage et surveille la mise en œuvre à l'échelle nationale des principes de Busan pour l'efficacité en matière de développement. Surtout, le GPEDC fait la promotion de l'efficacité des efforts de tous les protagonistes afin de produire des résultats durables qui contribuent à l'atteinte des ODD.

Dans le cadre de ses efforts pour favoriser une prise de décisions plus redevables et fondées sur des données probantes, Affaires mondiales Canada a investi dans de meilleures méthodes de collecte et d'évaluation des données sur l'égalité des genres. Cela comprend la promotion de données ventilées par sexe et par âge. Pour encadrer cette démarche, Affaires mondiales Canada a adopté un solide ensemble d'indicateurs de rendement clés. Ces indicateurs donneront un aperçu général du portefeuille d'aide internationale du Ministère, conformément aux ODD.

Grâce à la collecte, à l'analyse et au regroupement des données sur les résultats de ces indicateurs, le Ministère sera en mesure de produire une source d'information complète sur le rendement. Ces connaissances serviront à orienter la prise de décisions fondées sur des données probantes et à communiquer les résultats aux Canadiennes et aux Canadiens. Elles serviront également à démontrer l'harmonisation entre le portefeuille de programmes et les objectifs de la nouvelle Politique d'aide internationale féministe.

Ces efforts feront partie de la stratégie détaillée relative aux données ministérielles d'Affaires mondiales Canada, en cours d'élaboration. La stratégie maximisera la valeur des données recueillies en les utilisant pour :

- orienter la formulation des politiques et la prestation des programmes;
- renforcer la capacité du personnel d'utiliser les données de manière plus efficace;
- améliorer la mesure du rendement et la communication des résultats aux Canadiennes et aux Canadiens.

Affaires mondiales Canada modifie également sa manière d'administrer et d'acheminer l'aide internationale, afin d'en améliorer l'efficience. À cette fin, des efforts sont en cours sur plusieurs fronts pour simplifier la manière dont le Ministère travaille avec les partenaires de mise en œuvre et réduire les tâches administratives pour les partenaires et pour le gouvernement.

En 2017-2018, le temps nécessaire pour que le Ministère lance un projet a été réduit de façon significative. Un autre changement important qui a aidé le Ministère à rationaliser les procédés de travail a trait à la manière dont Affaires mondiales Canada reçoit les demandes de financement. Le nouvel appel de propositions préliminaire en deux phases qui a été mis en place réduit considérablement la lourdeur de la procédure de demande initiale pour les partenaires. En outre, les partenaires reçoivent bien plus tôt une indication leur apprenant si leur proposition s'harmonise avec les objectifs du Ministère et s'il est probable qu'elle progressera à l'étape de l'examen pour financement.

Pour augmenter l'efficacité et l'efficience, le Ministère a accru son engagement envers la société civile et ses autres partenaires pour définir et fixer les domaines prioritaires dans lesquelles les politiques et processus opérationnels peuvent être améliorés. Des équipes conjointes à la recherche de solutions ont étudié la question et fait des recommandations pour rationaliser les processus et simplifier les exigences liées à l'établissement de rapports, aux demandes de financement, aux gabarits d'ententes de financement et à la négociation des ententes elles-mêmes. Ces efforts renforcent les partenariats avec la société civile et réduisent le fardeau administratif, ce qui se traduit par une amélioration notable de la capacité du Canada à atteindre des résultats transformateurs.

TRANSPARENCE DE L'AIDE

La transparence de l'aide est indispensable à l'efficacité du développement. Elle facilite la coordination de l'aide à l'échelle nationale et aide les citoyens à demander des comptes à leur gouvernement. Conformément à la lettre de mandat de la ministre du Développement international et à la Politique d'aide internationale féministe, Affaires mondiales Canada a mené des efforts de renforcement de la transparence de l'aide internationale accordée par le Canada. Ces efforts comprennent l'accès à des données ouvertes de haute qualité sur les activités financées par l'enveloppe de l'aide internationale et permettent aux citoyens de voir comment le financement du Canada passe par des partenaires pour mettre en œuvre des activités de développement et produire des résultats sur le terrain.

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) est une initiative multipartite. Elle fait la promotion de la transparence de l'aide et gère la norme de l'IITA, un ensemble de règles techniques qui permettent de comparer les données entre tous les éditeurs. Le Canada a présidé le conseil d'administration de l'IITA entre 2016 et 2018. Affaires mondiales Canada, le ministère des Finances du Canada et le CRDI, qui représentent ensemble près de 90 % de l'aide canadienne, publient leurs données conformément à la norme de l'IITA.

Le Canada est un membre influent de l'IITA, étant très impliqué dans sa gouvernance, son financement et ses discussions techniques. Pendant sa présidence du conseil d'administration, le Canada a contribué à orienter l'IITA vers des arrangements institutionnels durables à long terme. Il a également encouragé une utilisation accrue des données ouvertes en appui à l'efficacité en matière de développement, ainsi que le renforcement de la participation des francophones.

La qualité des données sur l'aide du Canada a été reconnue, notamment par l'intermédiaire de l'indice indépendant de la transparence de l'aide. Affaires mondiales Canada s'est classé troisième parmi les donateurs bilatéraux en 2018, obtenant une note de 79,6 %. Il s'agissait d'une amélioration notable par rapport à 2016 (note de 76,3 %) et à 2014 (note de 71,7 %).

Le Canada compte également parmi les six donateurs à avoir reçu le classement « excellent » dans le système de notification des pays créanciers de l'Organisation de coopération et de développement

économiques (OCDE). Ce système assure le suivi des dépenses des donateurs du Comité d'aide au développement de l'OCDE en matière d'aide internationale. Le Canada reçoit constamment des notes élevées au regard de l'opportunité, de l'exhaustivité et de l'exactitude de son aide.

Le Canada s'emploie à s'améliorer sans cesse. Comme le mentionne le Budget de 2018, le gouvernement du Canada s'engage à améliorer la production de ses rapports sur l'aide internationale et à veiller à ce que les renseignements sur le financement de l'aide internationale du Canada soient ouverts et transparents. Dans le cadre de ces efforts, le gouvernement a présenté une réforme à la structure du financement de l'enveloppe d'aide internationale. Cette réforme a permis de créer une réserve de fonds consacrée à l'aide humanitaire et une réserve de fonds distincte consacrée au développement de base. Cela facilitera un financement prévisible des priorités de l'aide au développement de base et de l'aide humanitaire.

PROMOTION DE L'INNOVATION EN DÉVELOPPEMENT

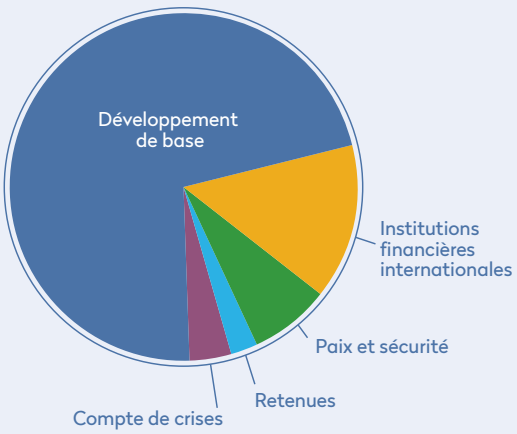
INNOVATION

La Politique d'aide internationale féministe du Canada s'engage à intégrer l'innovation dans les initiatives d'aide internationale du Canada. Cela comprend la promotion de l'expérimentation et de la mise à l'échelle de solutions durables en vue d'instaurer un changement systémique. La priorité accordée par le Canada à l'innovation en développement reflète le consensus international selon lequel des approches nouvelles et innovantes seront essentielles pour susciter les changements nécessaires à l'atteinte des ODD.

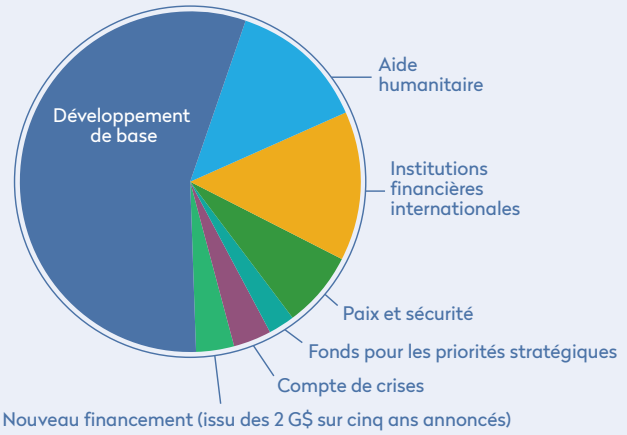
Pays - Inde © CRDI / Bartay

À cette fin, Affaires mondiales Canada étudie comment adopter ou encourager de nouveaux modèles opérationnels, de nouvelles pratiques en matière de politiques, de nouvelles études des comportements, de nouvelles technologies, et de nouvelles façons d'offrir des produits et services. Par exemple, le Ministère prend des mesures pour repérer systématiquement les solutions innovantes dans les programmes d'aide internationale du Canada et en tirer des leçons. Il mobilise également les organisations de la société civile canadienne afin d'échanger des connaissances, des leçons retenues et des outils concernant les solutions innovantes de prestation de l'aide internationale.

Structure de financement de l'enveloppe de l'aide internationale avant le Budget 2018



Structure de financement de l'enveloppe de l'aide internationale depuis le Budget 2018



Affaires mondiales Canada s'efforce de soutenir et de promouvoir l'innovation auprès de ses partenaires de mise en œuvre. Par exemple, en mai 2017, le gouvernement a annoncé l'initiative Petites et moyennes organisations canadiennes pour l'impact et l'innovation. Cette initiative cherche à nouer de nouveaux partenariats. Il comprend également un volet d'innovation qui affecte des fonds expressément réservés à l'essai de solutions de développement nouvelles et innovantes, à l'appui des données probantes et de l'apprentissage, ainsi qu'à la mise en place de liens entre les innovations et les moyens de mise à l'échelle.

D'autres initiatives encouragent l'innovation de diverses manières. Par exemple, le partenariat Stop TB, avec l'aide financière du Canada, a lancé l'initiative TB REACH du partenariat Halte à la tuberculose pour améliorer la lutte contre la tuberculose chez les populations les plus vulnérables et les plus difficiles d'accès en expérimentant et en intensifiant les stratégies innovantes pour la détection et le traitement de la tuberculose dans les pays où la maladie est très présente. Parmi les éléments novateurs de dépistage au sein de ces initiatives : des drones pour livrer des résultats de laboratoire et des médicaments dans des communautés éloignées à Madagascar, des traitements vidéo directement observés au Vietnam et en Russie, des applications mobiles pour aider les personnes atteintes de la maladie à suivre leur traitement au Pakistan, et la formation d'écolières en tant que travailleuses communautaires pour le dépistage dans les ménages en Afghanistan, en leur donnant les moyens techniques et en renforçant leur estime de soi.

Quelques-uns des partenaires de programme du Canada apportent leurs propres contributions à l'innovation. Par exemple, le Canada soutient Digital Opportunity Trust (DOT), un mouvement de jeunes innovateurs sociaux à Ottawa. DOT vise à réduire la fracture numérique entre les genres en s'attaquant au problème de l'accès des femmes aux outils et à la technologie numériques et de leur utilisation pour leur propre développement économique et social. Par exemple, DOT appuie Pwani Teknowgalz, une entreprise sociale qui permet à de jeunes Kenyanes d'innover dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). La méthode de formation de DOT renforce les compétences des participantes en matière d'art oratoire et d'innovation. Depuis sa création en 2015, Pwani Teknowgalz a touché plus de 400 filles des régions côtières du Kenya pour les encourager et les instruire en matière de STIM.

Le Canada contribue à l'innovation par l'intermédiaire de la recherche, en collaborant avec les organisations de recherche, les universités et les autres organisations de la société civile canadienne à une agriculture adaptée au climat, équitable sur le plan de l'égalité des genres et qui tient compte de la nutrition. Des partenariats créatifs avec leurs réseaux internationaux et ceux des pays en développement ont permis de tirer parti d'un financement et d'une expertise supplémentaires. Ils ont également donné lieu à la mise à l'échelle de nouvelles technologies, de nouveaux processus et de nouveaux modèles prometteurs.

Pays : Inde © CRDI / Bartay

Par exemple, des chercheurs au Canada, en Inde et au Sri Lanka ont mis au point neuf innovations révolutionnaires pour prévenir la détérioration des mangues et autres fruits à chair tendre. Cela permet aux agriculteurs de demander un prix plus élevé pour leurs marchandises et d'éviter les pertes. Le projet de 4,2 millions de dollars a été financé conjointement entre 2014 et 2018 par le CDRI et Affaires mondiales Canada, par l'intermédiaire du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale. L'équipe de recherche, située dans la région indienne du Tamil Nadu, a fait l'essai d'applications de l'extrait d'une plante naturelle du nom d'« hexanal ». Les chercheurs ont montré que la pulvérisation d'hexanal sur les vergers de manguiers ralentit le mûrissement des fruits de trois semaines et prolonge leur durée de conservation de 17 jours. La technologie a permis d'accroître les perspectives d'emploi des femmes et la production de nouveaux produits alimentaires pour le marché, ce qui s'est traduit par des économies se situant entre 4,70 $ et 5,40 $ par mois par ménage. La production commerciale de la nanotechnologie à l'hexanal devrait bientôt être offerte aux cultivateurs de fruits à chair tendre du monde entier.

En Inde, l'Université de Toronto a travaillé avec JVS Foods Pvt Ltd, qui a investi ses propres fonds (1,2 million de dollars) pour mettre sur pied des installations de pré-mélange à l'échelle commerciale et à la pointe de la technologie. L'investissement de l'entreprise complète le financement de 1,4 million de dollars fourni par le Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale pour tester et valider les technologies innovantes visant le double enrichissement du sel en iode et en fer. Grâce à sa capacité de lutter contre les carences en fer et en iode, ce produit de sel serait un concurrent sérieux sur le marché des produits de santé. On estime la capacité des installations à 1 500 tonnes par année.

Parmi les autres partenaires, notons :

- le gouvernement de l'État de l'Uttar Pradesh, qui subventionne la distribution de ce sel doublement enrichi aux plus pauvres et aux plus vulnérables dans 10 districts, touchant plus de 10 millions de femmes, de garçons, de filles et d'hommes;
- Tata Trusts;
- Barometer Research;
- St. John's Research Institute;
- Fondation Bill et Melinda Gates.

La technologie a été validée et les données probantes concernant l'incidence du sel sur les carences en fer et sur la réduction de l'anémie sont en bonne voie. Cette innovation pourrait être appliquée dans d'autres pays en développement. Le Bangladesh, le Nigéria et la Tanzanie ont déjà indiqué qu'ils souhaitent mettre à l'échelle le double enrichissement du sel dans leur pays.

L'Institut mondial de la santé (GHI) de l'Université américaine de Beyrouth trouve des solutions à des défis tels que la médecine en situation de conflit, la santé des réfugiés et la nutrition. Premier en son genre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'institut a ouvert ses portes en juillet 2017, avec le soutien du CRDI. L'institut a également lancé son académie du GHI en novembre 2017. L'académie offre des connaissances de pointe pertinentes sur la santé mondiale à l'échelle locale aux chercheurs et aux acteurs du domaine. En mai 2018, l'académie avait soutenu 675 étudiants, dont 75 % de femmes. Elle a mis l'accent sur l'amélioration des pratiques sanitaires dans les milieux précaires et les situations de crise humanitaire.

La Banque de céréales vivrières du Canada, soutenue par les agriculteurs canadiens qui monétisent la production de céréales au nom du projet, et Affaires mondiales Canada ont mis en œuvre un projet d'agriculture de conservation en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie. Ce projet a permis d'obtenir une productivité accrue, une meilleure santé du sol et une meilleure résilience climatique des petites exploitations agricoles. L'agriculture de conservation est un système agricole qui préfère une couverture végétale permanente, une perturbation minimale du sol et une diversification des espèces végétales. Ainsi, 24 718 agriculteurs mettent en pratique deux des trois principes de l'agriculture de conservation dans leurs petites exploitations agricoles; de ce nombre, 12 945 sont des femmes. Parallèlement, l'agriculture de conservation sera intégrée aux programmes d'études des universités agricoles de l'Éthiopie.

Outre ses initiatives en matière de politiques et de programmes, le Canada a également consenti de nouveaux engagements considérables pour contribuer à soutenir l'innovation dans le domaine de l'aide internationale canadienne. Par exemple, le Budget de 2018 affecte 1,5 milliard de dollars sur cinq ans, à compter de 2018-2019, à deux

Pays : Kenya © CRDI/ Nichole Sobecki

nouveaux programmes. Il s'agit du Programme d'innovation en aide internationale et du Programme de prêts souverains. Ces deux nouveaux programmes compléteront les instruments de développement du Canada et renforceront notre capacité à tirer parti de l'aide internationale canadienne pour soutenir le développement durable, permettant ainsi au ministère de mobiliser plus efficacement l'investissement privé de façon à appuyer l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes. Ces nouvelles mesures devraient doubler l'aide internationale du Canada accordée au moyen d'outils novateurs au cours des cinq prochaines années.

L'un des principaux engagements internationaux du Canada à l'égard de l'innovation a été pris envers l'Alliance pour l'innovation dans le développement international. Il s'agit d'un groupe multipartite de bailleurs de fonds qui s'efforcent de promouvoir les pratiques des pays donateurs en matière d'innovation en développement. Depuis juillet 2017, le Canada préside le groupe de travail sur l'égalité des genres et l'innovation de l'Alliance. Le groupe s'efforce de trouver et de mettre en œuvre des solutions d'avant-garde pour promouvoir l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Le Canada a également organisé la première table ronde sur l'innovation en développement du Comité d'aide au développement de l'OCDE à Paris en novembre 2017. En outre, le Canada a proposé la mise en place d'une référence statistique en matière de politiques afin d'assurer le suivi des solutions innovantes visant à réduire la pauvreté. Plusieurs membres du Comité d'aide au développement ont accepté d'en faire l'essai pilote.

FINANCEMENT INNOVANT POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En raison du déficit de financement considérable des ODD, la communauté internationale doit mobiliser toutes les sources de financement du développement durable, y compris l'ADO et les investissements du secteur privé. Même si l'ADO reste une source clé de financement du développement, en particulier dans les contextes précaires et pour les plus vulnérables, le Canada reconnaît que l'ADO ne suffit pas à elle seule pour atteindre les ODD. Ainsi, le Canada appuie le Programme d'action d'Addis-Abeba 2015 visant à mobiliser toutes les sources de financement du développement.

Reconnaissant le rôle important que l'ADO peut jouer comme catalyseur des investissements privés en appui au développement durable, le Canada accroît sa trousse d'outils de financement du développement afin de soutenir plus efficacement l'engagement du secteur privé et la mobilisation des ressources. L'idée principale est d'obtenir davantage de fonds à l'échelle mondiale pour financer le développement durable.

En 2017-2018, le Canada a continué à faire preuve de leadership international en sollicitant l'engagement du secteur privé dans le développement durable et en nouant de nouveaux partenariats innovants pour les ODD. Le Canada et la Jamaïque dirigent conjointement aux Nations Unies un Groupe des Amis du financement des ODD. Ce groupe rassemble les intervenants du système financier et les ambassadeurs des Nations Unies pour discuter des manières d'harmoniser le capital privé en appui aux ODD. Le Canada mobilise également les fonds de retraite canadiens. Il souhaite examiner comment ces fonds peuvent unir leurs forces pour appuyer les ODD, y compris dans les marchés émergents tels que l'Afrique subsaharienne.

Le Canada s'engage à trouver de nouvelles manières de s'assurer que chaque dollar investi par Affaires mondiales Canada multiplie ses effets en attirant d'autres partenaires de développement, actuels ou futurs, comme des investisseurs de la société civile et des investisseurs institutionnels. Cela est notamment essentiel dans divers domaines importants pour les femmes et les filles. À l'avenir, le Canada prévoit collaborer avec les investisseurs institutionnels pour assurer un financement innovant du développement international et renforcer l'égalité des genres et le pouvoir économique des femmes.

Le Budget de 2018 a confirmé l'engagement du Canada envers le financement innovant, grâce à l'annonce d'un nouveau financement de 1,5 milliard de dollars pour soutenir l'innovation et la mobilisation de fonds supplémentaires en appui à l'atteinte des ODD par de nouvelles mesures, dont l'innovation et le Programme de prêts souverains. En particulier, le nouveau Programme d'innovation en aide internationale annoncé dans le Budget de 2018 donnera au gouvernement une plus grande souplesse pour chercher à établir des accords et des partenariats de financement innovants.

En 2017-2018, Affaires Mondiales Canada a obtenu de nouvelles autorisations de programmation permettant d'octroyer des contributions à remboursement conditionnel. Ces dernières peuvent servir à encourager les investissements de la part des acteurs du secteur privé, par exemple en fournissant des capitaux « patients » à long terme ou en assumant une position de première perte dans les transactions d'investissement. Le Canada s'efforce d'élargir encore plus l'éventail de ses outils afin d'obtenir des autorisations d'octroi de garanties, de fonds propres et de contributions à remboursement non conditionnel.

Le Canada utilise déjà de plus en plus son ADO pour faciliter des investissements du secteur privé harmonisés en vue de l'atteinte des ODD. Citons par exemple les efforts déployés par le Canada par l'intermédiaire de Convergence, une plateforme en ligne qui appuie le recours accru au financement mixte par les partenaires publics, privés et philanthropiques. La promotion du concept de véhicules de financement innovants, l'appariement entre les investisseurs et les occasions, et le partage des expériences et des connaissances sont quelques-uns des moyens d'encourager l'adoption du financement mixte. Un autre exemple est celui du programme Croissance par l'investissement et le commerce en Asie, un programme d'aide au développement régional en Asie-Pacifique conçu pour mobiliser le secteur privé en appui aux champs d'action de la Politique d'aide internationale féministe du Canada. Le programme conclut avec le secteur privé des partenariats qui peuvent attirer du cofinancement et des investissements, et tirer parti des connaissances et de l'expertise. Ces partenariats peuvent également permettre de trouver des solutions innovantes aux problèmes de développement et à la réduction de la pauvreté, et d'en faire l'essai.

En 2017-2018, le Canada a continué d'investir dans le Mécanisme de financement mondial en faveur de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. Ce mécanisme a recours à divers outils de financement innovants, comme les obligations à impact développemental, les achats de prêts basés sur le rendement et les subventions de cofinancement pour mobiliser des capitaux du secteur privé et nationaux et réaliser des progrès au niveau national vers la réalisation du troisième ODD (santé) et atteindre la couverture de santé universelle. En 2018, la Banque mondiale a lancé une série d'obligations de développement durable spécifiquement pour les interventions en santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents, qui a permis d'amasser 1,2 milliard de dollars de capitaux privés, principalement auprès d'investisseurs canadiens. Grâce à ces obligations, le mécanisme aidera les pays à accéder à ce financement pour leurs projets visant la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents.

Le Canada participe également au Partenariat pour l'investissement dans le développement durable, qui contribue au financement des ODD. Ce partenariat vise à mobiliser un financement privé de 100 milliards de dollars en améliorant les outils nécessaires pour réduire les menaces politiques et réglementaires, mais aussi celles qui sont liées au crédit, à la monnaie et à la liquidité.

Le Canada appuie aussi des approches innovantes de promotion de l'inclusion financière. Par exemple, en 2017-2018, le gouvernement du Canada s'est associé à Mennonite Economic Development Associates dans un projet de 16 millions de dollars visant à aider les femmes dans les États Shan et Kayin du Myanmar. Le projet avait pour objectif d'augmenter leurs revenus et de rehausser leur statut d'acteurs économiques et de dirigeantes dans leurs collectivités. À ce jour, plus de 8 500 petites productrices, agricultrices, membres de groupe d'épargne et dirigeantes villageoises ont renforcé leurs capacités. Elles ont également bénéficié de liens entre le marché et le secteur privé, ainsi que d'un accès au crédit, aux intrants et aux nouvelles technologies par l'intermédiaire d'un programme de subventions de contrepartie innovant.

Contributions de FinDev Canada au développement durable

En février 2018, le Canada a lancé son Institut de financement du développement Canada, exploité sous la marque FinDev Canada. Il vise à combler le fossé entre l'aide au développement et le soutien financier commercial. Établi à titre de filiale en propriété exclusive d'Exportation et développement Canada, FinDev a reçu 50 millions de dollars en 2017-2018. Il s'agit de la première injection d'une capitalisation planifiée totale de 300 millions de dollars sur cinq ans. FinDev Canada soutiendra le développement durable, le renforcement du pouvoir économique des femmes et l'égalité des genres, ainsi que les mesures d'adaptation et d'atténuation relatives aux changements climatiques par l'intermédiaire des services financiers qu'il offre au secteur privé dans les pays en développement. Cette manière de faire respecte la Politique d'aide internationale féministe. Le renforcement du pouvoir économique des femmes est une priorité essentielle pour FinDev Canada.

En mars 2018, FinDev Canada a effectué sa première transaction. Il s'agissait d'un investissement dans M-KOPA, une entreprise kényane qui fournit de l'énergie propre aux maisons hors réseau et produit des effets positifs importants pour les femmes. En partenariat avec CDC, l'institution financière de développement britannique, FinDev Canada a accordé un investissement de fonds propres de 10 millions de dollars qui permettra à M-KOPA d'étendre son marché et d'alimenter un million de ménages supplémentaires en électricité au cours des cinq années à venir. L'accès à l'électricité est un problème majeur en Afrique, et les femmes ont le plus à gagner de cet investissement. Une alimentation en électricité fiable peut avoir une incidence transformatrice sur leur vie quotidienne. En 2015, en raison notamment de son utilisation de services de paiement mobiles pour toutes ses transactions, M-KOPA comptait parmi les 10 entreprises les plus innovantes d'Afrique. L'entreprise offre également des emplois de qualité aux femmes, qui représentent 52 % de l'effectif de ses quelque 800 employés permanents en Afrique de l'Est et 44 % de ses vendeurs à commission. Combiné à son approche innovante de la représentation graphique des données et des consommateurs, cela fait de M-KOPA un chef de file de l'innovation en développement.

Même si le cadre d'évaluation des effets développementaux de FinDev Canada s'harmonise avec les objectifs de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle, le Canada est encore à examiner comment l'inclure dans l'information financière exigée par la Loi. De ce fait, les investissements décrits ici ne sont pas reflétés dans les tableaux financiers du présent rapport.

PARTENARIATS

L'aide au développement officielle (ADO) fournie par le Canada aux pays en développement est une source de soutien précieuse pour les particuliers et les collectivités dans le besoin. Le Canada a recours à divers mécanismes et partenariats dans un contexte donné, prenant des risques intelligents pour produire de plus grands effets.

Le Canada est particulièrement réputé pour pouvoir travailler de manière constructive avec un grand éventail de partenaires multilatéraux. Le Canada fait appel à son affiliation à des groupes multilatéraux clés, notamment les Nations Unies, le G7, le G20, le Commonwealth, La Francophonie, parmi d'autres, afin de préconiser l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

Le gouvernement peut également compter sur un solide écosystème de partenaires de la société civile. Ces partenaires offrent des programmes d'aide internationale, contribuent au dialogue stratégique en cours sur les enjeux mondiaux et mobilisent les Canadiennes et les Canadiens en soutien au développement international, au Programme à l'horizon 2030 et aux priorités canadiennes en matière d'aide internationale.

Le Canada adapte ses approches et ses partenariats d'aide internationale afin de mieux répondre aux besoins locaux et aux possibilités qui s'offrent dans le vaste éventail de pays où il est présent.

COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le Canada reconnaît l'importance d'un solide système multilatéral pour relever les défis communs et faire progresser les objectifs communs, tels qu'un monde plus juste, pacifique et durable. Le Canada appuie un certain nombre d'institutions de développement multilatérales, d'initiatives mondiales et d'organisations internationales afin de réduire la pauvreté et de relever les défis mondiaux pressants.

Les partenariats du Canada avec ces organisations mettent à profit leur expertise, leurs réseaux et leurs économies d'échelle afin d'amplifier la portée et l'impact de l'aide canadienne. Le Canada veille en outre à ce que ces institutions et le système multilatéral (le réseau mondial d'organisations internationales) puissent fonctionner efficacement, produire des résultats solides et dégager un consensus sur d'importants enjeux mondiaux.

Dans le contexte de sa Politique d'aide internationale féministe, le Canada a également travaillé activement à réformer et à renouveler le système multilatéral fondé sur des règles, de sorte qu'il occupe une

Pays : Équateur © Institut canadien international des ressources et du développement

ÉDUCATION POUR LA TRANSFORMATION EN ÉQUATEUR

L'Institut canadien international des ressources et du développement met en œuvre le projet Éducation pour la transformation de l'extraction minière artisanale et à petite échelle en Équateur.

« Les collectivités de Zaruma et de Portovelo en Équateur manquaient de renseignements fiables sur le secteur minier aurifère artisanal et à petite échelle. Le projet pilote de collecte d'échantillons de données a comblé cette lacune. En outre, la collaboration avec l'Institut a permis à l'équipe qui travaillait en Équateur de fournir une formation aux étudiants qui vivent dans la collectivité. Cette formation leur a permis d'encourager la professionnalisation du secteur minier et de transformer leurs collectivités. »

–Colon Velazquez, chef de projet universitaire local (entrevue informelle, mai 2018).

place de choix pour affronter les réalités du 21e siècle. Il s'agit notamment de défendre avec vigueur l'égalité des genres dans la gestion et le fonctionnement de ces organisations et dans leurs résultats, de s'attaquer aux disparités systémiques et de favoriser le changement transformationnel.

Le Canada est un sociétaire et un membre du conseil d'administration de certaines organisations internationales, notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les banques régionales de développement. Une partie considérable de l'aide internationale du Canada est acheminée par l'intermédiaire de ces banques. Cela permet au Canada de profiter de leur solide expertise technique et financière, de leurs interventions à grande échelle et de leur expérience de travail dans des contextes mondiaux disparates étroitement alignés sur les thèmes prioritaires du Canada. Afin d'améliorer leur efficacité, le Canada continue à encourager une meilleure efficience des capitaux et le renforcement de la collaboration au sein d'un même système.

CONTRIBUTION DU CANADA AU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Le Canada est un membre actif des Nations Unies depuis sa fondation en 1945. Aujourd'hui, le Canada continue de respecter et d'appuyer les instances et les organismes du système des Nations Unies :

- en s'engageant activement dans les débats politiques et techniques;
- en contribuant à la gouvernance et à la mise sur pied de programmes;
- en apportant un soutien financier par des quotes-parts et des contributions volontaires.

Le Canada apporte son soutien institutionnel à long terme à plusieurs organisations des Nations Unies, dont :

- le Programme des Nations Unies pour le développement;
- le Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- le Fonds des Nations Unies pour la population;
- le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;
- le Programme alimentaire mondial;
- le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA;
- le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;
- ONU Femmes.

En 2017-2018, le soutien institutionnel à long terme du Canada aux organisations du système des Nations Unies s'est chiffré à 293,8 millions de dollars. Ces contributions appuient les opérations essentielles de ces organisations, notamment les efforts visant à réduire la pauvreté, à promouvoir le développement durable et à favoriser

Pays : Colombie © Arnaud Deharte

PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE

Grâce au programme de coopération volontaire, le Canada aide les organisations canadiennes à envoyer des bénévoles hautement qualifiés dans les pays en développement pour travailler avec les partenaires locaux. Voici quelques témoignages de bénévoles qui ont bénéficié du programme en 2017-2018.

« Mon histoire est une synthèse de récits de toutes les dirigeantes rurales avec lesquelles j'ai étroitement travaillé pour défendre leurs droits et faire entendre leur voix à un moment historique pour ce pays : l'accord de paix entre le gouvernement et les Forces révolutionnaires armées de la Colombie, après plus d'un demi-siècle de guerre. Cette expérience a considérablement changé ma vie et ma carrière, et m'a rappelé qu'il est impossible de rester aveugle aux inégalités criantes que les femmes des pays en développement cherchent à surmonter avec un grand courage. »

–Ailin Torrado Florez, Oxfam-Québec

« Le soutien du gouvernement canadien et des groupes communautaires locaux au Honduras nous a permis de nous rendre dans différentes régions du pays, de mettre sur pied des dispensaires et de former les travailleurs de la santé locaux, les groupes de femmes et d'autres bénévoles à utiliser et à dispenser des médicaments à faible coût. L'objectif de ce programme est d'établir des cliniques gérées efficacement dans autant de collectivités que possible. »

–Connie Tyrrel, Terre Sans Frontières

Pays : Honduras © Ky Chung, TSF

l'inclusion, l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes. Plus précisément, le soutien du Canada aide ces organisations à concrétiser des priorités communes cadrant avec la Politique d'aide internationale féministe, ainsi qu'à accélérer les progrès réalisés à l'échelle mondiale en matière d'égalité des genres et de renforcement du pouvoir des femmes. Les activités sont axées sur la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs, y compris la santé maternelle, et sur les efforts visant à réduire les mariages d'enfants, précoces et forcés. Les contributions du Canada aident aussi à promouvoir les droits des enfants, notamment dans les domaines de :

- la santé et de la nutrition;
- l'éducation et du développement des compétences;
- l'assainissement et de l'hygiène;
- la protection des enfants;
- l'égalité des genres;
- l'inclusion sociale.

Le soutien de longue date apporté par le Canada aux organes de développement de l'ONU a donné beaucoup de résultats importants favorables à l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Par exemple, grâce au soutien du Canada et d'autres pays :

- Le Fonds des Nations Unies pour la population a aidé 16 millions de personnes à accéder à des services de santé sexuelle et reproductive pour lutter contre la violence basée sur le genre dans des situations de crise humanitaire.
- Le Programme des Nations Unies pour le développement a aidé 24,7 millions de personnes (dont 51 % de femmes) à profiter de meilleurs moyens de subsistance dans 119 pays.
- Le Programme des Nations Unies pour le développement a aidé 3,2 millions de personnes (dont 51 % de femmes) à se prévaloir de services d'aide juridique dans 35 pays.
- ONU Femmes a formé plus de 4 000 élues ou candidates dans 51 pays.
- L'UNICEF a incité 2 millions d'adolescentes à choisir une autre solution que le mariage précoce.
- L'UNICEF a permis à 870 000 filles et femmes touchées par des mutilations génitales féminines à bénéficier de services de santé, d'éducation, de bien-être et d'aide juridique.

Le Canada s'associe également à des organisations de l'ONU dans les pays pour donner suite à des priorités communes. Par exemple, le Canada verse des fonds au Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Honduras pour aider à tisser des liens entre les femmes et les organisations de personnes LGBTQ2I afin de défendre les causes qui touchent les hétérosexuelles, les lesbiennes et les femmes transgenres (prévention de la violence, impunité des auteurs des crimes commis contre elles, etc.). En outre, grâce au soutien du Canada, le Haut-Commissariat assure aussi le suivi de cas représentatifs de violence grave commise contre des défendeurs des droits des personnes LGBTQ2I.

En 2017-2018, le Canada a également versé 447,5 millions de dollars en ADO bilatérale pour soutenir les secours humanitaires livrés par l'entremise des organisations des Nations Unies. Les contributions en aide humanitaire du Canada aux organisations des Nations Unies permettent d'apporter aux personnes touchées des secours en cas d'urgence majeure, une aide alimentaire, un accès à l'eau, ainsi qu'un soutien à l'assainissement et aux moyens de subsistance en situation de crise humanitaire. Les personnes touchées comprennent les femmes vulnérables, les enfants et les déplacés internes. Le Canada appuie également les programmes d'alimentation scolaire du Programme d'alimentation mondial, ainsi qu'un vaste éventail de programmes et d'activités visant à renforcer la protection des déplacés internes et à promouvoir la reddition de comptes à l'égard des personnes touchées, en particulier les femmes et les filles.

Les ministères du gouvernement canadien s'engagent aussi activement auprès des partenaires du système des Nations Unies pour appuyer leurs mandats internationaux. Par exemple, en 2017-2018, par l'entremise d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, le Canada a versé 4,8 millions de dollars à l'Union internationale des télécommunications (UIT). Il s'agit de la principale agence des Nations Unies pour les télécommunications et les technologies d'information et de communications. De ce montant, environ 1,3 million de dollars sont affectés aux travaux du Secteur du développement de l'UIT. L'organisation est une source importante d'information, d'éducation et de formation dans ce domaine pour les pays en développement. Pour faciliter la coordination de son soutien au renforcement des capacités de ses membres, l'UIT a créé l'Académie de l'UIT, une plateforme en ligne qui rassemble toutes ses activités de renforcement des capacités. Soixante-quatre activités de formation ont été mises sur pied dans le monde entier en 2017-2018, touchant au total 1 551 participants dans 116 pays.

En 2018, par l'intermédiaire de Parcs Canada, le Canada a versé une contribution de 117 335 $ au Fonds du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Cette contribution est destinée aux efforts de conservation et de durabilité de l'environnement axée sur le patrimoine culturel et naturel. Ce travail s'harmonise avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Le Fonds du patrimoine mondial de l'UNESCO tente d'encourager la définition, la protection et la préservation du patrimoine culturel et naturel qui revêt une importance exceptionnelle pour l'humanité. La contribution de Parcs Canada au Fonds du patrimoine mondial de l'UNESCO complète les efforts des pays en développement visant à conserver et à gérer les sites du

patrimoine mondial, lorsqu'il est impossible d'obtenir des ressources adéquates à l'échelle nationale.

Par l'intermédiaire d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), le Canada est un contributeur important de longue date aux agences des Nations Unies qui œuvrent au renforcement de la gouvernance environnementale. En 2017-2018, ECCC a apporté une contribution à deux efforts du Programme des Nations Unies pour l'environnement : le Partenariat pour des carburants et des véhicules propres, et la Coalition pour le climat et l'air pur. La coalition aide les pays en développement grâce à des initiatives mises en place pour réduire dans divers secteurs les polluants climatiques à courte durée de vie. De plus, ECCC fournit une contribution annuelle au Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Ce fonds veille à ce que l'élimination progressive des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ne porte pas atteinte aux économies des pays en développement.

Le Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est une autre agence notable des Nations Unies pour l'action climatique financée par ECCC. Le fonds contribue aux activités de renforcement des capacités de son secrétariat. Cela comprend le soutien aux pays en développement dans la réalisation de mesures d'atténuation et d'adaptation et l'intégration des questions liées à l'égalité des genres dans les activités relatives aux changements climatiques.

Un financement canadien supplémentaire a été accordé à l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence du Fonds pour l'environnement mondial. Cette aide permet aux pays en développement d'augmenter leur capacité institutionnelle et de renforcer leurs institutions nationales à l'égard des activités liées à la transparence. Cela cadre avec les priorités nationales visant à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et à lutter contre les changements climatiques.

En 2017-2018, Statistique Canada a collaboré avec des organismes des Nations Unies tels que la Division de la statistique des Nations Unies et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale afin d'offrir des ateliers de formation régionaux. Ces derniers ont permis d'enrichir les connaissances en statistique, ce qui a contribué à renforcer les capacités statistiques. Statistique Canada a également continué de siéger à plusieurs groupes de travail des Nations Unies à l'appui des ODD. Ces derniers comprenaient la Division de la statistique des Nations Unies, la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, l'UNESCO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Grâce à ces efforts, Statistique Canada a apporté une contribution considérable à la définition d'indicateurs mondiaux de mesure des progrès accomplis vers la réalisation des ODD, y compris dans les pays en développement.

Pays : Panama © France Michaud, Développement international Desjardins

Chef de famille

Nohemí Padilla Puertas vit au Panama et est chef de famille. Par conséquent, son entreprise est particulièrement importante pour elle. « Je suis en même temps la mère, le père, la grand-mère, et ainsi de suite, tout à la fois », dit celle qui ne ménage rien pour assurer le bien-être de sa famille. Après avoir lancé toute seule sa petite entreprise de production de ceviche, elle possède désormais deux points de vente qui offrent un emploi à sa fille et à un autre employé. Grâce au prêt qu'elle a reçu de la part du Centro Financiero Empresarial (centre financier pour entrepreneurs de Développement international Desjardins), elle a pu acheter un véhicule, ce qui lui permet de livrer plus facilement son ceviche à ses clients. « Le service rapide offert par le CFE était un atout précieux pour moi », explique-t-elle en faisant remarquer que le fait de traiter avec le CFE lui a également permis de mieux comprendre les questions financières. À quoi ressemble l'avenir pour cette femme d'affaires? « Je suis ambitieuse, et je n'ai pas peur de sortir des sentiers battus », conclut-elle avec le sourire, envisageant déjà l'ouverture d'un autre point de vente.

–Nohemí Padilla Puertas

CONTRIBUTION DU CANADA AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Les contributions du Canada aux institutions financières internationales sont destinées à l'aide financière et technique accordée aux pays en développement qui favorise la réduction de la pauvreté et le développement économique à long terme.

Les prêts et les subventions des institutions financières internationales soutiennent les investissements en appui aux ODD. Ces investissements couvrent un vaste éventail de secteurs, soit, l'éducation, la santé, l'administration publique, les infrastructures, le développement des secteurs financier et privé, l'agriculture et la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Certaines institutions financières internationales, comme la Banque mondiale, soutiennent également les pays en développement en offrant des conseils stratégiques, des services de recherche et d'analyse, ainsi qu'une assistance technique.

Le Canada honore les engagements qu'il a pris de fournir des fonds permanents aux institutions financières internationales en appui à leurs opérations et de leurs activités. En 2017-2018, par exemple, ces fonds comprenaient le versement de plus de 492,81 millions de dollars à l'Association internationale de développement de la Banque mondiale et le versement de plus de 110 millions de dollars à la Banque africaine de développement. Les montants définitifs confirmés du financement accordé à toutes les institutions financières internationales seront inclus dans le Rapport statistique sur l'aide internationale pour 2017-2018, qui sera publié en mars 2019.

Le Canada a travaillé de concert avec les institutions financières internationales et d'autres intervenants pour veiller à une utilisation aussi efficace et efficiente que possible des ressources des institutions financières internationales. Cela comprend l'utilisation de ces ressources par l'intermédiaire de la mobilisation d'investissements du secteur privé en faveur du développement. Dans le cadre de cet engagement envers les institutions financières internationales, le Canada a également encouragé les banques multilatérales de développement à travailler ensemble au sein d'un même système. Cet objectif peut être accompli en augmentant la coopération et en harmonisant les processus de gouvernance et les priorités.

CONTRIBUTION DU CANADA AU COMMONWEALTH

Le Canada finance le Commonwealth et ses institutions au moyen de quotes-parts et de contributions volontaires à titre d'État membre du Commonwealth, afin de promouvoir les priorités en matière de développement. Le soutien du Canada aide à améliorer la vie de plus de 2 milliards de citoyens des pays du Commonwealth, notamment dans des domaines comme le renforcement du pouvoir des femmes, la gouvernance et l'état de droit. Le Canada aide ainsi le Commonwealth à

Pays : Bangladesh © Maria De La Guardia

répondre aux besoins particuliers des petits États, amplifiant leur voix dans les forums multilatéraux.

En 2017-2018, le Canada a versé des quotes-parts de 7,9 millions de dollars au Secrétariat du Commonwealth ainsi qu'à la Fondation du Commonwealth. En 2015-2016, le Canada a renouvelé son soutien institutionnel au Commonwealth of Learning à concurrence de 7,8 millions de dollars sur trois ans. Le Canada a versé une contribution de 2,6 millions de dollars en 2017-2018 dans le cadre de cet engagement élargi.

À la fin de 2017-2018, les ressources et les modèles d'éducation du Commonwealth of Learning ont atteint 580 380 apprenants, dont plus de la moitié étaient des femmes et des filles. En outre, 120 établissements avaient adopté et mis en œuvre des modèles d'apprentissage ouverts, à distance et fondés sur la technologie. Cinquante gouvernements et institutions ont formulé et adopté ces politiques pour un apprentissage de qualité dans les pays du Commonwealth.

CONTRIBUTION DU CANADA À LA FRANCOPHONIE

L'engagement du Canada envers la Francophonie lui permet de promouvoir ses valeurs et de faire progresser ses priorités de développement. En 2017-2018, le Canada a versé des contributions volontaires de 8,6 millions de dollars à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de 3,6 millions de dollars à l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) en vue de la mise en œuvre de programmes liés à l'ADO.

L'appui du Canada à la Francophonie contribue à de nombreux résultats sur le plan du développement. Entre juillet 2016 et juin 2017, par exemple, ces contributions ont contribué au renforcement des capacités de plus de 18 400 enseignants et tuteurs grâce à l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres. Il s'agit d'une

Pays : Pérou © Andréa Westcott-Lacoursière, Fondation du développement coopératif du Canada

Fondation du développement coopératif du Canada

« Les jeunes sont nombreux jeunes à rêver de partir dans d'autres villes du Pérou ou à l'étranger et ne voient pas les perspectives que les coopératives comme INPROCAFE peuvent offrir aux petits agriculteurs, ici même à Jaén. Je cultive le café depuis ma tendre enfance, mais depuis que mes parents m'ont donné un hectare de terrain à cultiver moi-même, j'ai rejoint les rangs d'INPROCAFE. La formation offerte par l'organisation m'a beaucoup appris sur la manière de gérer ma parcelle par des techniques biologiques, de recueillir l'eau de pluie, de préserver le sol par l'agroforesterie et d'intégrer de petits animaux dans l'exploitation agricole pour obtenir des engrais naturels. La coopérative rassemble la collectivité et lui permet de joindre ses forces pour un avenir plus prospère. Elle donne de bonnes perspectives économiques aux jeunes, même si beaucoup de gens ne le voient pas comme cela. Grâce aux revenus que j'ai gagnés avec la coopérative, j'ai pu payer des frais de scolarité universitaires. Même si je veux travailler à titre d'avocate lorsque j'aurai obtenu mon diplôme, j'ai pour objectif de trouver un emploi à Jaén, pour pouvoir continuer mes activités agricoles et investir de l'argent dans mon exploitation. Mes activités agricoles me permettront de réaliser des revenus supplémentaires et me donneront l'occasion d'être dans la nature, de cultiver mes propres produits, d'élever des animaux pour leur viande sans produits chimiques ni hormones et de rester près de ma famille à mesure que mes parents se font vieux. Je veux transmettre les valeurs que mes parents m'ont enseignées en qualité de petit exploitant agricole, comme une bonne intendance des terres, leur préservation pour les générations futures et la culture de fruits et de légumes sur ma propre parcelle, afin de pouvoir être plus autonome. »

—Marly, étudiante en droit de 23 ans et productrice de café de deuxième génération, Pérou

initiative conjointe de l'OIF et de l'AUF réalisée dans 11 pays, soit Haïti, les Comores, le Burkina Faso, le Liban, le Mali, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Tchad, le Togo et la République démocratique du Congo.

Le Canada a été le principal contributeur du programme de l'OIF pour promouvoir l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes d'Afrique subsaharienne francophone. Le Canada y a consacré 10 millions de dollars entre 2015 et 2018. Cet investissement appuie plus de 37 incubateurs d'entreprises dans 13 pays d'Afrique subsaharienne francophone. Depuis 2015, le programme a permis d'accompagner et de sensibiliser à l'entrepreneuriat 11 500 jeunes et femmes.

Le Canada a aussi contribué aux efforts de l'OIF pour une meilleure intégration et une plus grande valorisation des femmes et des jeunes dans les processus liés aux politiques et au développement. En novembre 2017, ces efforts one mené au lancement du Réseau francophone des femmes entrepreneures (REFEF), qui vise à créer un espace d'échange, d'interaction et d'information pour les femmes entrepreneures. Le Canada a aussi participé largement à la formulation de la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles, qui sera adoptée lors du Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Erevan, en Arménie, en octobre 2018.

CONTRIBUTION DU CANADA À L'ORGANISATION PANAMÉRICAINE DE LA SANTÉ

Le gouvernement du Canada, en partenariat avec l'Organisation panaméricaine de la santé, soutient les efforts de renforcement des systèmes de santé et d'amélioration de la santé des enfants, des jeunes filles et des femmes, y compris les mères, en situation vulnérable en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Par conséquent, en 2017-2018, 13 politiques et stratégies de santé visant à renforcer les systèmes de santé ont été formulées dans huit pays, soit la Bolivie, l'Équateur, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Paraguay, le Pérou et le Suriname. En outre, 11 025 personnes (dont 7 812 femmes) ont reçu une formation sur les services de santé et de nutrition tenant compte de l'égalité des genres. Enfin, 11 000 autres femmes ont été sensibilisées aux enjeux liés au renforcement de leur pouvoir économique. Ces enjeux comprenaient l'entrepreneuriat, le leadership, la participation et le droit à un travail rémunéré.

Les efforts conjoints du Canada et de l'Organisation panaméricaine de la santé ont également produit les résultats suivants en 2017-2018 :

- au Nicaragua, 100 % des enfants nés de mères résidant dans des maisons d'attente de maternité (plus de 11 000) ont été exclusivement nourris au sein;
- au Suriname, 1 500 femmes ont subi un dépistage du cancer du col de l'utérus;

- au Paraguay, 1 457 enfants de moins de 15 ans ont passé un test de dépistage de la maladie de Chagas;
- en Guyane et au Paraguay, plus de 305 200 personnes ont reçu un traitement vermifuge.

L'Agence de la santé publique du Canada finance un projet de quatre ans de l'Organisation panaméricaine de la santé visant à évaluer et à renforcer les capacités de surveillance relativement aux maladies non transmissibles et aux facteurs de risque dans les pays des Caraïbes orientales. Le projet prend en compte des déterminants sociaux de la santé tels que les revenus, l'éducation et l'emploi. Il est également axé sur les indicateurs du Système mondial de surveillance de l'Organisation mondiale de la Santé. L'objectif ultime du projet consiste à renforcer les capacités institutionnelles de surveillance relative aux maladies non transmissibles et aux facteurs de risque, en vue d'augmenter l'efficacité des programmes nationaux de en la matière et de réduire par ailleurs la mortalité prématurée attribuable aux maladies non transmissibles dans les pays des Caraïbes orientales.

CONTRIBUTION DU CANADA À L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

Le Canada appuie le programme d'égalité des genres de l'Union interparlementaire. Le programme cherche à augmenter le pouvoir politique des femmes parlementaires en facilitant leur accès aux parlements et en renforçant leur capacité à participer à la prise de décisions. Le projet augmente également la capacité des parlements de tenir compte des droits des femmes et de mettre en œuvre des réformes et des lois tenant compte de l'égalité des genres. En 2017, le Canada a apporté une contribution de quelque 750 000 $ à l'Union interparlementaire, qui a notamment a animé des ateliers de renforcement des capacités en matière d'égalité des genres en Côte d'Ivoire et au Kenya et a soutenu les efforts déployés par le Groupe parlementaire des femmes de Tanzanie pour concevoir un programme de mentorat. En Mauritanie, l'Union interparlementaire a également mobilisé le caucus parlementaire des femmes afin de donner les moyens à ses membres d'intervenir en cas de violence basée sur le genre et d'ébaucher des lois sur la santé reproductive.

COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES CANADIENS

Les partenaires canadiens jouent un rôle essentiel dans les efforts du Canada en matière de développement international.

En 2017-2018, Affaires mondiales Canada a tiré parti de l'expertise, des réseaux et des ressources de plus de 270 organisations de la société civile canadienne en finançant leurs activités dans les six champs d'action de la Politique d'aide internationale féministe du Canada. Parmi les partenaires, on compte :

Pays : Burkina Faso © L'ŒUVRE LÉGER

ACTION POUR LA PROMOTION DES INITIATIVES LOCALES

« Grâce à Action pour la promotion des initiatives locales et à son partenaire, l'ŒUVRE LÉGER, je dispose qu'un hectare de terrain et de cinq moutons. En 2015, avant la mise en œuvre du projet Innovation et mobilisation pour la sécurité alimentaire, je n'avais même pas un seul poulet ou une toute petite parcelle de terrain, parce que lorsque nous avons été rapatriés de Côte d'Ivoire, mon mari, mes enfants et moi avons éprouvé des difficultés à nous intégrer socialement et économiquement à notre propre village. Grâce à l'APIL et à l'ŒUVRE LÉGER, le meilleur des effets est encore à venir. »

–Ouédraogo Halima, âgée de 34 ans, Burkina Faso

- les organisations de la société civile;
- les collèges et les universités;
- les municipalités;
- des coopératives;
- les associations professionnelles;
- les organisations du secteur privé;
- d'autres partenaires, comme les fondations et les centres d'études et de recherches.

Ces divers partenaires participent à un large éventail d'activités de développement et de mobilisation du public. Ils prêtent également leur expertise à Affaires mondiales Canada dans le cadre du dialogue sur les enjeux des politiques et des programmes. En coopération avec leurs homologues locaux, ces partenaires contribuent au changement et à la production de résultats sur le terrain grâce aux approches innovantes qu'ils apportent à l'aide internationale.

En septembre 2017, Affaires mondiales Canada a publié la Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe (Politique relative aux organisations de la société civile, ou OSC). Cette politique réaffirme l'engagement du Canada à

travailler en collaboration avec le secteur de la société civile. Elle garantit l'harmonisation de l'approche des partenariats entre Affaires mondiales Canada et la société civile avec la Politique d'aide internationale féministe du Canada, dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La Politique relative aux OSC soutient le renforcement du pouvoir des femmes et des filles et l'égalité des genres. Ses autres objectifs comprennent la promotion de l'innovation parmi les dirigeants des OSC afin de maximiser l'impact de l'aide internationale du Canada.

Les représentants d'Affaires mondiales Canada et des organisations canadiennes partenaires travaillent ensemble dans le cadre d'un groupe consultatif afin de soutenir la mise en œuvre efficace de la Politique relative aux OSC. Affaires mondiales Canada œuvre également chaque année en collaboration avec la société civile pour :

- examiner la mise en œuvre mutuelle de la Politique relative aux OSC et la comparer à ses objectifs et à ses champs d'action;
- discuter de l'évolution des défis et des possibilités des OSC à l'échelle mondiale et nationale;
- échanger des connaissances et des pratiques exemplaires.

La démarche innovante d'un groupe consultatif sur la Politique relative aux OSC a été vue d'un œil positif. Les membres accueillent favorablement l'occasion de discuter de la mise en œuvre de la Politique relative aux OSC dans un environnement collaboratif ouvert. Cela témoigne à nouveau de l'engagement du Ministère à favoriser des partenariats valorisants et efficaces avec la société civile.

La Semaine du développement international est une plateforme annuelle de mobilisation du public d'Affaires mondiales Canada, des conseils provinciaux et régionaux de coopération internationale et d'autres partenaires. Cette semaine leur permet de célébrer les contributions et la participation du Canada à la réduction de la pauvreté.

En février 2018, le thème de la semaine était « Partenaires pour un monde meilleur ». En 2018, les conseils ont rejoint plus de 4,3 millions de Canadiennes et Canadiens, dont de nombreux jeunes, grâce à des activités qui se sont déroulées à l'échelle du pays.

Des jeunes Canadiennes et Canadiens ont assisté à une discussion prestigieuse lors la Semaine du développement international et en ont assuré la co-animation. Ils se sont joints aux dirigeants des OSC et à la secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international pour participer à un dialogue constructif sur l'égalité des genres et l'importance du renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans le contexte du mouvement #MoiAussi.

Au cours de la Semaine du développement international, la ministre du Développement international a annoncé la liste des organisations qui mettront en œuvre le Programme de stages internationaux pour les jeunes (2018-2021) et l'Initiative de stages internationaux pour les jeunes Autochtones (2018-2022). Ces programmes offrent aux jeunes du Canada la possibilité d'acquérir une expérience précieuse en développement international et de promouvoir les efforts de développement international du Canada à leur retour au pays.

En 2017-2018, grâce au programme de coopération volontaire, 15 organisations canadiennes ont envoyé 1 707 bénévoles canadiens actifs dans différents domaines professionnels travailler avec des partenaires locaux dans 41 pays en développement. (Les bénévoles comprenaient 1 040 femmes et 667 hommes.) Quatre partenaires, à savoir Oxfam-Québec, Jeunesse Canada Monde, Youth Challenge International et Cuso International, ont inclus des « fonds d'innovation » dans leurs projets. Ces fonds permettent aux partenaires locaux de concevoir et de mettre en œuvre de nouveaux modèles d'entreprise et de développement pour les collectivités locales, en particulier dans l'intérêt des femmes et des jeunes.

COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES LOCAUX

Le Canada s'efforce de fournir son aide internationale en utilisant des moyens plus rapides et efficaces pour joindre les populations locales. À l'heure actuelle, le Canada achemine une partie plus importante de son aide vers les organisations locales des pays en développement.

Le Canada renforce également son soutien aux organisations et aux mouvements locaux de défense des droits des femmes dans les pays en développement, ainsi que ses partenariats avec de telles organisations. Ce sont autant d'agents clés du changement qui contribuent à renforcer les droits des femmes et des filles et qui aident les sociétés à réaliser l'égalité des genres. Bon nombre des initiatives décrites dans le présent rapport comptent sur les capacités, l'accès et le dynamisme de partenaires locaux pour obtenir les résultats souhaités.

En 2017, le Canada a lancé le programme Voix et leadership des femmes. Le Canada s'est engagé à affecter 150 millions de dollars sur cinq ans pour répondre aux besoins des organisations locales des pays en développement qui travaillent à promouvoir les droits des femmes et des filles ainsi que l'égalité des genres. L'engagement du Canada en fait l'un des principaux donateurs qui soutiennent les organisations de défense des droits des femmes dans les pays en développement.

Le Fonds canadien d'initiatives locales est l'un des mécanismes grâce auxquels le Canada travaille directement avec les organisations locales, les établissements universitaires et les gouvernements pour réaliser des

projets à petite échelle et à fort impact qui répondent aux priorités et aux besoins locaux. En 2017-2018, ce fonds a appuyé près de 600 projets dans 125 pays, ainsi qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Au total, 14,7 millions de dollars ont été versés aux partenaires de mise en œuvre par l'intermédiaire des ambassades et des hauts-commissariats canadiens.

Par exemple, au Cambodge, le Fonds canadien d'initiatives locales a financé un projet à hauteur de 19 500 $ pour renforcer la reddition de comptes et l'inclusion dans les élections nationales de 2018 dans ce pays. Des citoyens observateurs provenant des populations marginalisées, y compris les femmes et les jeunes, ont reçu une formation et ont été déployés dans 150 collectivités afin d'assurer une supervision civile indépendante des bureaux d'enregistrement des électeurs. Ces observateurs ont recommandé d'apporter des modifications à la gestion de la liste électorale afin d'assurer une meilleure transparence et une plus grande inclusion.
Ces recommandations ont par la suite été adoptées par la Commission électorale nationale.

Le Fonds canadien d'initiatives locales a également financé un projet à raison de 45 000 $ pour soutenir la promotion de la paix et de la sécurité au Niger. Deux cents enfants et jeunes ont reçu une formation d'ambassadeurs de la paix dans quatre régions du pays. En outre, 30 journalistes ont reçu une formation sur les contributions que les médias peuvent apporter à une culture de la paix. Le projet a permis aux jeunes ambassadeurs de la paix de communiquer leurs messages de citoyenneté responsable, de paix et de non-violence au moyen d'activités de liaison extérieure, ainsi qu'à la radio, à la télévision et sur les plateformes des médias sociaux.

Au Sri Lanka, le Fonds canadien d'initiatives locales a financé un projet de 30 000 $ visant à aider les politiciennes en fonction et candidates à utiliser les technologies d'information et de communications pour obtenir un avantage concurrentiel. Le projet a créé une base de données des femmes politiquement actives dans le pays et a lancé une campagne de médias sociaux pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique. En outre, 50 élues ont reçu une formation sur la manière de prévenir la corruption et d'augmenter la coopération entre les partis politiques.

En Syrie, le Fonds canadien d'initiatives locales a versé 33 800 $ pour y renforcer les activités de surveillance du respect des droits de la personne au moyen d'un projet de formation et de mentorat des journalistes syriens. S'en est suivi la publication de près de 100 articles axés sur les droits de la personne, la gouvernance et l'égalité des genres, qui ont atteint un auditoire estimé à 100 000 personnes.

RÉSULTATS DANS LE MONDE

L'aide au développement officielle (ADO) du Canada comprend le développement à long terme, ainsi que la paix et la sécurité, et enfin, l'aide humanitaire. Elle intervient dans les régions ayant des besoins particuliers, où l'expérience, l'expertise et les compétences du Canada peuvent avoir une valeur ajoutée.

Conformément aux principes d'efficacité de l'aide, le Canada offre son assistance en collaboration avec les gouvernements des pays d'accueil, en appui aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

En 2017-2018, le Canada a fourni une ADO à plus de 130 pays, par l'intermédiaire de mécanismes multilatéraux et bilatéraux, en travaillant avec ses partenaires canadiens, internationaux et locaux.

Cette carte illustre les pays auxquels le Canada a accordé la majeure partie de son ADO. La majorité des pays représentés sur la carte sont ceux avec lesquels le Canada a mis sur pied des programmes bilatéraux. La carte comprend également les principaux destinataires de l'aide humanitaire et de l'assistance en matière de paix et de sécurité du Canada.

Pour en savoir plus sur les résultats dans le monde en 2017-2018, rendez-vous sur http://international.gc.ca/gac-amc/publications/odaaa-lrmado/country-pays.aspx?lang=fra.

De plus amples renseignements au sujet des projets de développement et d'aide humanitaire d'Affaires mondiales Canada peuvent être consultés dans la Banque de projets en ligne du Ministère : http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/?lang=fra. La Banque de projets fait partie des engagements suivis du gouvernement du Canada envers la transparence et la reddition de comptes des programmes d'aide internationale du Canada, comme le décrivent le Budget de 2018 et l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

UKRAINE
MONGOLIE
PAKISTAN
SYRIE
AFGHANISTAN
MAROC
LIBAN
CISJORDANIE ET GAZA
MYANMAR
BANGLADESH
MALI
ÉGYPTE
JORDANIE
IRAK
VIETNAM
SÉNÉGAL
NIGÉRIA
SOUDAN DU SUD
PHILIPPINES
ÉTHIOPIE
SRI LANKA
GHANA
BÉNIN
KENYA
BURKINA FASO
TANZANIE
INDONÉSIE
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MOZAMBIQUE
AFRIQUE DU SUD

AIDE AU DÉVELOPPEMENT OFFICIELLE PAR MINISTÈRE

AFFAIRES MONDIALES CANADA

Affaires mondiales Canada est le principal ministère responsable de la coordination de la politique d'aide internationale du Canada en vue d'exécuter des programmes liés au développement, à la paix et à la sécurité et d'apporter une aide humanitaire. Le Ministère collabore avec des pays partenaires, les principaux partenaires multilatéraux, des organisations canadiennes, des partenaires du secteur privé et d'autres ministères à la mise en œuvre de programmes pour le développement innovants et durables dans le monde entier. En vertu de la Politique d'aide internationale féministe, Affaires mondiales Canada préconise l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans les programmes d'aide au développement officielle du Canada, tout en tenant compte des points de vue des pauvres, des normes internationales relatives aux droits de la personne et des objectifs de réduction de la pauvreté.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Le ministère des Finances du Canada octroie des fonds au Groupe de la Banque mondiale en vue d'obtenir des résultats dans tous les domaines de priorité liés à l'aide internationale du Canada. Il offre notamment un appui à l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale, qui vise principalement à octroyer des subventions et des prêts assortis de conditions favorables aux pays à faible revenu, ainsi que des subventions aux États fragiles et touchés par un conflit et à d'autres pays présentant un risque de surendettement. Le Ministère appuie également l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale en vue de réduire les paiements au titre du service de la dette dans les pays en développement. De plus, le Ministère achète des actions relativement à l'affiliation du Canada à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, ce qui appuie le développement économique en comblant les lacunes considérables en infrastructure de l'Asie.

IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada joue un rôle important pour ce qui est d'aider le Canada à s'acquitter de ses obligations internationales et à perpétuer sa tradition d'aide humanitaire. Le Ministère mobilise les intervenants nationaux et internationaux afin d'adopter des politiques et des programmes de protection des réfugiés efficaces et de les mettre en œuvre en temps opportun. La promotion des droits de la personne et la protection des réfugiés constituent une pierre angulaire de l'action humanitaire traditionnelle du Canada depuis la Seconde Guerre mondiale. Le Ministère joue également un rôle de chef de file mondial en ce qui concerne le modèle de migration reconnu à l'échelle internationale et la promotion d'une gestion ordonnée des voies de migration.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer le niveau de vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement. En réunissant les partenaires qu'il convient autour d'occasions à saisir qui sont porteuses d'impacts, le CRDI aide à former les chefs de file de demain et à susciter des changements au profit de ceux et celles qui en ont le plus besoin. Les efforts du CRDI ciblent l'agriculture et l'environnement, les économies inclusives, et la technologie et l'innovation.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE CANADA

Environnement et Changement climatique Canada s'efforce de promouvoir la coopération internationale en ce qui concerne les questions environnementales et la durabilité de l'environnement, qui sont un élément essentiel au bien-être économique et social mondial. Le Ministère prend la tête des efforts de préservation et d'amélioration de l'environnement dans les pays en développement afin de mieux répondre aux besoins fondamentaux, d'améliorer le niveau de vie et de créer des collectivités plus sûres, plus résilientes et prospères.

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

La Gendarmerie royale du Canada déploie des policiers canadiens dans le cadre d'opérations de paix partout dans le monde. Les services policiers canadiens contribuent à la mise en place et au renforcement de capacités d'application de la loi dans les pays à risque. En renforçant la capacité de maintien de l'ordre public de forces de police étrangères, les policiers canadiens, en collaboration avec des partenaires internationaux, contribuent à instaurer un climat plus sécuritaire et plus stable dans le monde.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le ministère de la Défense nationale apporte un soutien admissible à l'ADO aux pays en développement sous la forme d'un renforcement des capacités et d'une réponse aux urgences humanitaires. Cela comprend les interventions à la suite des ouragans Irma et Maria, qui ont causé des dommages significatifs dans les Caraïbes en septembre 2017. En outre, les Forces armées canadiennes ont maintenu l'opération PROTEUS, soutenant les efforts visant à établir les conditions de sécurité d'une solution binationale éventuelle négociée entre Israël et l'Autorité palestinienne.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

L'Agence du revenu du Canada fournit des connaissances et un soutien technique aux administrations fiscales des pays en développement, sur le plan bilatéral et multilatéral, en tant que membre principal des organisations fiscales internationales et régionales. En 2017-2018, elle a notamment aidé des pays en développement à renforcer leur capacité fiscale afin de mieux mobiliser les ressources intérieures et de participer à part entière aux discussions fiscales mondiales pour ainsi profiter de la mise en œuvre des normes fiscales internationales.

INNOVATION, SCIENCES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

Innovation, Sciences et Développement économique Canada est le représentant officiel du Canada à l'Union internationale des télécommunications. L'Union internationale des télécommunications, à titre de principale agence des Nations Unies pour les télécommunications et les technologies d'information et de communications, est une source importante d'information, d'éducation et de formation dans ce domaine. L'organisation donne l'occasion, en particulier aux pays en développement, d'acquérir les connaissances et les compétences spécialisées nécessaires pour utiliser les technologies de la télécommunication et en profiter.

EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA

Emploi et Développement social Canada, grâce à son Programme du Travail, aide les pays partenaires à développer leur capacité d'appliquer la législation du travail en vigueur et à moderniser la politique et l'administration du travail. L'aide fournie par le Programme du Travail du Ministère favorise une meilleure application des lois nationales sur le travail, ainsi qu'un plus grand respect des droits et des principes du travail internationalement reconnus. Pour réaliser ces objectifs, des ressources financières sont fournies aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales régionales afin que ces dernières réalisent des projets au nom du Canada.

PARCS CANADA

En 2017-2018, Parcs Canada a apporté une contribution à quatre organisations internationales spécialisées dans la conservation du patrimoine culturel et naturel et dans la durabilité de l'environnement. Ces organisations comprenaient le Fonds du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Union internationale pour la conservation de la nature, le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels et l'Instituto de Fomento Pesquero (en appui au Congrès international sur les aires marines protégées qui a été organisé au Chili en 2017). Le travail multilatéral de Parcs Canada avec ces organisations honore l'engagement du Canada envers les conventions internationales. Il marque également l'engagement du Canada à atteindre les objectifs de développement durable grâce à des partenariats productifs avec les organisations internationales en vue de préserver le patrimoine naturel et culturel.

RESSOURCES NATURELLES CANADA

Ressources naturelles Canada appuie l'Agence internationale de l'énergie qui s'efforce de garantir une énergie fiable, abordable et propre pour ses 30 pays membres et au-delà. En 2017, en marge de la réunion ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie, le ministre des Ressources naturelles du Canada a annoncé une contribution de 1 million de dollars sur quatre ans au Programme de transition des énergies propres de l'Agence internationale de l'énergie. Avec le soutien de nombreux autres pays membres, le programme fournit un appui technique de pointe aux gouvernements des économies émergentes, dont les politiques énergétiques auront un impact considérable sur la rapidité de la transition mondiale vers une production et une utilisation de l'énergie plus durables.

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

L'Agence spatiale canadienne est membre de la Charte internationale Espace et catastrophes majeures. Cette charte est une collaboration à l'échelle mondiale entre les agences spatiales afin de fournir un accès unifié aux données de télédétection spatiales en appui aux opérations de secours en cas de catastrophe, sans frais pour l'utilisateur final. Le Canada offre des données précieuses recueillies par RADARSAT-2 et fournit au monde un service d'urgence assuré par un agent de permanence, afin d'atténuer collectivement les répercussions sur la vie humaine et les biens.

POSTES CANADA

Postes Canada verse à l'Union postale universelle des quotes-parts pour le Canada, qui sont partiellement admissibles à l'ADO. Une partie de ces contributions sert à fournir une assistance technique aux pays en développement en vue de réduire les carences qui existent dans le domaine postal entre les pays industrialisés et les pays en développement et de favoriser le transfert du savoir-faire.

AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA

L'Agence de la santé publique du Canada représente le Canada auprès de l'Organisation panaméricaine de la santé et fournit une formation en gestion des urgences aux pays en développement partenaires. La formation aide les participants à comprendre les principes et les pratiques de gestion des urgences de santé publique et à les appliquer.

STATISTIQUE CANADA

Les initiatives de développement de Statistique Canada mettent l'accent sur la gouvernance en appuyant les institutions publiques responsables, plus précisément les bureaux statistiques nationaux et d'autres composants clés des systèmes statistiques nationaux des pays en développement. L'agence est un participant actif aux efforts visant à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle apporte une expertise statistique canadienne à la formulation de solides indicateurs mondiaux pour mesurer les objectifs de développement durable et aider les autres pays à mesurer les progrès vers leur accomplissement, en particulier dans les domaines clés tels que l'éducation et l'environnement.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

La Monnaie royale canadienne a contribué à l'ADO du Canada en 2017-2018 en donnant des ordinateurs à des écoles de la République dominicaine par l'intermédiaire du World Computer Exchange.

OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU CANADA

La contribution à l'ADO de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada consiste principalement en assistance technique aux pays en développement. Cette assistance est fournie par deux voies : un atelier annuel sur les services en matière de propriété intellectuelle, et les rapports de recherche en cas de demande de brevet.

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

Le Musée canadien de la nature est une institution scientifique et éducative qui aide les Canadiennes et Canadiens, ainsi que d'autres personnes, à tisser un lien avec le monde naturel. Les activités d'ODA du Musée sont composées de sa contribution institutionnelle à titre de membre de l'Union internationale pour la conservation de la nature. L'union a un programme d'activités mondial qui contribue à la conservation de l'habitat, à l'intégrité écologique et à la conservation d'une grande diversité biologique. Ses activités mettent l'accent sur l'engagement des jeunes et l'importance de l'égalité des genres.

RÉFÉRENCES

De plus amples renseignements au sujet des projets de développement et d'aide humanitaire d'Affaires mondiales Canada peuvent être consultés dans la Banque de projets en ligne du Ministère : http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/?lang=fra. La Banque de projets fait partie des engagements suivis du gouvernement du Canada envers la transparence et la reddition de comptes des programmes d'aide internationale du Canada, comme le décrivent le Budget de 2018 et l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

Pour en savoir plus sur la manière dont le CDRI fait une différence, consultez son site Web (https://www.idrc.ca/fr/ce-que-nous-faisons/les-regions-et-les-pays). Les projets que le CDRI a soutenus au cours de la dernière décennie peuvent également être consultés dans sa Banque de projets (https://www.idrc.ca/fr/search).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les programmes du Canada destinés aux réfugiés, veuillez consulter le site suivant : http://www.cic.gc.ca/francais/refugies/index.asp.

Le Groupe de la Banque mondiale fournit des renseignements en matière de développement par l'intermédiaire de ses cartes de pointage bisannuelles (https://scorecard.worldbank.org) et du rapport annuel de son groupe indépendant d'évaluation (http://ieg.worldbankgroup.org/evaluations/rap2017). Une Banque de projets qui présente des renseignements précis sur les projets de la Banque mondiale peut également être consultée à l'adresse suivante : http://projects.worldbank.org.

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures fournit une liste détaillée de ses projets d'infrastructure approuvés sur son site Web : https://www.aiib.org/en/projects/proposed/index.html. Les renseignements comprennent les résumés des projets ainsi que des documents détaillés sur les projets. Il convient de prendre note que la plupart des projets de cette liste ont été approuvés avant que le Canada devienne membre de la Banque à part entière.